

recherche scientifique et capitalisme

notre dossier p. 11 à 16

lutte ouvrière

Hebdomadaire • paraît le samedi - N° 441 - 12 février 1977 - prix : 3F

Campagne :

« achetez français »

Ceyrac-Seguy

mêmes

COCORICOS

p.8

**MUNICIPALES :
NE PAS ÊTRE
DUPES
DU CIRQUE
ELECTORAL**



**Espagne :
Juan Carlos
en position
d'arbitre** p.24

**Pays de l'Est :
répression et
contestation**

**ETHIOPIE :
L'ERE DES
COUPS
D'ETAT** p.7



**PLOËRMEL : doublé à droite,
Giscard durcit le ton** p.4

sommaire

dans le monde

- Page 6 :
— Portugal : le gouvernement s'attaque à la presse.
Page 7 :
— Ethiopie : l'ère des coups d'Etat.
Page 8 :
— Rappel à l'ordre pour les intellectuels russes.
Page 24 :
— Espagne : Attentats de la droite, lâcheté de la gauche : Juan Carlos en position d'arbitre.

en France

- Page 4 :
— Le voyage de Giscard en Bretagne.
— Hold up en série : la police au service des puissants, pas de la population.
Page 5 :
— Crise et concert patriotique.
Page 17 :
— Accident mortel à la SNECMA-Gennevilliers.
Page 18 :
— Echos des entreprises.
Page 19 :
— Crédit Lyonnais : le salaire au rendement.
— Chèques postaux (Orléans-La Source) : le projet de réorganisation : rentabilité d'abord !
Page 20 :
— St-Joseph (Bordeaux) : Les travailleurs s'opposent à l'enlèvement des stocks : 6 délégués inculpés.

dossier

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- Page 11 :
— La recherche scientifique à l'étroit dans le monde capitaliste.
Pages 12-13 :
— La recherche est-elle rentable ?
Pages 14-15 :
— A l'ombre des atomes en fleurs.
Page 16 :
— Le futur proche de l'humanité.

culture et loisirs

- Page 21 :
— Livres : Il n'y a pas de drogués heureux, du docteur Claude Olivenstein; L'homme de Kiev, de Bernard Malamud.
Page 22 :
— Films : A chacun son enfer, d'André Cayatte; Une fille cousue de fil blanc, de M. Lang.
Page 23 :
— Théâtre : La paix d'Aristophane; Les Paysans d'après Balzac.
— Expositions : Cent ans d'astrophysique au Palais de la Découverte à Paris.

extrême-gauche

- Page 9 :
— Le manifeste unitaire des révolutionnaires pour les municipales. Signé par la Ligue Communiste Révolutionnaire, Lutte Ouvrière, et l'Organisation Communiste des Travailleurs.
Page 10 :
— Dans l'extrême-gauche et dans sa presse.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Press - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

en bref

Barre à Lyon : le périmètre de la frousse

Barre affronte, Barre descend dans l'arène courageusement. Tels étaient certains commentaires flatteurs, après le voyage de Barre dans le Centre, où il avait affronté avec plus ou moins de bonheur des manifestants venus protester contre les effets de son plan.

Cette fois-ci, à l'occasion de son voyage à Lyon prévu pour le jeudi 10 février, la préfecture a prudemment fait délimiter un périmètre interdit aux manifestants autour de l'Hôtel de la Communauté Urbaine que devait inaugurer M. Barre.

Désormais M. Barre ne serrera plus les mains dans la foule. Il semble plutôt serrer les fesses !

Bas les masques

La vente de masques à l'effigie de Giscard est interdite cette année durant le carnaval de Nice. Toutes les figures en carton représentant des hommes politiques seront d'ailleurs également prosrites. Si Giscard ne veut pas qu'on lui fasse un masque triste, il ne tient pas non plus à ce qu'on en fasse de joyeux à Chirac.

Ni De Gaulle, ni Pompidou, dont l'amour-propre était pourtant bien chatouilleux, n'avaient osé se ridiculiser en prenant pareille mesure.

Il paraîtrait même que, sur ordre du président de la République (qui s'est, dit-on, beaucoup aigri ces derniers temps et, tout bien réfléchi, est revenu sur sa décision de ne faire qu'un usage modéré de la notion d'offense au chef de l'Etat qu'il avait si libéralement proclamée au début de son règne), d'autres interdictions seraient imminentes.

Pas question en particulier d'effeuiller des Anne-Aymone, ni de se jeter à la tête des Jacinthes lors de la traditionnelle fête des fleurs !

Le char de l'Etat mérite bien quelques égards, que diable, et c'est assez de guignol à l'Hôtel de Ville sans qu'on y ajoute encore le carnaval de Nice...

tragique erreur ! Il était venu au carnaval...



Un bouc émissaire tout trouvé : Les pays producteurs

Une hausse de 5 centimes est prévue sur le prix du litre de super à partir du 14 février. En quatorze mois, le prix du litre d'essence aura donc enregistré une hausse de 21,05 %. Les compagnies pétrolières, pour justifier cette dernière augmentation comme les précédentes, invoquent le relèvement de 5 % du prix du pétrole obtenu par les pays producteurs.

Seulement, il est à remarquer

qu'une fois de plus elles ont répercuté immédiatement cette augmentation sur des stocks constitués pourtant bien avant la nouvelle hausse. Une façon commode de réaliser des milliards de bénéfices supplémentaires en désignant à la vindicte publique les pays producteurs !

Des enquêteurs maladroits

D'après le *Canard enchaîné*, plusieurs pages de l'agenda de De Varga, l'un des principaux inculpés de l'affaire De Broglie, ont été détruites accidentellement, avant de parvenir entre les mains du juge d'instruction. Les feuillets auraient brûlé dans une machine à photocopier défectueuse.

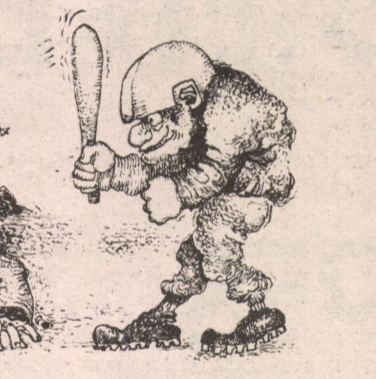
Un incident de plus à ajouter aux mystérieuses agressions de témoins et au tout aussi mystérieux cambriolage du château de la famille de la victime, qui ont jusqu'ici jalonné un mois et demi d'une enquête qui n'a toujours rien éclairci.

Trafics d'armes ou de drogue, sociétés fictives administrées par des hommes de paille, policiers véreux, les pistes ne manquaient pourtant pas et l'on pouvait se demander à quoi les enquêteurs occupaient leurs semaines. On a maintenant la réponse : ils s'emploient à photocopier toutes les pièces du dossier...



Les contrats avec l'Iran valent bien quelques arrestations arbitraires

La chambre d'accusation, après avoir libéré en décembre dernier l'un des deux étudiants iraniens in-



culpés d'attentat contre un agent de la SAVAK (la police politique iranienne), vient de libérer le deuxième étudiant inculpé. Tous deux ont dû verser une forte caution (20.000 F) pour obtenir leur liberté.

Ils étaient incarcérés depuis le 5 novembre, mais apparemment les dossiers de l'accusation sont vides. Qu'importe ! Au moment où Giscard visitait l'Iran, la police française ne pouvait faire moins, pour plaire au Shah, que d'enfermer deux membres d'une association oppositionnelle au régime, celle des Etudiants Iraniens en France.

Le gouvernement français a fait ainsi la preuve de sa servilité vis-à-vis de ce régime sanguinaire.

Une expulsion honteuse

L'écrivain espagnol Alfonso Sastre qui résidait en France a été arrêté samedi dernier par la police française et expulsé vers l'Espagne, où il a été remis entre les mains de la Guardia Civil. Le prétexte de cette expulsion serait la participation de l'écrivain à une grève de la faim organisée en soutien aux réfugiés basques.

Si Alfonso Sastre a été relâché peu après la vérification de son identité, sa femme, Eva Forest, demeure emprisonnée depuis 1973, après avoir été torturée par la police espagnole, cela à la suite de l'attentat qui avait eu lieu à Madrid près des locaux de la direction de la Sûreté.

Que le gouvernement français, Poniatowski en l'occurrence, remette sans ambages entre les mains de Juan Carlos un opposant à son régime n'étonnera personne. On voit une fois de plus à cette nouvelle ignominie qu'ils sont tous du même bord.

Détention arbitraire par la Cour de Sûreté de l'Etat

Depuis près de seize mois maintenant, un jeune agriculteur breton, Jean-Claude Denis, est incarcéré à la prison de la Santé. Arrêté en octobre 1975, près du domicile du député de Brest, De Benneto, alors qu'il était porteur de charges de plastic, il n'a toujours pas été jugé par la Cour de sûreté de l'Etat.

Jean-Claude était révolté par la vie qu'il avait vécue et le monde d'exploitation qui l'entourait. Exclu du lycée à 16 ans, il s'était ensuite engagé dans l'armée. C'est d'abord la vie des casernes qui l'a conduit à la révolte. Emprisonné comme déserteur, son retour à la vie civile va le mettre au contact de l'exploitation et de l'exode rural qui frappe sa région.

Jean-Claude, au moment de son arrestation, était aide-familial sur l'exploitation agricole de ses parents. Ses lettres de prison témoignent des raisons qui l'ont conduit à agir ainsi.

Mais pour la Cour de sûreté de l'Etat, ces raisons n'en sont pas. Et elle le prive de liberté depuis des mois sans même prendre la peine de le juger.

Il faut que cesse cette détention arbitraire.

Curieuse coïncidence

Lundi dernier un homme est mort après avoir passé une nuit au commissariat. Ses gardiens disent l'avoir trouvé dans un tel état le matin qu'ils ont dû le transporter d'urgence à l'hôpital, où il est mort officiellement d'une « crise cardiaque ».

Ce fait divers n'est pas sans en rappeler un autre presque exactement semblable : il y a huit ans, le 15 décembre 1968, un jeune homme, Jean-Pierre Thévenin, mourait après avoir aussi passé une nuit au commissariat. Cette fois, c'est dans sa cellule que son cadavre avait été découvert. A l'époque « l'affaire Thévenin » avait fait grand bruit et les circonstances de cette mort n'ont jamais été élucidées.

Curieuse et inquiétante coïncidence : c'est dans le même commissariat, celui de Chambéry, que les deux hommes ont passé leur dernière nuit.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1)

Ci-joint la somme totale de : francs

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : prix 90 F
pour une période de six mois : prix 50 F

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

LUTTE DE CLASSE

pour une période de un an : prix 50 F
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE

pour une période de un an : prix 10 F
(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Joindre par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à LUTTE OUVRIERE, BP 233 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

NE PAS ÊTRE DUPES DU CIRQUE ÉLECTORAL

A un mois des élections municipales, le cirque électoral bat déjà son plein au milieu des flots de paroles, des poignées de main et des querelles de politiciens. Toute la classe politique se livre à une agitation frénétique pour la conquête des places et des sinécures, pour le contrôle du fromage des municipalités.

Mais cette campagne ne vise pas seulement les élections municipales. Elle est déjà le prologue des élections législatives de 1978, voire des élections présidentielles de 1981. Dans son discours de Ploërmel Giscard ne s'est même plus donné la peine de parler des municipales, alors qu'il s'est étendu sur les législatives, tout en étant manifestement préoccupé par sa rivalité avec Chirac pour les présidentielles.

La droite comme la gauche amusent le public avec une campagne électorale qui s'annonce interminable. Et pendant que l'on essaie de fixer les yeux des travailleurs, tantôt sur les zizanies internes de la droite, tantôt sur celles de la gauche, tantôt sur l'espoir de changements électoraux, le patronat licencie, bloque les salaires, s'attaque aux conditions d'existence de la classe ouvrière.

Travailleurs ! Par delà les rivalités réelles entre partis ou individus pour gérer les affaires de la bourgeoisie, toute cette agitation est entretenue pour nous duper, pour nous faire miroiter des espoirs de changement là où il n'y en a pas, pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Pendant que l'on nous sert une élection tous les ans ou presque, en clamant chaque fois que cette fois c'est la bonne, le patronat développe librement son offensive.

Les élections, toutes les élections dans la société capitaliste, servent à cela : tromper les travailleurs, leur faire oublier que leur sort ne dépend jamais des urnes, mais toujours de leurs luttes.

Les grands partis de gauche, le Parti Communiste comme le Parti Socialiste participent à cette duperie. Et c'est même à cause de leur participation que cette duperie peut prendre auprès des travailleurs.

Tout comme les partis de droite, les partis de gauche n'aspirent qu'à devenir les loyaux gérants de la société capitaliste. Tout comme les partis de droite, ils sont hostiles à ce que les travailleurs se battent pour défendre leurs conditions d'existence. Ils ne se donnent même pas la peine de s'en cacher, tellement ils sont désireux d'apparaître comme des partis responsables aux yeux de la bourgeoisie. Et lorsque ces partis, comme les directions syndicales qu'ils influencent font semblant de faire quelque chose, ils le font de telle manière qu'ils démoralisent la classe ouvrière plus qu'ils ne l'encouragent; qu'ils divisent la classe ouvrière

plus qu'ils ne renforcent sa cohésion et son unité. Témoins en sont les dernières semaines d'action volontairement morcelées et démotivatrices.

Oh, sans doute, à l'intérieur même de la gauche, il y a souvent des désaccords entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste. Mais ce n'est jamais l'intérêt des travailleurs qui est au centre de ces désaccords, mais des querelles de boutiques. Et leur véritable problème est de savoir si un Mitterrand trahira seul les espoirs que les travailleurs mettent dans l'arrivée de la gauche au gouvernement, ou s'il les trahira flanqué de Marchais.

La comédie électorale, c'est de la poudre aux yeux. La véritable bataille se livre ailleurs. La classe ouvrière a les moyens d'arrêter l'offensive patronale et rendre caduc le plan d'austérité. A condition de ne pas écouter les marchands d'illusions électorales; à condition de ne pas accepter la trahison ouverte des directions ouvrières; à condition de s'engager dans la lutte pour interdire tout licenciement et toute atteinte au pouvoir d'achat.

Les élections à venir, ni les municipales ni les autres, n'ont le pouvoir de changer la vie pour les travailleurs. Mais elles constituent au moins une occasion d'affirmer ses idées.

Et c'est uniquement pour donner cette possibilité que des organisations révolutionnaires, dont Lutte Ouvrière, présentent les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».

Les révolutionnaires n'ont pas la force de se présenter partout, pas même dans toutes les grandes villes. Mais au moins là où ils se présentent, les travailleurs peuvent, en votant pour les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » montrer qu'ils ne veulent pas être dupes du cirque électoral.

Voter pour les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », c'est la seule façon, pour les travailleurs de dire, à l'occasion de ces municipales, qu'ils ne sont pas d'accord.

Pas d'accord pour être lanternés d'élections en élections. Pas d'accord pour tolérer que la droite provoque ouvertement la classe ouvrière en prônant sans gêne l'aggravation de la politique d'austérité. Pas d'accord pour que la gauche trahisse ouvertement les intérêts ouvriers pour plaire à la bourgeoisie. Pas d'accord pour le fractionnement des luttes.

Voter pour les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », c'est également la seule façon d'affirmer que les travailleurs savent que leur sort, leur avenir, dépendent de leurs luttes et d'elles seules.

C'est la seule façon pour les travailleurs de se faire entendre à ces élections. Arlette LAGUILLER

Après les semaines d'action ; trois petits tours et puis s'en vont !

« La boucle est bouclée » claironne l'Humanité du 10 février après les débrayages des agents de la RATP mettant ainsi un point final aux trois semaines d'actions organisées par les syndicats pour que les travailleurs expriment « leur hostilité au plan Barre ».

Ouf ! c'est terminé semble dire l'Humanité, nous allons pouvoir passer aux choses sérieuses : car la seule préoccupation des grandes organisations ouvrières est de préparer les prochaines échéances électorales. Elles tournent délibérément le dos à la préparation d'une riposte

unie de tous les travailleurs et ont volontairement étalé les grèves et les débrayages au point que beaucoup sont passés presque inaperçus.

Que le mécontentement réel soit supérieur à ce que les débrayages sectoriels ont permis de manifester, l'Humanité le reconnaît elle-même. Mais, pour que ce mécontentement devienne une force, il lui faudra s'exprimer autrement que dans le cadre d'un mouvement volontairement morcelé et divisé par les directions syndicales.

S.L.

Fraudes : l'État chasse les petits gibiers pour épargner les gros

Plusieurs personnalités ont été inculpées de fraude fiscale sur plainte de la Direction Générale des Impôts : Madame Baumel, femme du député RPR des Hauts-de-Seine, un architecte célèbre, et quelques autres encore...

Les impôts qui leur sont réclamés atteignent des 200.000 F, des 700.000 F et même plus de 1 million de francs (tous nouveaux). C'est beaucoup, bien sûr, et cela représente d'ailleurs des revenus non déclarés bien plus importants.

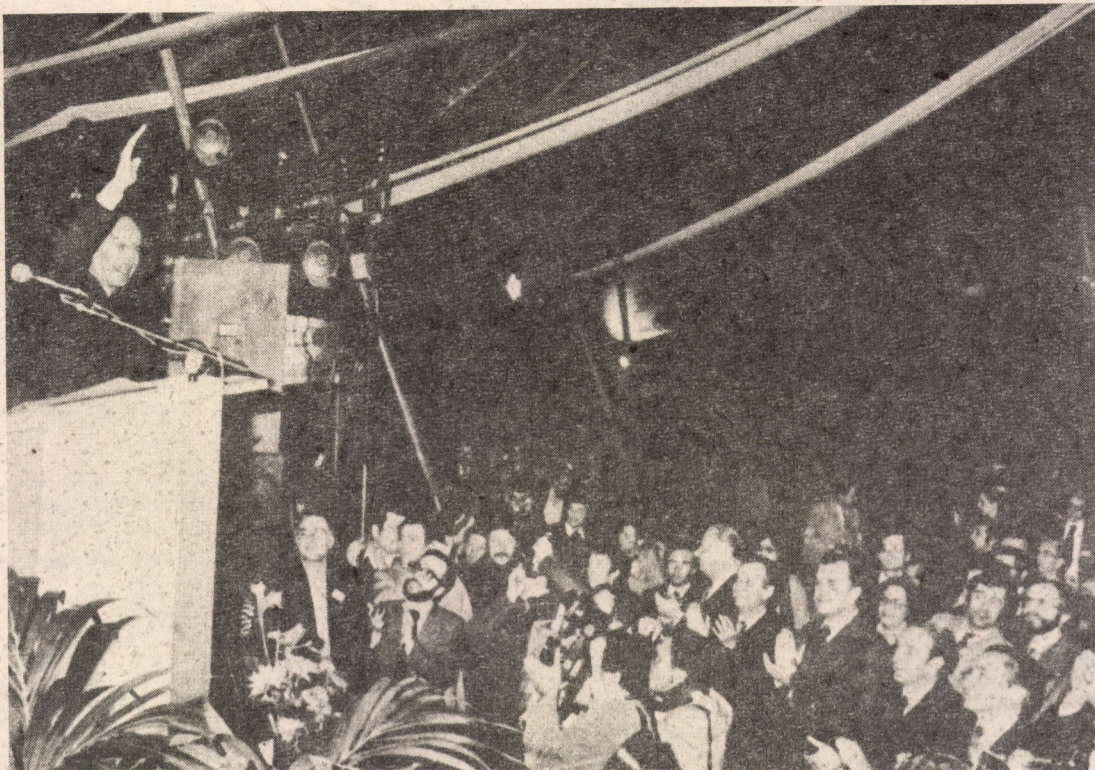
Avec ces inculpations, le gouvernement veut certainement nous donner l'impression qu'il s'attaque vraiment à la fraude fiscale. Il est vrai que les inculpés font partie du beau monde. Mais ce sont plutôt les gagne-petits du monde des riches. Ce sont des boucs émissaires.

Que devient, en effet, l'affaire Dassault et ses fraudes fiscales en série, ses détournements de fonds publics à grande échelle. Car il ne faut pas oublier que la fortune d'un Dassault s'est édifiée à l'aide des commandes de l'Etat et grâce aux subventions de toutes sortes prélevées sur ce que nous payons nous, contribuables, à l'Etat.

On n'en a plus entendu parler, et c'est toujours H. de Vathaire qui est en prison, pas M. Dassault. L'Etat et sa justice sont tellement liés aux grosses fortunes qu'ils ne peuvent pas et ne veulent pas inquiéter les grands capitalistes, même quand les trafics louches de l'un d'entre eux sont apparus au grand jour.

Claude CHARVET

LE VOYAGE DE GISCARD EN BRETAGNE



GISCARD A PLOERMEL :

COMMENT NE PAS SE FAIRE DOUBLER SUR SA DROITE

« Je ne permettrai pas que... » Tout le monde a remarqué le ton autoritaire et tranchant du discours de Giscard à Ploërmel. Un vrai discours électoral : invectives contre Marchais et les leaders du Programme commun, semonce à droite contre Chi-

rac, c'était l'offensive. C'est aux électeurs de droite et à Chirac que s'adressait Giscard : « Quand l'intérêt national est en jeu, les querelles de boutiques doivent s'effacer devant lui... ».

Mais c'est bien là le hic ! Giscard peut bien hausser le ton, pointer le menton en avant et brandir ses foudres contre la « coalition socialo-communiste », Chirac a une longueur d'avance sur ce terrain.

Giscard découvre un peu tard que le visage libéral qu'il s'est donné à peu de frais, à grand renfort de mesures démagogiques, risque de ne pas payer sur le plan électoral. Car la droite française ne l'a pas élu pour qu'il fasse passer des lois du genre de celle autorisant l'avor-

tement.

Ce qu'elle attend de son représentant, c'est qu'il mate et réprime tout ce qui bouge ou conteste, qu'il use de son autorité de chef d'Etat pour cela et non pour jouer les libéraux.

Ce visage d'homme de droite sûr de lui, c'est Chirac qui a su se le donner, lui qui s'est désolidarisé du gouvernement en le quittant à temps, il a su trouver à bon compte le langage cavalier et anti-communiste capable de toucher le cœur de la droite réactionnaire.

Giscard peut tonner et essayer de concurrencer son ancien Premier ministre sur le même terrain que lui, en durcissant le ton, il ne fait que donner raison à Chirac.

Cécile BERNIER

Après la crise économique, celle de la politesse

Giscard n'a décidément pas la main heureuse ces temps-ci : jusqu'aux députés de l'opposition qui ont refusé de venir la lui serrer en Bretagne.

Le président, habitué à plus d'égards lors de ses précédentes visites aux maires socialistes de Marseille et de Lille, a donc conçu bien du dépit de l'absence de Josselin, président socialiste du Conseil général des Côtes-du-Nord à son dîner de Quimper et l'a dit : selon lui, « la politique française est en train de devenir l'une des plus impolies du monde ».

Il est vrai que la population de Quimper songeait à autre chose qu'à se montrer polie envers un homme venu, après bien d'autres, leur affirmer une fois de plus que priorité serait donnée au développement économique de la Bretagne avec comme promesse entre autres, celle de terminer en 1980 le fameux plan routier régional qui devrait déjà être achevé depuis l'année dernière !

Mais, tout de même, s'il est entendu que la rue est tenue par des mal polis auxquels l'on envoie la police afin de leur apprendre les bonnes manières, Giscard espérait au moins quelques sourires dans ses salons. Car enfin, si les élus socialistes eux-mêmes refusent de lui faire risette, où donc le bourgeois Giscard pourra-t-il pratiquer les bonnes manières et goûter de délicates conversations : avec Poniatowski ou Chirac ?

Pierre VERNANT

La parole aux habitants de Ploërmel

— « Il y a trois semaines que des soldats du génie sont sur place pour monter un chaiteau qui peut contenir vingt mille personnes. Ils ont aussi recouvert une des rues d'un parquet et avec des plaques de parpaing ils ont monté des buvettes tout le long de la rue. Trois cents camions chargés de matériel sont venus de Bordeaux, Toulouse, etc.

— Giscard a l'intention de boire un coup de cidre à Ploërmel ?

— Tu sais, il y a eu des milliers d'invitations de distribuées sur la ville et les environs. Des services de cars gratuits sont mis en place.

Il n'a pas lésiné sur les moyens. Giscard doit parler du réseau routier breton, avec l'argent dépensé à Ploërmel il y a de quoi construire un bon bout de route. La zone industrielle a été bitumée, ils ont fait des aires d'atterrissage pour les quelque six hélicoptères qui doivent venir. Si dans un des appareils il y avait un plan d'usine pour Ploërmel, ça nous arrangerait bien. Ici les jeunes n'ont pas de travail. Toutes les boîtes

ferment, les jeunes vont travailler à Rennes ou à Paris.

— C'est écoeurant tout cet argent gaspillé pour le déplacement d'un seul homme. Je travaille aux Ponts et Chaussées ; tous les jours nous recevons des notes de service nous disant qu'il faut économiser. Mais depuis quinze jours un vent de folie souffle dans les services. Il y a soixante dix tonnes de sel dans les environs qui doivent être répandues si les routes gèlent, mais en ce moment le sel fond au soleil. Des équipes ont été réquisitionnées.

Aux PTT, c'est pareil, en une semaine plusieurs lignes téléphoniques ont été posées, elles relient la mairie à l'Elysée. Quand on pense qu'il faut des années pour qu'on en ai une. Quant à la salle des fêtes, elle a été aménagée pour les journalistes.

— Pensez-vous aller le voir ?

— Certainement pas. Mais certains iront pour voir les chanteurs qui passent avant lui. Beaucoup iront parce qu'ils le soutiennent. Il a su choisir les villes qui lui sont favorables.

Quand la police joue au cow-boy... et massacre les passants

Les auteurs du hold-up du Figaro passent en procès. Ce hold-up, au cours duquel Lucien Hincourt et Marcel Guibert s'étaient emparé de 280 000 F avait ceci de particulier que la police était au courant trois semaines avant !

Depuis trois semaines elle suivait les gangsters et connaissait tous les préparatifs. Elle a malgré tout laissé faire, sans doute pour arrêter les voleurs en flagrant délit. Ça fait mieux ! Le hold-up a eu lieu, les gangsters

se sont enfuis, la police a perdu son sang-froid et, en plein Champs-Élysées, a tiré, tuant un passant.

Peu de temps après, en allant arrêter un complice, elle a récidivé. Là encore, par méprise ou par bêtise, elle a blessé grièvement un malheureux voisin.

Aujourd'hui, ce sont les accusés qui risquent de lourdes peines. Mais s'il y a eu des assassins dans ce hold-up, ils ne sont pas dans le box...

I.B.

Hold-up en série : la police au service des puissants, pas de la population

Deux convoyeurs de fonds de l'ACDS et un cheminot tués, tel est le bilan des trois hold-up qui ont eu lieu cette semaine. On se demande bien où était la police qui se pique d'attraper les gangsters en flagrant délit. Si des escouades de policiers accompagnaient les transporteurs de fonds, ces derniers seraient mieux protégés et si hold-up il y a quand même, eh bien la police serait aux premières loges.

Mais la police n'est pas là, comme on essaie de nous le faire croire, pour protéger les personnes et combattre les gangsters. Les événements de cette semaine en sont une preuve de plus. Certes, lorsque par exemple Giscard se déplace, c'est toute une armée de poli-

ciers qui est là pour protéger le cortège présidentiel. Mais le millième des égards auxquels il a droit, lui, n'est plus de mise quand il s'agit d'un simple cheminot, d'un employé d'une société de transport de fonds ou d'une vieille dame qui va toucher sa pension à la poste.

Non, si l'Etat se dote d'une police de plus en plus nombreuse, ce n'est pas pour protéger les gens des gangsters. C'est bien plutôt pour s'en prendre à la population elle-même, ouvriers, paysans ou étudiants quand ils manifestent leur mécontentement et leur révolte contre un système inique dont la police est avec l'armée, le dernier rempart.

D.C.

MISÈRE D'UNE POLITIQUE SANS ESPOIR

Depuis maintenant plusieurs semaines les militants du Parti Communiste Français mènent campagne pour remplir ce qu'ils appellent « les cahiers de la misère et de l'espoir ». Interrogeant des travailleurs et leurs familles sur leurs lieux de travail ou sur leurs lieux d'habitation, ils leur permettent ainsi d'exprimer ce qu'est leur situation d'aujourd'hui, révélant par là même la situation intolérable dans laquelle se trouvent un grand nombre de travailleurs.

Cette détresse et cette misère, dont le journal l'Humanité se fait l'écho sur la base des récits recueillis par les militants du PCF, sont bien réels. Quant à l'espoir, celui que proposent les propagandistes du Programme commun, c'est une autre histoire.

Car, à part la confession, la seule action sur laquelle toute cette campagne doit déboucher, c'est le rassemblement du Bourget pour le 12 février, rassemblement qui semble n'avoir pour finalité que la préparation des élections municipales prochaines.

Et si ces « cahiers » par leur nom voudraient rappeler les « cahiers de doléances » de 1789, ce n'est pas parce que le Parti Communiste en attend qu'ils débouchent sur la Révolution. Une victoire électorale des partis du Programme commun lui suffirait amplement.

L.G.

Crise et concert patriotique

« Lorsque les Français font le choix d'un achat d'un produit importé par rapport à un produit national, ils font un choix contre l'emploi » a déclaré Giscard. Et le patron du CNPF, Ceyrac, rajoute : « Il faut donc faire la chasse aux pratiques qui incitent indûment les acheteurs français à acheter des produits étrangers. Mais il faut aussi que les acheteurs français aient un réflexe de patriotisme commercial ». Et la campagne sur le thème « Achetez français » est lancée à la télé, à la radio...

Que des représentants du capitalisme nous demandent de renoncer à acheter moins cher pour soutenir les patrons français n'a rien de bien surprenant. Ce qui pourrait l'être plus, si nous n'avions pas déjà été habitués à son chauvinisme, c'est d'entendre dans ce concert nationaliste le Parti Communiste qui, loin de lutter contre, se contente de protester contre le fait que

les patrons, eux, manqueraient de patriotisme et n'hésitent pas à acheter du minerai de fer à l'étranger, à investir leurs capitaux hors du territoire national, etc. « Les firmes capitalistes sont apatrides » écrit l'Humanité, considérant sans doute le terme « apatride » comme l'insulte suprême. Et ce journal de conclure en réclamant que le patriotisme commercial soit vu de façon plus large : « Le patriotisme commercial — et industriel — nécessite le retour à la nation des principaux moyens de production ».

C'est, avec des mots différents, la même propagande que celle de Giscard ou Ceyrac que le Parti Communiste défend.

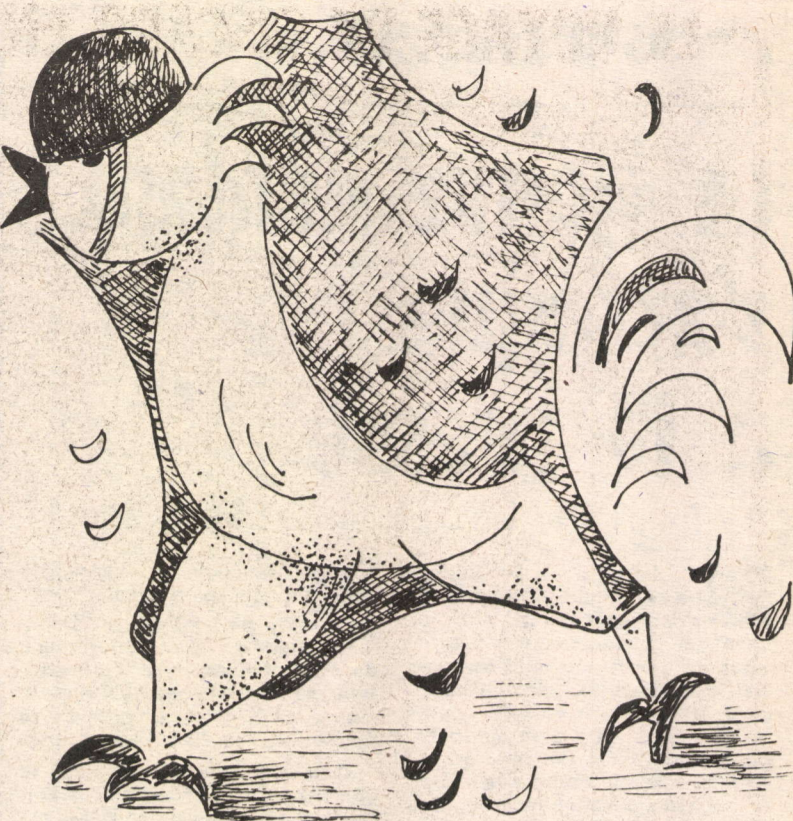
Il s'agit ni plus ni moins que de faire croire aux ouvriers français qu'ils ont les mêmes intérêts que leurs patrons, que, s'il y a du chômage, ce n'est pas dû aux capitalistes, mais à la con-

currence des ouvriers allemands ou japonais...

Comme la crise est mondiale, on sert aux ouvriers allemands le même baratin, traduit en allemand, et aux ouvriers japonais le même baratin, traduit en japonais. C'est un refrain que l'on connaît malheureusement trop bien. Et, à une autre étape de la crise, c'est avec des arguments du même genre que les bourgeois jettent les peuples les uns contre les autres.

Les bourgeois nationales ont érigé des frontières pour se faire des chasses gardées, se protéger de la concurrence. Elles entretiennent des armées, cultivent le nationalisme pour, en cas de besoin, partir à la conquête de nouveaux marchés. Mais les ouvriers, eux, n'ont pas de patrie et ils n'ont qu'un seul ennemi, le capitalisme.

Olivier BELIN.



Une mesure protectionniste... qui en annonce d'autres

La Commission européenne a décidé de taxer les importations japonaises de roulements à billes. Une taxe de 20 % s'ajoutera au droit de douane normal de 9 %.

L'objet de cette mesure est de protéger les industriels français de la concurrence de leurs collègues japonais.

Ce n'est pas la première fois que des mesures protectionnistes existent. La devise des industriels en cette matière est « les frontières des autres ouvertes pour moi, mes frontières fermées pour les autres ». Devise dont l'application pratique est, on s'en doute, délicate. La règle en temps normal est de maintenir la fiction d'un marché libre. Les mesures protectionnistes n'existent que « momentanément » pour « soutenir une industrie en difficulté ». Mais avec la crise on a vu de plus en plus de ces coups de canif dans les traités de libre-

échange. Mais on se débrouillait pour sauvegarder la fiction, ce qui n'empêchait pas d'ailleurs toutes sortes de pratiques d'exister, qui étaient des moyens déguisés de prendre des mesures protectionnistes qui n'en avaient pas l'air.

L'OCDE avait dénombré plusieurs centaines de moyens différents de tourner la règle sur la liberté commerciale. Cela va de la création de normes spéciales aux contrôles sanitaires, en passant par les règles les plus diverses qui peuvent bloquer l'introduction d'une marchandise momentanément ou même pour longtemps.

Ce qu'il y a de nouveau dans la mesure prise par la Commission européenne, c'est qu'il s'agit ici d'une mesure protectionniste ouverte et qui se définit comme telle officiellement. Ici une étape

est franchie, puisqu'on ne juge plus nécessaire de maintenir la fiction du libre-échange et de la libre concurrence entre les industriels du monde. Les roulements à billes japonais seront taxés parce qu'ils sont moins chers que les roulements européens.

Devant la crise économique, les Etats retrouvent de plus en plus leurs vieux réflexes protectionnistes. Et de plus en plus ouvertement. La mesure prise à l'encontre des Japonais en est un exemple.

Et, plus le monde va s'enfoncer dans la crise, plus on s'acheminera vers des mesures de ce genre. Ce qui ne résoudra pas le problème. Car chacun ripostera par des mesures « de représailles ». Et, de représailles en représailles, ce sera un facteur supplémentaire de crise.

Michel DECAEN.



Drogue : politique connection

A la suite de la mort de deux jeunes drogués à Caen, et surtout de l'inculpation du fils du sénateur-maire, drogué lui aussi, le problème est revenu à la Une de l'actualité. Et, de fait, un nombre de plus en plus important de jeunes sont frappés par ce fléau. Mais la campagne de presse sur la drogue ne se donne pas pour objectif de comprendre et faire comprendre les raisons qui amènent tant de jeunes à se droguer, ni de trouver de véritables moyens de combattre ce fléau.

Pourquoi des milliers et des milliers de jeunes se droguent-ils ? Que fuient-ils en se réfugiant dans la fumée des « paradis artificiels » ?

Le présent et surtout l'avenir que cette société leur offre, c'est l'ennui, le travail souvent inintéressant, le chômage, la perspective d'une vie morne de métro-boulot-dodo. Qui d'étonnant à ce que certains d'entre eux hésitent à entrer dans le cycle et se réfugient dans un oubli qu'ils croient collectif.

Mais la campagne dont le coup d'envoi fut lancé par les déclarations du mai-

re de Caen, présenté comme l'homme irréprochable, ferme et courageux, toujours prêt à faire appel à la police afin de pourfendre le fléau, a surtout comme thème la nécessaire répression. Les affaires de Belfort et de Montbéliard, ressorties à point nommé des cartons de la police, servent surtout à désigner des boucs émissaires bien commodes, professeurs ou surveillants, et par là même le trop grand libéralisme qui régnerait dans les écoles. La droite profite de l'occasion pour enfourcher ses vieux chevaux de bataille et réclamer moins de liberté et plus de répression.

Cela ne règlera bien sûr rien le problème de ces jeunes qui, par dizaines de milliers, préfèrent la mort lente à la vie qui leur est offerte... Mais c'est tout de même un beau thème de discours en cette période pré-électorale.

Viviane LAFONT.

N.B. : Sur le problème de la drogue, voir page 21 notre critique du livre d'Olievenstein. Il n'y a pas de drogués heureux.

Importation directe de fuel :

les trusts empochent, la population en fera les frais

Le gouvernement vient de décider d'autoriser un certain nombre de grosses entreprises à acheter directement leur fuel à l'étranger, sans passer par les sociétés qui assurent la distribution en France.

Dans la vingtaine d'entreprises bénéficiaires il y a l'EDF, entreprise nationalisée. Mais cela ne peut cacher que les principaux bénéficiaires sont des trusts privés : les quatre principaux grou-

pes de la sidérurgie et les fabricants de ciment. Quant à l'industrie chimique, elle avait déjà reçu l'autorisation d'acheter son fuel sur le marché européen en juillet dernier.

Il faudrait être naïf pour penser que la baisse du prix d'achat qui en résultera sera répercutée au niveau du consommateur. Ce sont les grosses sociétés en question qui empocheront la différence.

Quant à la population, elle en fera les frais au niveau de l'augmentation de la pollution. Car la qualité des fuels est soumise à des réglementations nationales bien précises et différenciées selon les pays, règles qui ont toutes les chances, de ne plus être respectées à partir du moment où les achats se feront en des points différents.

Les grosses sociétés qui bénéficieront du droit de s'approvisionner à l'étranger pourront bénéficier des adjudications à bas prix sur des fuels qui ne répondent pas aux normes prévues dans la réglementation, particulièrement en ce qui concerne la teneur en soufre.

Ainsi, pour le prix des profits supplémentaires de quelques trusts, c'est toute la population qui pourra respirer un peu plus d'acide sulfurique. L.G.

Portugal

Le gouvernement s'attaque à la presse

Au Portugal, la normalisation continue. Cette fois-ci, c'est la presse qui est touchée. Le gouvernement vient en effet de mettre au point une série de mesures draconiennes pour mettre fin à ce qu'il appelle la crise de la presse qui, nous dit-on, est très déficitaire. Un tel déficit, selon le secrétaire d'Etat à la Communication sociale, est « moralement injuste et économiquement insupportable et politiquement inadmissible » dans un pays en retard comme le Portugal où « savoir lire et écrire est encore un luxe... » ! Et la conclusion pour le moins paradoxale de ce beau raisonnement est qu'il faut supprimer une partie de la presse en lui coupant les crédits.

En effet, l'Etat finance une grande partie de la presse et notamment huit quotidiens nationaux, et cela depuis mars 1975,

avec la nationalisation des banques qui les contrôlaient.

La première victime est O Seculo, quotidien qui était proche du Parti Communiste. Le secrétaire d'Etat a annoncé sa suspension pour 90 jours à partir du 13 février, en vue de le restructurer.

Dans les mois qui ont suivi le 25 avril 1974, on a assisté au Portugal à un foisonnement de publications. Les voix qui avaient dû se taire pendant des années reprenaient la parole. Une multitude de journaux sont apparus.

Soares s'attelle maintenant à la mise au pas de cette presse en accroissant le contrôle sur les journaux et en réduisant leur nombre. La normalisation est commencée derrière le prétexte de la « crise de la presse » et les justifications financières.

Jacques FONTENOY

Italie

De truc en ficelle, comment faire accepter l'austérité aux travailleurs

Toujours sur sa lancée de sa politique d'austérité, le gouvernement italien vient d'annoncer de nouvelles mesures. Il envisage de prendre en compte une partie des charges sociales payées par les patrons. L'argent nécessaire à cette opération sera trouvé grâce à une augmentation de la TVA de 2 à 5 % selon les produits. Ainsi les patrons feraient une économie de 80 F par employé et par mois et, par l'intermédiaire de la TVA, ce seraient les consommateurs qui paieraient !

L'idée n'est pas nouvelle. Depuis plusieurs mois, on assiste à un véritable concours de trou-

vailles dans ce style. Le gouvernement Andreotti tourne et retourne autour de l'éternel problème : comment remplir les poches des patrons en vidant celles des ouvriers ? Et il se livre d'autant plus à ce jeu qu'il sait que sa politique d'austérité bénéficie du soutien des syndicats et des organisations de gauche, PCI en tête.

Nous voilà maintenant devant le dernier élixir d'Andreotti. Il se pourrait bien que les travailleurs le trouvent un peu amer et qu'ils le fassent ravalé à celui qui l'a concocté.

Gaston DEVAU.

Peine de mort commuée en condamnation au sommeil éternel

En Oklahoma, les législateurs envisagent sérieusement de ne plus avoir recours à la chaise électrique, en panne pour le moment et dont la réparation se monterait à quelque 62.000 dollars (310.000 francs environ). Pour exécuter les condamnés à mort, ils emploieraient une piqure de barbiturique à effet ultra-rapide. D'après la commission chargée d'étudier la question, cette méthode serait plus « humaine », puisqu'elle réduirait

la souffrance à zéro. Surtout, elle serait moins chère. Moins chère aussi que l'installation d'une chambre à gaz, qui a également été étudiée.

Cette discussion autour de la question de savoir si l'on assassine par électrocution, au gaz ou par barbiturique, est ignominieuse. Comme l'est cette société qui applique ce châtiment barbare qu'est la peine de mort.

Anne GARBE

Mozambique

L'habit ne fait pas le moine

Le Frelimo, le Front de Libération du Mozambique, a mené la lutte de libération nationale contre le colonialisme portugais. Depuis l'indépendance, acquise en 1975, il est au pouvoir. Il vient de tenir son troisième congrès, le premier depuis l'indépendance.

Lors de ce congrès, les dirigeants du pays ont défini les tâches du régime. Samora Machel, président du Mozambique, a déclaré : « Une fois encore, nous acceptons de nous engager dans une nouvelle bataille. La première phase du combat, celle consistant à conduire le peuple à l'indépendance, est terminée. Aujourd'hui, dans la deuxième phase, il s'agit de construire le socialisme ».

On a parlé aussi, lors de ce congrès, de la transformation du Frelimo en un parti marxiste-léniniste, de démocratie populaire.

Ce type de déclaration est devenu une tradition. Bien des régimes nationalistes de pays sous-développés se réclament du socialisme, voire du marxisme-léninisme ou même de la dictature du prolétariat.

Et ils le peuvent dans la mesure où le prolétariat révolutionnaire, faute d'organisation, faute d'existence politique indépendante, n'est pas en mesure de contester dans les faits, et pas seulement en paroles, aux directions petites-bourgeoises nationalistes, le droit de se parer d'un drapeau qui n'est pas le leur.

Comme bien d'autres, les nationalistes du Frelimo ont eux aussi pensé trouver avantage à se parer des mots et des couleurs du socialisme. Cela leur permet d'enrober de belles couleurs les efforts qu'ils demandent aux masses de leur pays pour construire une économie nationale qui, de toute façon, quels que soient leurs succès, sera sous-développée.

Mais le radicalisme de langage du Frelimo peut servir à un autre usage, concernant la politique extérieure.

Le régime du Mozambique, comme celui de l'Angola d'ailleurs, bénéficie d'un certain prestige en Afrique australe, prestige conquis par les mouvements nationalistes de ces pays par leur longue lutte contre le colonialisme portugais.

Or, avec des formes sans doute, le Mozambique a pris la responsabilité de cautionner le plan Kissinger. Ce plan, s'il consacre le lâchage du régime ségrégationniste en Rhodésie, est muet au sujet de l'Afrique du Sud. Le cautionner, c'est une façon non seulement d'accepter un nouvel arrangement pour défendre l'ordre impérialiste en Afrique australe en général, mais c'est encore une façon de cautionner le statu quo en Afrique du Sud. Ce n'est pas la première fois que le langage radical aura été utilisé par des directions nationalistes pour les mettre en meilleure position de trahir, même sur le terrain qui est le leur, celui de la lutte d'émancipation nationale, la confiance que les masses opprimées leur accordent.

André ROUSSEL.



Samora Machel, en compagnie d'une délégation étrangère, devant la mairie de la capitale mozambique. Des phrases radicales ne font pas d'un leader nationaliste un socialiste. (Norma)

IDI AMIN DADA EN DÉFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME

La Commission des droits de l'Homme de l'ONU vient de s'enrichir d'un nouveau membre, l'Ouganda.

A cette occasion, Amnesty International saisit précisément cette commission pour les massacres perpétrés par Idi Amin Dada.

Depuis son coup d'Etat en 1971, ce ne sont que tortures et exécutions sommaires pour « offenses politiques », en fait, délits d'opinion. La torture est érigée en système de gouvernement. On retrouve les corps des suppliciés abandonnés aux alentours des villes ou en pleine brousse.

Toujours selon Amnesty International, il est très difficile de connaître le nombre exact de victimes du régime mais, en six ans, le chiffre serait compris entre 50 mille et 30.000, un véritable génocide. Les cadres du pays sont visés eux aussi, ainsi que les intellectuels, tant est grande la crainte du dictateur de se voir contesté. Mais ils ne sont pas

les seuls : les différentes ethnies de l'Ouganda en sont victimes les unes après les autres, et même celle du président.

Voilà maintenant l'Ouganda promu au titre de défenseur des droits de l'Homme à l'ONU. Il y est d'ailleurs en bonne compagnie.

Idi Amin Dada est un tyran sanguinaire qui se vante d'admirer Hitler, soit ! Mais ce n'est qu'un bien pâle imitateur des puissances impérialistes, des dirigeants qui soit directement comme les Américains au Vietnam, soit indirectement, dans presque tous les pays du Tiers Monde, ont organisé des massacres autrement plus sanglants et couvrent des régimes dictatoriaux qui valent bien le régime ougandais en férocité.

Idi Amin Dada est une création de l'impérialisme britannique. Et finalement, les membres de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU n'ont fait qu'accueillir un de leurs semblables.

J.G.

Ethiopie

L'ÈRE DES COUPS D'ÉTAT



Il y a une semaine, un coup d'Etat militaire secouait l'Ethiopie. Ce coup d'Etat — le troisième depuis l'accession au pouvoir des militaires en septembre 1974 — aurait échoué officiellement. En fait, si les putschistes ont été écrasés, les derniers événements ont pris l'allure d'un règlement de comptes au sein des sphères gouvernementales puisque sept membres du Conseil militaire — dont son président, Teferi Bante — sont tombés sous les coups des vainqueurs actuels.

Mengistu, le nouveau chef du Comité militaire (le DERG), a la réputation d'être plus radical que Teferi Bante, officier modéré et lié aux Etats-Unis. Mengistu est en quelque sorte le prototype de ces jeunes officiers, issus du rang, formés en Ethiopie même, nationalistes, qui ont éliminé la caste des officiers liés à Haïlé Sélassié et qui ont l'ambition d'utiliser l'armée pour moderniser la vieille Ethiopie moyenâgeuse.

Mais plutôt que d'illustrer la force du courant radical parmi les officiers, le coup d'Etat illustre bien plus la fragilité du régime militaire dans son ensemble.

Aujourd'hui la situation économique est désastreuse : la réforme agraire par en haut ou la tentative d'assainir les finances du pays ont été des échecs. A cela s'ajoute un ravitaillement des villes de plus en plus difficile, notamment celui de la capitale où les denrées alimentaires de base sont quasi introuvables.

La situation politique est tout aussi critique. Malgré une véritable occupation militaire, l'Erythrée est en rébellion ouverte. Les féodaux et les ecclésiastiques ont

quitté la capitale après la chute du Roi des Rois, Haïlé Sélassié, et se sont retranchés dans les campagnes où ils se sont souvent armés contre le gouvernement. Dans les villes, la jeunesse estudiantine — qui a un certain poids du fait de sa concentration dans la capitale — est passée dans l'opposition alors même qu'elle avait appuyé, au début, ces militaires dans lesquels elle voyait s'incarner une tentative de sortir le pays de son sommeil féodal.

La défiance viscérale à l'égard des masses dont les militaires ont fait preuve est pour une large part dans l'actuel isolement du régime.

Tout en écartant Haïlé Sélassié et en liquidant physiquement nombre de dignitaires féodaux, les militaires ont, depuis le début, pris soin d'écartier la moindre intervention d'en bas. Plus, les militaires décourageront systématiquement les illusions qu'avait pu faire naître, malgré eux, leur « révolution tranquille » (comme ils l'appelaient au début). Fait caractéristique : au temps des débuts du régime, la police militaire matraquait des manifestations estudiantines pourtant favorables au nouveau pouvoir, avant d'exiler des milliers d'étudiants vers les campagnes, sous prétexte d'alphabétiser les paysans. Ces jours-ci le gouvernement a même lancé le mot d'ordre de « pendre les anarchistes », c'est-à-dire les étudiants contestataires, afin « d'économiser les munitions ». La répression est d'autant plus violente que le régime doit faire face, à Addis Abeba même, à l'hostilité de toute une partie de la petite-bourgeoisie ur-

baine et à un début de guérilla urbaine animée par l'organisation maoïste, le PERP, qui semble avoir une relative assise.

Malgré leurs rodomontades sur la révolution qui serait « passée à l'offensive », les militaires au pouvoir semblent bien sur la défensive. Une défensive d'autant plus malaisée qu'ils sont soumis à de violentes pressions tant extérieures qu'intérieures et qu'ils se sont coupés volontairement de toutes les couches sociales sur lesquelles ils auraient pu s'appuyer. Ils s'en rendent d'ailleurs sûrement compte, puisqu'ils tentent de ressouder la population derrière eux dans un sursaut nationaliste, au nom du danger que le Soudan et la Somalie feraient peser aux frontières.

Alors, il n'est pas impossible que le coup d'Etat se traduise par certains changements. A l'intérieur, par une tentative de se concilier le PERP. A l'extérieur, par une attitude plus critique à l'égard des USA. Mais la marge possible de changement est étroite.

Faute de pouvoir régler les questions brûlantes, les problèmes économiques, le problème de l'Erythrée, le régime aurait du mal à consolider son pouvoir.

Le dernier coup d'Etat a révélé bien moins la force des officiers radicaux que la faiblesse et la fragilité de la dictature tout entière. Situation qui risque de plonger le pays dans une suite de révolutions de palais et coups d'Etat qui verront les coteries rivales se disputer le pouvoir, les Mengistu chasser les Teferi Bante, avant d'être eux-mêmes privés du pouvoir quelque temps après.

Pierre LAFFITTE.



Teferi Bante (au milieu) et Mengistu côte à côte avant que le second élimine le premier. Les ambitions modernisatrices des officiers nationalistes du DERG s'effondrent dans la dictature militaire.

Rhodésie

IAN SMITH PROFITE DES DIVISIONS ENTRE LES NATIONALISTES

Dans une déclaration du vendredi 4 février Ian Smith a repoussé toute idée de négociation avec les nationalistes noirs. Il a choisi pour cela le moment où le nouveau représentant américain à l'ONU, M. Young, s'entretenait avec de nombreux chefs d'Etats africains à Dar-es-Salam en Tanzanie.

Ian Smith peut se donner d'autant plus de temps que l'impérialisme américain — qui en septembre dernier s'est déclaré prêt à lâcher le régime minoritaire de Smith — n'a pas encore de solution de rechange. L'impérialisme peut parfaitement composer avec les mouvements nationalistes noirs. Il sait que, pour stabiliser la situation en Afrique Australe, il est de son intérêt que la Rhodésie soit dirigée par des politiciens noirs, plus à même de tromper les opprimés que le régime raciste et minoritaire en place aujourd'hui. Mais il faut d'abord qu'il impose cette solution aux 250.000 Blancs et il faut surtout qu'il ait une solution de rechange.

La difficulté vient de ce que les mouvements nationalistes sont divisés et qu'aucun d'entre eux ne dispose encore d'un crédit suffisant pour garantir une transition sans heurts. La principale préoccupation de chacun des mouvements nationalistes semble d'ailleurs être de montrer qu'il est le plus représentatif et que les puissances occidentales doivent discuter avec lui et lui seul. Cette course se règle tantôt par des alliances, comme celle de N'Komo et de Mugabe qui a donné naissance au « Front Patriotique » ; tantôt par des attentats, comme celui qui a coûté récemment la vie à l'adjoint de N'Komo. Parallèlement à leur lutte pour la reconnaissance en Rhodésie même, chacun recherche des soutiens extérieurs. Cinq pays voisins de la Rhodésie puis tout le comité de libéra-

tion de l'Organisation de l'Union Africaine viennent de prendre position en faveur du Front Patriotique. Le Front est encore loin de l'avoir emporté. Son unité est fragile. Si l'accord entre Mugabe et N'Komo est réalisé sur le plan politique, il n'en est pas de même sur le plan militaire. Leurs forces respectives n'ont pas encore de commandement commun et restent virtuellement rivales. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'une union est tentée. Celle de l'année précédente avait finalement échoué, et rien ne garantit que celle-ci soit la bonne.

Cette situation de division et d'impréparation des organisations nationalistes permet à Ian Smith de reculer le plus possible les échéances. Il ne se gêne pas, d'ailleurs, pour invoquer l'existence de mouvements nationalistes non intégrés dans le Front — tel celui de l'évêque Muzorewa — pour refuser de négocier.

La dernière déclaration du nouveau représentant américain à l'ONU, qualifiant Ian Smith de « hors-la-loi », montre que la nouvelle administration américaine maintient le choix annoncé par Kissinger il y a cinq mois.

Malgré tout, malgré la volonté du régime ségrégationniste de se maintenir le plus longtemps possible, malgré les tergiversations des dirigeants nationalistes noirs, ce qui reste le plus déterminant dans l'évolution du conflit, c'est l'existence d'un mouvement national populaire qui lutte depuis plus de dix ans, lutte dont le régime de Ian Smith s'est montré incapable de venir à bout. Et c'est bien finalement parce qu'elle est décidée à se battre que la population noire peut espérer la chute d'un des derniers régimes ouvertement racistes en Afrique Australe.

Stéphane LAROCHE.

RAPPEL A L'ORDRE POUR LES INTELLECTUELS RUSSES

Le gouvernement soviétique vient de rappeler à l'ordre ses intellectuels contestataires en arrêtant l'un des plus connus d'entre-eux, Alexandre Guinzbourg. Cet homme de 40 ans a déjà purgé sept ans de prison, dont cinq pour avoir courageusement pris la défense des opposants Siniavski et Daniel et est aujourd'hui le gérant des « fonds d'aide aux familles d'emprisonnés politiques et aux opposants réduits au chômage ».

La bureaucratie vise à intimider directement le milieu contestataire en frappant l'un de ses membres les plus en vue, tandis qu'elle cherche par ailleurs à intimider les journalistes occidentaux en place par le biais desquels le courant contestataire s'exprime vers l'extérieur. En effet, en expulsant le journaliste américain de l'Associated Press en résidence à Moscou, George Kaminsky, le gouvernement vient de mettre en garde tous les journalistes occidentaux qui jouissaient jusqu'à présent d'une certaine liberté

d'agir, et de leur rappeler qu'il n'entendait plus supporter longtemps leurs indiscrétions.

Il est évident que les opposants, aussi peu nombreux, aussi surveillés par la police qu'ils soient, gênent de plus en plus le gouvernement soviétique. Surtout si leurs protestations trouvent l'oreille des journalistes occidentaux et finissent par remplir, au jour le jour, les colonnes de la presse occidentale.

Car au fil des ans ce petit milieu de contestataires, dont la plupart des membres sont des personnalités très en vue, a finalement réussi à tisser des liens avec les correspondants de la presse occidentale, privilège qui n'est évidemment pas à la portée de n'importe quel citoyen soviétique.

Ces liens ont fini par indisposer la bureaucratie et il est d'autant plus malaisé pour elle de réagir qu'elle essaye de se donner vers l'extérieur, et en particulier vers les pays occidentaux, un visage avenant.

Les contestataires ont d'ail-

leurs appuyé sur cette attitude de la bureaucratie, en essayant de la mettre en porte à faux avec les accords d'Helsinki.

Ceci-dit, dans la mesure où cette opposition, loin de se résorber, se développe en URSS, le régime soviétique ne peut aller jusqu'à supporter l'existence officielle d'une opposition. Surtout depuis que les échos de la contestation dans les pays du glacis se font entendre et s'amplifient les uns les autres.

Les liens étroits qu'entretiennent ces différents pays sont les fils conducteurs de cette contestation, même si l'ensemble du mouvement n'est pas nécessairement très profond, les dissidents se soutiennent les uns les autres. Et c'est un phénomène suffisamment nouveau et inquiétant pour que les autorités soviétiques craignent réellement que le mouvement ne se développe.

Irène BROSSARD



TCHECOSLOVAQUIE

DÉVELOPPEMENT DE LA CONTESTATION

Alors que des contestataires se manifestent dans de nouveaux pays de l'Est, en Roumanie et en Yougoslavie, la contestation des intellectuels en Tchécoslovaquie, loin de reculer, a encore été marquée la semaine passée par l'accroissement du nombre des signataires de la « Charte 77 ».

Le nombre total des signataires après la publication d'une nouvelle liste de 208 noms se monterait à 450.

Les signataires de la « Charte » agissent au grand jour. Leurs porte-parole, Jiri Hajek et Jan Patocka, ont envoyé une lettre au Parlement pour lui demander de se prononcer sur la légalité de leur initiative.

Le texte de cette lettre est significatif, il affirme notamment que :

« ... Nous différons de ceux qui en août 1968 avaient signé un autre document publié en dehors de la Tchécoslovaquie et qui, au nom du peuple et sans en avoir reçu le mandat, attaquaient la direction du Parti Communiste d'alors et justifiaient une intervention extérieure par la force en Tchécoslovaquie ».

Les signataires de la « Charte 77 » tiennent donc à souligner la modération de leur opposition et réaffirment leur légalisme vis-à-vis du régime tchécoslovaque. Et de fait, socialement ils représentent les mêmes milieux que ceux dans lesquels le régime puisse ses dirigeants et politiquement ils revendiquent seulement un assouplissement du régime et une plus grande indépendance à l'égard de Moscou. Les régimes des pays de l'Est sont des dictatures; dictatures nécessitées à la fois par des contradictions sociales graves et par les liens de dépendance de ces pays à l'égard de la bureaucratie soviétique.

Alors, quelle que soit la volonté de modération des signataires

de la « Charte 77 » — et même s'ils disent tout haut ce que bien des tenants du régime pensent tout bas — le régime ne pourrait guère accepter la consolidation et la structuration d'une opposition politique de crainte qu'une opposition modérée facilite l'apparition d'autres. De crainte encore que l'URSS ne réagisse face à une

contestation qui est nécessairement tournée contre sa mainmise sur le pays. La seule forme de tolérance à l'égard de la contestation modérée semble bien être le régime de la douche écossaise actuel entre la répression et certains reculs.

Louis GUILBERT

POLOGNE

Nouveau recul du gouvernement

Après avoir annoncé des réductions de peine pour les ouvriers emprisonnés à la suite des manifestations de juin dernier, le gouvernement polonais vient, la semaine passée, de marquer un nouveau recul.

Dans un « geste d'apaisement », Gierek s'est rendu jeudi 3 février à Ursus, ville où avaient débuté les grèves et les manifestations de travailleurs contre la hausse des prix. Il y a promis pour une date ultérieure la « clémence » envers les ouvriers emprisonnés, déclarant que les conditions étaient réunies pour « faire profiter du pardon ceux des condamnés qui se sont repentis et dont l'attitude laisse prévoir qu'ils ne reprendront pas le chemin de la délinquance ».

Passons sur la hargne anticouvrière du bureaucrate.

Qu'espère Gierek par cette promesse conditionnelle d'élargissement ?

Il est probable, et les informations le confirment, que les procès et les emprisonnements de travailleurs de Radom et d'Ursus

entretiennent dans la région au moins, un foyer d'agitation dans la population, ce que les dirigeants polonais semblent vouloir désamorcer. D'autant plus que la contestation intellectuelle en a fait un cheval de bataille et s'est mobilisée autour de la libération des condamnés.

Alors Gierek a-t-il voulu désamorcer un mécontentement local et du même coup enlever aux oppositionnels des milieux intellectuels une possibilité de développement et d'élargissement des bases de leur contestation ? Probablement.

Toujours est-il qu'il a fallu pour cela qu'il marque un nouveau recul, démontrant ainsi que la mobilisation d'une fraction de la population, même sous un régime dictatorial, peut être payante.

Et, en faisant cette démonstration, il n'est pas dit qu'au lieu de mettre fin à l'expression et l'organisation des oppositions, il ne les ait au contraire encouragées.

Marianne LAMIRAL

URSS

Oppression nationale et répression en Géorgie

La Cour suprême de Géorgie, en URSS, vient de condamner à mort Vladimir Chvania, accusé d'avoir commis plusieurs attentats à la bombe contre des institutions gouvernementales de Géorgie. Chvania aurait déclaré avoir agi au nom de « la lutte contre la russification de la Géorgie ».

Chvania a-t-il vraiment commis ces attentats ou s'agit-il de provocations policières de la part du KGB ? Il est difficile de le dire. La première hypothèse n'est en tout cas pas invraisemblable. La Géorgie, une des nombreuses nations qui font partie de l'Union soviétique, a une tradition de fort sentiment national.

Ce nationalisme trouve d'autant plus facilement un terrain nourricier que la dictature de la bureaucratie signifie également dictature sur les minorités nationales. La bureaucratie est aussi congénitalement hostile au libre épanouissement des minorités nationales, aux droits des peuples de l'Union Soviétique à disposer d'eux-mêmes, qu'elle est hostile à tous les droits démocratiques.

Le nationalisme se nourrit du

sentiment d'oppression nationale. Il se nourrit même du sentiment de l'oppression tout court, dans la mesure où il offre un exutoire facile au mécontentement.

Incapable d'assurer aux minorités nationales une vie libre et démocratique, la bureaucratie réprime toute manifestation du sentiment national.

Il y a quelques années, toute la direction du Parti en Géorgie avait été épurée pour nationalisme. Dernièrement à Tbilissi, capitale de la Géorgie, cinq personnes accusées d'avoir mis le feu à l'Opéra ont affirmé à leur procès qu'on les avait torturées pour obtenir des aveux qu'elles ont par la suite reniés. Maintenant, c'est un homme que l'on condamne à mort pour avoir, paraît-il, commis des attentats.

Voilà les réponses qu'apporte la bureaucratie soviétique à ceux qui manifestent leur hostilité à la domination russe. Ces seuls faits suffiraient à expliquer l'existence en Géorgie d'un sentiment anti-russe.

Hélène DURY

LE MANIFESTE UNITAIRE DES REVOLUTIONNAIRES POUR LES MUNICIPALES

signé par la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière et l'Organisation communiste des travailleurs

« POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS »

Les travailleurs face à un système en crise, à un gouvernement en faillite... et à son plan d'austérité

La crise économique qui dure maintenant depuis deux ans, loin de se résoudre, va, au contraire, en s'approfondissant. L'inflation n'a guère ralenti malgré la prétention du plan Barre de geler les prix pendant trois mois. Le chômage s'étend. Des milliers de licenciements sont encore annoncés... dans la sidérurgie par exemple.

Le patronat réclame ouvertement et cyniquement le droit de licencier comme bon lui semble. Il se pourrait que dans les mois qui viennent, ce ne soit plus un million de chômeurs — chiffre qui apparaissait énorme il y a deux ou trois ans, mais qui est devenu réalité depuis un an et demi maintenant — mais deux millions que compte le pays. Avec le plan Barre, le gouvernement actuel met tout son poids dans la balance pour que la crise soit payée par les travailleurs. Il a donné ouvertement son agrément aux patrons qui demandaient la possibilité de licencier. Il a décrété un blocage des salaires pour l'année qui vient. Et, donnant l'exemple, il a annulé les soi-disant « contrats de progrès » qui, dans les secteurs publics et nationalisés, garantissaient plus ou moins que les salaires suivent... avec beaucoup de retard... la hausse des prix.

Pourtant le gouvernement et le président de la République lui-même sont de plus en plus contestés sinon discrédités. Et il le sont dans leur propre majorité. La démission peu protocolaire de l'ex-Premier ministre, J. Chirac, en a été une bonne illustration. Les différentes formations de la majorité multiplient chausse-trappes et coups-en-jambe les unes contre les autres. Avec la création du RPR, une partie de la droite cherche le moyen de se dédouaner de la crise économique, de la politique du gouvernement ; elle prépare une carte de rechange.

Il y a en permanence possibilité de crise politique pouvant déboucher à tout moment sur une crise gouvernementale, la dissolution du Parlement et des élections législatives anticipées, même si ni Giscard, ni les principaux politiciens de droite, ni même Chirac ne le souhaitent.

Face à une pareille offensive anti-ouvrière, la défense des intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière et des masses populaires exige une riposte unitaire de l'ensemble des travailleurs opposant leurs revendications aux prétentions patronales et gouvernementales du plan d'austérité. Toutes les organisations et tous les militants soucieux de la défense des intérêts des travailleurs devraient être partie prenante d'une telle riposte :

• **Face au développement du chômage**, nous disons non aux licenciements. Nous exigeons du travail pour tous par la réduction massive du temps de travail (la semaine de 35 h) et l'augmentation des effectifs.

• **Contre les fermetures d'entreprise**, exigeons pas un seul licenciement, pas de démantèlement, maintien de l'emploi sur place. Quand les patrons privés s'avèrent incapables d'assurer l'emploi des travailleurs, exigeons la nationalisation de l'entreprise par l'Etat, sans indemnité ni rachat pour les capitalistes, aux conditions imposées et contrôlées par les travailleurs.

• **Nous refusons le blocage et l'annulation des revenus salariaux** : — maintien du pouvoir d'achat, non pas sur l'indice INSEE, mais sur les indices élaborés par les travailleurs et les organisations syndicales ; — augmentation substantielle et uniforme des salaires : (300 F mini) ; — pas de salaires en dessous de 2 300 F.

• **Nous refusons la remise en cause des garanties sociales acquises** : suppression du ticket modérateur, extension de la Sécurité sociale, santé gratuite !

• **Nous refusons de laisser casser nos luttes et réprimer nos organisations par les polices officielles ou parallèles et la justice du pouvoir et des patrons** : autodéfense ouvrière !

Au lieu de rassembler dans l'action, sur une telle plate-forme, les travailleurs et leurs alliés contre les conséquences de la crise et le gouvernement en place, craignant d'être portés au gouvernement sur la base de cette mobilisation pour satisfaire leurs revendications, le PC et le PS, soutenus par les directions des confédérations syndicales, s'efforcent de limiter, d'encadrer la riposte ouvrière. Ils s'attachent essentiellement à se préparer une majorité parlementaire dans le cadre du calendrier électoral défini par Giscard, si possible hors de toute mobilisation populaire. Les directions de la CGT et de la CFDT organisent des journées d'action mais empêchent toute réelle coordination, toute unification des luttes ; elles reculent devant toute épreuve de force avec le pouvoir.

Le PC et le PS s'allient avec les radicaux de gauche : ils tendent la main aux gaullistes de gauche.

Et surtout, ils se préparent à gouverner avec Giscard dans le respect de la Constitution de 1958. Ils s'engagent à gérer l'économie de profit, ils sont donc prêts, une fois au gouvernement, à imposer à la classe ouvrière et aux autres couches laborieuses la politique d'austérité que la droite a du mal à leur imposer aujourd'hui.

Les travailleurs ne doivent donc pas s'y tromper, le Programme commun ne permet pas de sortir de la crise parce qu'il permet pas de sortir du système qui en est la cause. Une majorité de l'Union de la gauche, ce n'est ni le pouvoir aux travailleurs, ni la « voie pour le socialisme ».

server ou de conquérir des municipalités : nous affirmons dès à présent que c'est ce qui déterminera notre consigne de vote au deuxième tour.

La présentation des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » doit permettre à tous les travailleurs, à tous les électeurs populaires :

— de dire qu'ils en ont assez de la droite et des politiciens au service des patrons et de leur Etat ;

— de dire qu'ils sont bien décidés à ne pas faire les frais de la crise et prêts à se battre pour cela sans attendre 1978... quels que soient les résultats électoraux ;

— mais aussi de dire qu'ils n'ont pas confiance dans la politique de compromission des partis de gauche... et que ceux-ci arrivent au gouvernement, ils sont bien décidés à ne pas admettre qu'ils fassent la politique de la droite, comme ils l'ont fait si souvent dans le passé.

Défendre dans les municipalités les intérêts des travailleurs

Nous ne prétendons pas, dans le cadre de la commune, changer la vie ou la société. Les droits politiques et les possibilités matérielles des communes sont étroitement limités par l'Etat bourgeois, dont la municipalité constitue un rouage, et qui l'entoure d'un véritable carcan. Les communes ne possèdent pour ainsi dire aucune autonomie. Même pour l'administration des affaires communales, l'appareil de l'Etat soumet les municipalités à un contrôle autrement plus puissant que celui des citoyens : contrôle financier multiforme, sur le budget, sur les dépenses, sur les possibilités d'emprunt ; ainsi le budget communal est constitué de miettes que l'Etat veut bien laisser aux communes. Le combat pour la démocratie communale passe par le combat contre l'appareil d'Etat bourgeois et ne pourra déboucher qu'avec le remplacement de l'Etat bourgeois par l'Etat des travailleurs.

En plus, depuis l'arrivée du gaullisme au pouvoir la tutelle de l'Etat central s'est renforcée sur l'institution communale. L'étrangement budgétaire de la plupart des communes en porte témoignage. Seules les communes « bien pensantes » bénéficient des subventions importantes du pouvoir. La faible autonomie politique dont pouvait disposer les communes tend donc à disparaître, purement et simplement.

Notre participation aux municipales ne vise donc pas à entretenir l'illusion qu'on peut transformer une commune en « îlot de socialisme » dans un Etat qui reste fondamentalement bourgeois.

Même avec des révolutionnaires à leur tête, les municipalités dans le cadre de la société et des institutions actuelles n'auraient pas davantage de moyens pour changer en profondeur la situation des travailleurs.

Aussi nous refusons de nous inscrire dans une logique gestionnaire

même dite « démocratique », qui n'a pour seul objectif que l'aménagement de l'institution communale, partie prenante d'un Etat bourgeois soit-disant « démocratisé ».

Ceci dit nous proposons, dans notre programme, l'accroissement des moyens budgétaires de la commune dans le cadre de notre lutte générale pour :

— la suppression de la TVA ; — une fiscalité imposant essentiellement les capitalistes et détenteurs de gros revenus.

Nous serons partie prenante de toutes les mobilisations pour que l'Etat subventionne toutes les réalisations urgentes que faute de moyens la commune ne peut pas prendre en charge.

De même, nous sommes pour l'extension du domaine de compétence des conseils municipaux, contre la tutelle du préfet et de l'administration centrale et contre la double fonction du maire, agent de l'Etat et de la commune : ses pouvoirs doivent se réduire à ceux d'un simple exécutant du conseil municipal.

Mais nous savons que de tels changements ne peuvent s'obtenir que dans une lutte d'ensemble de toute la population laborieuse contre l'Etat bourgeois. D'ailleurs, c'est même vrai de la revendication limitée du remboursement de la TVA aux communes, cheval de bataille des partis de l'Union de la gauche.

Pourtant c'est dans le cadre de la commune que la population laborieuse se trouve confrontée aux mille et un problèmes découlant de l'organisation sociale capitaliste. C'est donc dans le cadre de la commune que les révolutionnaires peuvent démontrer, appliquer et relier ensemble les multiples aspects de l'incapacité de la société capitaliste à assurer une vie digne d'hommes et de femmes à tous ceux qui créent les richesses sociales.

Nous nous proposons de mener la campagne des municipales autour des axes suivants :

1) Développer les possibilités de contrôle des travailleurs

La démocratie est aujourd'hui une fiction : une véritable démocratie communale exigerait que les représentants élus des travailleurs soient sous le contrôle constant de leurs mandants. Elle impliquerait une participation permanente de la population laborieuse à toutes les affaires et décisions de la commune... ce qui suppose temps et information.

Les élus devraient être révocables à tout moment.

Au lieu de cela, les élus locaux sont actuellement irresponsables par leurs électeurs. Le maire lui-même, une fois désigné pour six ans, peut être destitué par le ministre de l'Intérieur mais pas par le conseil municipal ; et ce dernier peut être censuré par le préfet s'il juge telle ou telle décision « illégale » !

Les travailleurs ne pourront bouleverser radicalement cette situation sans un changement politique central. Mais il serait possible dès maintenant à une municipalité qui représenterait réellement les intérêts des travailleurs de mettre le conseil municipal et toutes les décisions communales importantes sous le contrôle direct des travailleurs et des couches laborieuses de la commune. Pour cela, elle aiderait au développement d'organes de lutte et de contrôle regroupant électeurs et non-électeurs, ouverts à tous et à toutes les organisations représentatives de la population laborieuse (syndicats, associations de locataires, d'usagers, etc.).

Ces organes, pouvant prendre des formes diverses (commissions de quartier ou de localité, comités de lutte sur tels ou tels problèmes...) possèderaient, pourvu qu'ils soient démocratiques ou de masse, un droit de proposition et de contrôle, un pouvoir de fait sur les questions de leur ressort. Les révolutionnaires s'engageraient au conseil municipal à respecter les décisions de ces organes et à se soumettre à leur contrôle.

2) Soutien aux luttes des travailleurs et de la population laborieuse

Aucune municipalité ne peut remplacer la lutte des intéressés eux-mêmes, mais une municipalité représentant réellement les intérêts de la population laborieuse apporterait tout son soutien à la lutte des travailleurs et de toutes les couches de la population exploitées ou opprimées, en particulier les femmes, les jeunes et les immigrés.

Cela implique un appui moral et aussi matériel à toutes les organisations que ces travailleurs ou ces couches de la population en lutte se sont données démocratiquement : syndicats, comités, associations diverses. Cela implique, outre un éventuel appui financier dans la mesure des possibilités de la commune, la mise à la disposition de ces organisations des locaux de la municipalité comme des moyens matériels de celle-ci.

• **La municipalité apportera son soutien aux travailleurs en grève** (gratuité des services pour les grévistes et leurs familles : cantines...) en respectant les décisions prises démocratiquement par les travailleurs en lutte.

• **La municipalité apportera toute son aide aux femmes qui luttent et s'organisent** contre leur oppression et leur double exploitation, en appuyant et en s'efforçant de satisfaire leurs revendications essentielles : la possibilité d'une information sur la sexualité et la contraception pour femmes et hommes dans des centres de consultation au plus près des lieux de travail et d'habitation ;

— les mêmes droits et possibilités d'emploi, de formation et de salaires que les hommes ;

— libération totale de l'avorvement par le développement dans chaque hôpital des services suffisants avec un personnel compétent ;

— remboursement intégral par la Sécurité sociale, développement de crèches et de maisons d'enfants avec un personnel mixte et formé en nombre, avec des capacités d'accueil suffisantes ;

— la libre disposition des lieux de rencontre, et de discussion (maison des femmes...)

• **La municipalité apportera toute son aide aux chômeurs**, pour qu'ils puissent se regrouper et lutter. Elle appuiera et s'efforcera de satisfaire leurs revendications (gratuité des transports, allocations de chômage pour tous les chômeurs...) ; elle facilitera la liaison entre travailleurs actifs et chômeurs pour la diminution du temps de travail et l'embauche des chômeurs.

Elle s'efforcera d'imposer dans les locaux de l'Agence nationale pour l'emploi la tenue de permanences permettant aux chômeurs de s'organiser et de rencontrer les travailleurs et les syndicats des entreprises de la région.

• **La municipalité s'efforcera de favoriser la solidarité de classe des travailleurs français et immigrés** contre le racisme et interdira toute propagande raciste sur le territoire de la commune. Elle mettra à la disposition des travailleurs immigrés, les moyens matériels qui leur permettent de sauvegarder leur culture propre.

• **La municipalité soutiendra matériellement et politiquement les travailleurs sous l'uniforme**, leurs revendications et leur lutte pour le droit à l'organisation. Elle exigera un droit de regard d'une commission municipale dans toutes les casernes du lieu.

3) Défense et extension des libertés

Une municipalité même dirigée par des révolutionnaires ne pourrait empêcher que l'argent continue à conférer des privilèges même au plan de l'expression des idées. Mais en mettant réellement et totalement ses locaux et ses moyens matériels à la disposition de la population, une

municipalité représentant les intérêts de la population laborieuse changerait considérablement la situation actuelle.

Toutes les organisations des travailleurs et des couches laborieuses, politiques et syndicales sans exclusive et sans la moindre contrepartie, auront la possibilité d'utiliser gratuitement les locaux et moyens d'expression dont dispose la municipalité. Ainsi leur serait garanti un droit de réunion et d'expression réel et non pas théorique. Ouverte à toute la population, la mairie (à l'aide de panneaux permanents, de bulletins municipaux ouverts, etc.) deviendrait une véritable permanence, un forum vivant où chacun pourrait exposer ses problèmes et essayer de les résoudre.

La municipalité sera aux côtés des travailleurs en lutte pour faire face aux interventions des polices officielles et parallèles des patrons et du pouvoir. Pour s'opposer efficacement aux occupations policières des usines et des foyers, aux expulsions et saisies des locataires, des travailleurs immigrés... elle favorisera le développement de l'autodéfense ouvrière.

Pour les tâches de maintien de l'ordre, aucune confiance ne serait faite à la police, même locale. Nous nous appuyons sur l'organisation collective des travailleurs. Et la municipalité mettra tout en œuvre pour :

— alerter la population contre les brigades policières dont sont particulièrement victimes les jeunes et les immigrés.

— rendre le plus public possible l'activité des organes répressifs locaux (commissariats, postes de police).

4) Changer les conditions de vie

Les problèmes qui touchent aux conditions de vie ne peuvent trouver une solution dans le cadre de la commune et dans les limites de ses moyens matériels actuels. Tout à la fois construire des logements, des crèches, des écoles, des hôpitaux, les pourvoir en personnel suffisant et qualifié, mettre sur pied un réseau de transports en commun confortables et efficaces excède certainement les moyens matériels qui sont aujourd'hui laissés aux municipalités. De toute manière, le budget sera soumis au contrôle de toute la population laborieuse, c'est-à-dire en liaison avec elle et ses organisations.

Mais indépendamment de ses possibilités financières qui conditionnent ses réalisations, la municipalité soutiendra politiquement et matériellement toutes les luttes pour l'amélioration des conditions de vie de la population, qui sont en fait des luttes contre l'Etat : lutte pour les transports gratuits, pour les crèches, pour des services publics convenables, contre la pollution, pour des centres de santé et des centres d'orthogénie, etc.

S'il n'est pas dans les possibilités de la municipalité de construire des logements décentes pour tous, par contre elle peut aider à l'organisation de la population sur ce problème important entre tous. Pour mettre fin au scandale des logements vides, alors qu'il y a tant de mal-logés ou de gens à la rue, la municipalité, aidée des comités de quartiers, fera le recensement de ces logements vides et des besoins de la population. Elle soutiendra toutes les occupations de logements inoccupés. De même, appuyée sur les comités de quartier et toutes les organisations des travailleurs ainsi que les associations de locataires, elle fera appel à toute la population pour défendre les travailleurs menacés d'expulsion ou de saisie, empêcher celles-ci qui avec la crise et le chômage vont en se multipliant.

Des municipalités aux mains des réels représentants des intérêts des travailleurs permettraient d'aider les luttes de ceux-ci et de toutes les couches opprimées de la population. Cela changerait de façon significative les conditions dans lesquelles ces luttes se déroulent.

Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière, Organisation communiste des travailleurs.

L'enjeu des municipales

Les prochaines élections municipales, quelles que soient les affirmations pour en faire un événement à signification, surtout locale, apparaissent comme un test national et il sera considéré ainsi non seulement par les politiciens mais aussi par les travailleurs et couches populaires qui mettent leurs espoirs dans un changement de gouvernement.

Il s'agit en n'abandonnant pas le terrain des luttes pour la trêve électorale de défendre pendant ces élec-

tions les solutions ouvrières à la crise. Nous le ferons contre toutes les nuances de la droite, toutes responsables de la politique anti-ouvrière du gouvernement actuel ou de son prédécesseur, mais aussi face aux partis de l'Union de la gauche qui refusent toute politique qui permettrait que cette crise soit payée non par les travailleurs et les couches populaires mais par les capitalistes.

Nous ne voulons pas empêcher, contre la droite, le PC et le PS de con-

Un nouveau quotidien parisien :

LA TRIBUNE DE PARIS

Depuis le 31 janvier, on trouve un nouveau quotidien dans les kiosques parisiens : la Tribune de Paris. Sur 16 pages, on y trouve surtout des informations locales concernant les arrondissements populaires de Paris et de la proche banlieue, ainsi que des informations sportives.

Pourquoi, alors, en parler dans la revue de la presse d'extrême-gauche ? Selon un article paru il y a quelque temps dans Libération, la Tribune de Paris serait étroitement liée au Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste. Rouge, de son côté, ajoute que la Tribune de Paris et le Quotidien du Peuple sont imprimés à la même imprimerie. La rédaction du journal, elle, a formellement nié tout lien avec une quelconque organisation politique. Dans son numéro 1, elle écrit : « Nous n'avons rien à voir avec un quelconque journal électoral ». Et elle ajoute : « Progressistes, nous nous situons résolument du côté de l'immense population parisienne qui travaille, habite ou développe ses diverses activités à Paris ». Cette volonté de se démarquer de tout courant politique définit semble néan-

moins en contradiction avec un certain nombre de faits ; par exemple le ton populiste, proche de celui de bien des organes maoïstes, qu'emploie la Tribune de Paris ; par exemple aussi la façon dont a été diffusé le numéro 0 du journal, distribué à un grand nombre d'exemplaires par des jeunes dont certains semblent être des sympathisants, sinon des militants du courant maoïste.

A défaut de réussir à lever cette ambiguïté, nous avons pu obtenir un certain nombre de précisions de la part d'un membre de la rédaction de la Tribune de Paris :

« En lançant la Tribune de Paris, quel public espérez-vous toucher ?

— Il n'existe, à l'heure actuelle, aucun journal local à Paris, comme cela se fait en province ; aucun journal où les lecteurs puissent trouver des informations concernant la vie quotidienne dans leur quartier, les problèmes locaux qu'ils rencontrent, les nouvelles sportives locales, etc. C'est ce créneau que nous comptons occuper.

— Comment collectez-vous vos informations ?

— Essentiellement par l'intermédiaire des associations populaires locales avec lesquelles nous sommes en contact.

— Comment est diffusé la Tribune de Paris ?

— Pour l'instant uniquement par les NMPP. Nous tirons 40.000 exemplaires qui sont vendus sur Paris Surface (tout Paris, sauf les gares et les métros, plus la très proche banlieue). Mais nous envisageons, dans l'avenir, de recourir en plus à des camelots.

— Comment comptez-vous financer votre journal ? Uniquement par les recettes de vente ?

— Nous comptons aussi sur la publicité. Pour l'instant, il n'y en a pratiquement pas, mais nous espérons que cela viendra.

— Quels sont les résultats que vous avez obtenus au cours de cette première semaine de parution ?

— Ils sont moyens, mais conformes à nos prévisions. Il faut attendre pour pouvoir juger. De toute façon, il s'agit pour nous d'une expérience. Si elle ne se révèle pas concluante, nous l'interrompons.

SPORTS Les résultats des clubs amateurs de Paris
LUNDI 7 FEVRIER 1977

La Tribune de Paris

TEL : 525-89-43

Quotidien pour Paris et sa Région

N° 07

Victime d'une machination et d'une loi de plus d'un siècle

INTERNE PENDANT 46 JOURS !

IL VIENT DE GAGNER SON PROCES
L'ETAT DEVRA L'INDEMNISER

Interdit de carnaval !

DERNIERE HEURE :
La Tribune de Paris, après avoir fait paraître 12 numéros, qu'elle considère comme des numéros 0, annonce qu'elle interrompt sa parution pour 10 semaines afin de préparer le lancement du N° 1.

LE PACK FRANÇAIS FAIT LA DIFFERENCE

France : 16
Pays de Galles : 9

Lire notre article page 12

300 MILLIONS DE CENTIMES NON DECLARES PAR 7 PERSONNALITES DU TOUT-PARIS

A Nice, on vient d'interdire pendant la période du carnaval, la vente des masques de Giscard et des personnalités politiques.

Fraude fiscale

Voir page 3

lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt

N° 192 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

rouge

Répression et luttes en Argentine

Le lundi 7 Rouge a publié un reportage de Marcelo Dias, journaliste indépendant et collaborateur occasionnel du Monde diplomatique, sur la situation en Argentine depuis le coup d'Etat du général Videla en mars 1976.

Il dénonce d'abord la répression sanglante qui a fait des milliers de victimes :

« Vu l'encombrement des prisons et des casernes, il a fallu construire des camps de concentration. (...) On a aussi construit sept fours crématoires pour éviter les attroupements des parents des victimes aux cimetières. (...) Les familles des révolutionnaires sont, elles aussi, devenues trop encombrantes. La vengeance des « unités anti-subversives » est tombée sur de nombreux parents de militants, sans aucune activité politique. La femme et un des fils du dirigeant ouvrier José Montenegro ont été assassinés, deux autres de ses fils ont disparu. Le père, la mère et deux autres proches du dirigeant montonero Mariano Pujadas (mort en 1972 dans le massacre

de Trelew) ont été assassinés. Le père et la mère de deux autres victimes de cette exécution massive, survenue pendant la dictature de Lanusse, ont eu le même sort. (...)

La machine à tuer a fini par atteindre aussi les familles des hommes au pouvoir et celles de leurs alliés. La sœur de l'ex-ministre de l'Economie de Lanusse, Aldo Ferrer, a été enlevée et assassinée, soupçonnée de sympathie pour les Montoneros. La fille de l'ex-ministre de l'Economie de Onganía, Kreiger Vassena, est disparue. La fille de l'ex-ministre de l'Intérieur Landaburo est morte sous la torture dans l'Ecole mécanique de la marine. (...)

Depuis les massacres de Pilár et Lomas de Zamora, la junte militaire a décidé de mettre fin au spectacle des « cadavres retrouvés ». Maintenant les suspects abattus et les otages fusillés sont toujours comptabilisés comme des guérilleros morts au combat ».

Dans un second article, Marcelo Dias fait état de la lutte sourde que

mène la classe ouvrière dans des conditions particulièrement difficiles :

« La grève de l'électricité a duré un mois et demi. Pendant les premiers jours, les travailleurs ont fait la « grève des bras croisés ». Quand les militaires arrivaient, ils reprenaient leur travail, mais très lentement. (...)

Les dockers du port de Buenos Aires entrent en lutte début novembre. Les tactiques employées sont les mêmes que celles des travailleurs de « Luz y Fuerza ». Dès le début du conflit, le port a été occupé par l'infanterie de la marine qui fouillait tous les travailleurs à l'entrée, ce qui n'a pas empêché plusieurs actes de sabotage, dont l'incendie d'un dépôt de coton, le 12 novembre, qui a fait sensation dans tout le centre de Buenos Aires. A cause du ralentissement des cadences, la moyenne quotidienne de charges est tombée de 1 000 à 200 tonnes. Le gouvernement a finalement accepté une partie des revendications des grévistes, quand les encombrements de bateaux au port sont devenus impressionnants ».

LA VERITE

Organe du Comité Central de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

L'OCI et la reconstruction de l'Internationale

Dans son numéro 575, la revue mensuelle de l'OCI publie des extraits d'un texte de Stéphane Just sur la reconstruction de la Quatrième Internationale. L'OCI adopte une attitude nouvelle, notamment dans sa manière d'envisager ses rapports avec les autres tendances du mouvement trotskyste, notamment le Secrétariat Unifié, tendance internationale à laquelle appartient le LCR.

« La crise de la IV^e Internationale, sa dislocation politique et organisationnelle, ne signifient absolument pas que l'histoire et ce qui résulte de l'histoire de la IV^e Internationale n'ait pas une importance majeure. Tout au contraire. Notre lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale

doit nécessairement prendre en compte toute cette histoire et ce qu'elle a produit. Considérer le Secrétariat Unifié comme nul et non avenu serait évidemment stupide. Ne pas comprendre que la discussion qui se déroule en son sein est partie du processus de la reconstruction de la IV^e Internationale ne le serait pas moins. En regard de la situation politique, de la période ouverte en 1968, nous avons à nous adresser aux organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, de son programme dont l'origine se situe à la fondation de la IV^e Internationale de 1938 pour les inviter à une discussion approfondie de tout ce qui est à l'origine de la crise de la IV^e Internationale. (...)

Pas de marchandages, mais une dis-

cussion : voilà ce que nous proposons au Secrétariat Unifié depuis 1972, ce que nous continuons à proposer. Si cela est possible, il est évident que nous sommes pour une seule organisation mondiale se réclamant de la IV^e Internationale. Mais c'est la discussion qui le démontrera. Nous réaffirmons qu'une seule organisation internationale se réclamant de la IV^e Internationale sera possible si le révisionnisme liquidateur est débusqué d'une telle organisation. La discussion encore une fois montrera ce qu'il en est. Nous sommes prêts à cette discussion : le texte de discussion des thèses du camarade Ernest Mandel sur la « révolution mondiale », que l'OCI propose au Bureau International de discuter lui-même, le prouve, en respectant toutes les règles d'une discussion courtoise ».

dossier

la recherche scientifique

La recherche scientifique à l'étroit dans le monde capitaliste

La notion de « progrès scientifique » est relativement récente. Elle naquit au moment où le capitalisme de libre concurrence prit son essor.

Il fallut attendre le 19^e siècle où la croissance continue et accélérée des moyens de production devint perceptible au cours de la vie d'un seul individu, pour que l'idée de progrès correspondît à quelque chose de concret dans la tête des hommes. Et il est significatif que le verbe « progresser » n'apparut dans le vocabulaire qu'au moment où Guizot lançait aux bourgeois de 1831 son fameux « Enrichissez-vous »...

La société capitaliste à ses débuts glorifia l'idée de progrès scientifique. Mais la production de la science elle-même gardait un caractère artisanal et individuel. Bien sûr, on était loin de l'honorable passe-temps pour gen-

tilshommes ou bourgeois éclairés des siècles précédents. Mais on ne songeait pas encore qu'une organisation industrielle de ce qu'on appela bien plus tard la « recherche scientifique » pût exister. A vrai dire, on ne l'i-

magina guère jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. En 1933, un ministre français de l'Instruction publique pouvait encore déclarer : « La recherche est une irrégularité sur laquelle nous fermons les yeux » !

Il ne fallut pas moins que la crise économique et la préparation à court terme de la Deuxième Guerre mondiale pour que les chefs des gouvernements des grandes puissances impérialistes, les uns après les autres, en viennent tous à penser que la science finalement, contrairement à ce qu'on pouvait croire jusque-là, était une chose trop importante pour être abandonnée aux soins des seuls savants. Sous l'aiguillon de la course aux armements pour le repartage du monde, les Etats impérialistes commençaient à mettre en branle, à plus ou moins grande échelle suivant leur puissance économique, ce que les trusts les plus puis-

sants eux-mêmes ne s'étaient jamais décidés à faire : planifier l'organisation de la production scientifique, c'est-à-dire, selon l'expression consacrée depuis lors, l'organisation de la « recherche et du développement ».

En un mot, il ne fallut donc guère moins de deux guerres mondiales pour que le capitalisme applique à la production scientifique les lois de la rationalisation du travail qu'il avait mises en place spontanément, sous l'aiguillon de la concurrence, dans chaque usine un siècle plus tôt.

Seulement, s'il y a quelque chose d'incompatible avec l'anarchie du marché capitaliste, c'est bien le progrès scientifique. Quant aux secteurs de la recherche « planifiés » par l'Etat, s'ils obtiennent des performances qui frappent l'imagination, comme ceux de la recherche en physique nucléaire aujourd'hui, et deviennent ce qu'on

appelle aux Etats-Unis la « big-science », ils restent en fait des secteurs limités à ce qui peut intéresser les Etats militaires et les trusts qu'ils subventionnent. Pour le reste, l'activité scientifique doit se soumettre aux misérables règles de la rentabilité commerciale; ce qui signifie que la recherche scientifique qui peut avoir une immense utilité sociale mais ne s'avère pas commercialement rentable est laissée aux initiatives individuelles, aux isolés, aux scientifiques peu nombreux dont l'acharnement n'a d'égal que le manque de moyens...

Le résultat est qu'on peut aujourd'hui aller dans la Lune, et encore mieux s'entretenir avec une technologie de demain, pendant que l'immense majorité des hommes doit vivre avec une technologie d'hier ou d'avant-hier, quand ils ne doivent pas tenter de survivre dans des conditions pires qu'au Moyen Age.

La prodigieuse accélération des progrès techniques et scientifiques

L'homme, pendant l'immense majorité de son évolution, qui a duré, suivant les évaluations actuelles, environ 4 millions d'années, n'a possédé comme outils que des galets, au début éclatés, puis ensuite taillés volontairement en fonction de leur destination.

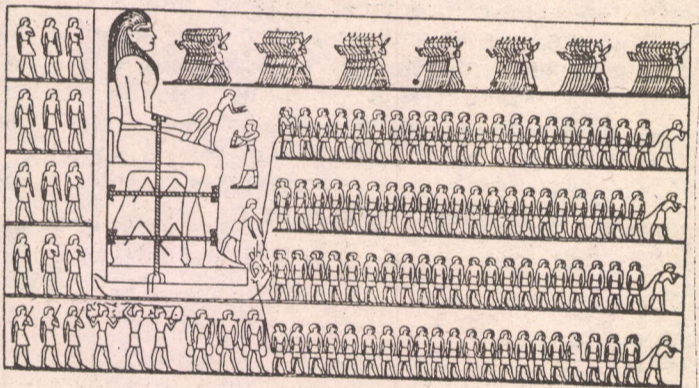
Sur ces 4 millions d'années, si lui a en fallu au moins 3.500.000 pour découvrir l'usage du feu, puis 480.000 ans supplémentaires pour domestiquer les animaux.

On peut dire que l'homme est civilisé depuis 5.000 ans, et que la période « historique » ne couvre que le 1/100^e de tout le cours de son évolution.

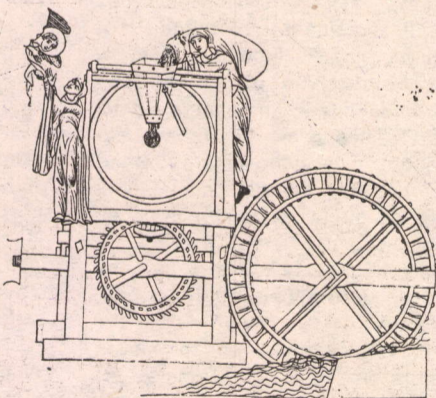
Et si l'on observe les 400 dernières années de son histoire, on peut mesurer la prodigieuse accélération des progrès techniques et scientifiques.

400 ans, c'est la dix-millième partie de l'histoire de l'homme. C'est-à-dire que si celle-ci avait commencé un 1^{er} janvier à 0 heure, ces 400 dernières années débuteraient le 31 décembre de la même année à 23 heures.

Toute la civilisation industrielle et l'immense majorité des découvertes scientifiques de l'humanité auraient eu lieu ce 31 décembre, entre 23 et 24 heures.



Vers 2000 av. J-C, en Egypte ancienne, il fallait 127 hommes pour traîner cette statue (7 m de haut) posée sur des patins.



En 23 av. J-C, l'architecte romain Vitruve découvrit la roue à eau. Mais à cette époque, la principale source d'énergie était constituée par la force physique des esclaves et il fallut attendre le Moyen Age pour que l'usage de la roue se répandît.

prochain dossier :

Dans notre prochain numéro dossier des élections municipales

La prépondérance de la recherche américaine dans le monde occidental

A l'échelle du monde, le développement scientifique est inégal : il reproduit les inégalités du monde impérialiste.

LE NOMBRE DES CHERCHEURS

Il y aurait actuellement sur un total de 5 millions de savants et d'ingénieurs sur l'ensemble du monde, environ un tiers d'entre eux qui travaillent pour la recherche proprement dite.

En 1971, 540.000 chercheurs travaillaient aux Etats-Unis, contre 318.000 au Japon, 89.000 en Allemagne, 59.000 en France, 44.000 en Angleterre, et 22.000 au Canada.

En outre, ce qu'on appelle « l'exode des cerveaux », qui draine les chercheurs vers la principale métropole impérialiste, les USA, y a amené, jusqu'à aujourd'hui, bon an mal an, 1.800.000 chercheurs et ingénieurs; même si l'on ne tient pas compte du nombre des retours, c'est un chiffre énorme, significatif du poids de la recherche américaine.

LE MONTANT DES CREDITS DE LA RECHERCHE (1971)

| | |
|----------------------|-----|
| — Etats-Unis | 27 |
| — Japon | 4 |
| — Allemagne | 4,5 |
| — France | 2,9 |
| — Angleterre | 2,5 |
| milliards de dollars | |

Qui s'intéresse à la recherche sur le cancer ?

Dans tous les pays, la recherche médicale représente une très faible part de l'ensemble des crédits affectés à la recherche-développement : en France, à peine un peu moins de 5 % officiellement, et, dans les faits, elle est laissée à l'initiative individuelle et sans moyens de biologistes et de médecins enthousiastes.

Aux Etats-Unis, la situation est meilleure : il existe dans ce domaine une recherche systématique depuis 10 ans et c'est là que se fait l'essentiel de la recherche biomédicale du monde occidental.

Mais, si en 1970, le Congrès américain fut invité à lancer un plan de recherches de prestige sur le cancer de plus d'un milliard de dollars, les motivations électorales n'y étaient pas étrangères. Plus que le projet lui-même, il s'agissait avant tout d'un enjeu politique entre l'opposition démocrate et l'administration républicaine.

La loi qui en sortit en 1971 créait un Institut du Cancer qui impulsa la création de

quinze nouveaux centres de recherche à travers les Etats-Unis, en plus des quatre qui existaient avant la loi.

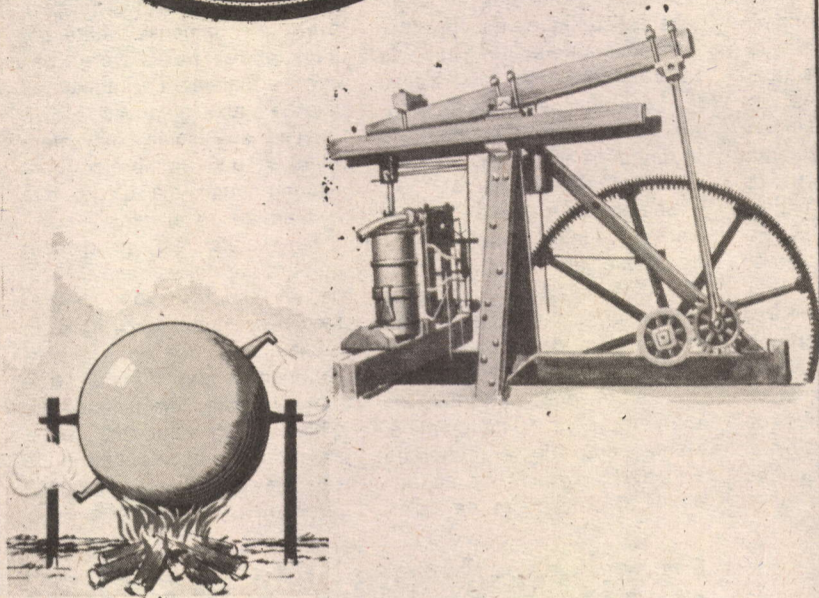
Mais, dans les deux ans qui ont suivi la promulgation de la loi, le gouvernement n'a pas débloqué la totalité des crédits votés par le Congrès et a comprimé les budgets. Promesses électorales...

En 1973, un membre du cabinet présidentiel chargé de gérer les fonds de la recherche biomédicale, Casper Weinberger dit « Cap-le-Couteau », envisageait carrément de supprimer les Instituts Nationaux de la Santé — dont celui sur le cancer fait partie. Le scandale que cela suscita dans les milieux scientifiques empêcha son projet d'aboutir.

Aujourd'hui, les crédits affectés à la recherche sur le cancer aux Etats-Unis n'ont jamais atteint les sommes promises et même, l'an dernier, le gouvernement a stoppé la croissance de ce budget; ce qui, dans les conditions d'inflation actuelles, équivaut à une restriction importante...

dossier

la recherche scientifique



Au premier siècle après J.C., Héron d'Alexandrie découvrit ce dispositif crachant de la vapeur et fonctionnant par réaction (à gauche). Mais ce n'est qu'au 18^e siècle que J. Watt mit au point une machine utilisant la force d'expansion de la vapeur à des fins mécaniques (à droite).

L'essor scientifique du 19^e siècle

Le capitalisme industriel de libre concurrence du XIX^e siècle va croître à un rythme accéléré, mobilisant à son service toutes les connaissances humaines et les développant d'une façon inouïe. Et c'est pour répondre aux besoins de l'accroissement de la production des entreprises privées qui tiennent à rester concurrentielles, que se multiplient les découvertes techniques et que se constituent rapidement les fondements de la pensée scientifique moderne dans les principaux domaines des sciences de la nature.

C'est après la mise au point empirique de la machine à vapeur, et sur la base de son utilisation industrielle, que les savants ont après coup été à même d'en généraliser intellectuellement les lois physiques, et que s'est constituée la théorie de la thermodynamique.

Dans le domaine du travail des métaux, outils et machines demandaient un travail de précision. C'est ce genre de problème technique qui imposa de fixer unités et instruments de mesure.

Pour fournir les machines en fer et en charbon, la nécessité de localiser les gisements permit à la géologie de se développer.

Au dernier tiers du XIX^e siècle, l'essor de la grande industrie chimique (qui représenta alors le premier développement d'une activité de recherche organisée dans l'industrie) répondit aux exigences de l'industrie textile et métallurgique. Quand les cotonnades furent produites en trop grandes quantités pour pouvoir être blanchies sur le pré ou à l'aide de petit-lait, on utilisa l'acide sulfurique, le chlore, la soude, dont il fallut développer la production et abaisser les coûts. L'industrie de l'acide sulfurique prit une telle importance, pour les engrais, la métallurgie, les textiles, les explosifs et les colorants, que les indices de sa consommation donnaient alors le niveau industriel d'un pays donné.

Pasteur, l'homme qui en France symbolise le mieux la science dans la seconde moitié du XIX^e siècle, orienta ses recherches selon les demandes et les besoins industriels. Si en 1854 il étudie les fermentations, c'est pour fournir aux patrons des brasseries et des distilleries du Nord des procédés de fabrication plus sûrs. Si Napoléon III lui accorda des subventions, c'est parce que ses recherches avaient des incidences directes sur l'élevage du ver à soie, des poules, des moutons... et sur la production de vin.

Les besoins du capitalisme ont ainsi provoqué un formidable développement des sciences et des techniques. Les industriels et les gouvernants ne furent pas uniformément conscients de l'intérêt qu'il y avait à favoriser la science. Certains, comme Napoléon I^{er}, le firent pour des raisons de prestige et d'utilité militaires. Bismarck pour sa part inaugura une politique étatique systématique en matière de recherche scientifique pour renforcer le potentiel économique et militaire de l'Allemagne, et suppléer aux carences d'un capitalisme privé trop faible. D'autres semblent s'en être totalement désintéressés. D'autres encore n'ont favorisé que les recherches à rentabilité immédiate.

Il reste que c'est toute la science, y compris ses parties les moins directement liées à l'industrie, comme l'ethnologie, la médecine ou la sociologie, qui a été stimulée par l'essor du capitalisme au XIX^e siècle.

la recherche est

La rentabilité sociale et humaine de la science, ou de ce qu'on appelle depuis un demi-siècle la recherche scientifique, a toujours été incommensurable. Chaque progrès scientifique, quelles que soient ses possibilités d'applications immédiates, est une promesse pour l'avenir qui a toujours été tenue. Et dans un monde disposant d'immenses forces productives, ce ne peut être que dans un système social reposant sur le profit que la question de la « rentabilité » de la recherche scientifique est systématiquement posée.

Au « pire » des cas, les découvertes scientifiques n'ont que le mérite de l'existence. Mais c'est déjà énorme. Et dans une société qui émergera enfin des eaux glacées de l'égoïsme des profiteurs, cette recherche scientifique, qui sait ?, deviendra elle-même l'un des premiers besoins humains.

Mais la société capitaliste pose le problème dans des termes incroyablement mesquins et absurdes. Car la recherche scientifique, par nature, rejette la notion de gain immédiat et suppose le sens de la continuité historique. Et c'est bien pourquoi la « rentabilité » de la recherche est un sujet d'interminables polémiques et de réponses contradictoires... à un faux problème. Les scientifiques, eux, pour valoriser leur existence et leurs travaux aux yeux des bailleurs de fonds potentiels, tentent de démontrer qu'elle est bien « rentable ». Les industriels, par contre, sont toujours prompts à demander des comptes sur des dépenses « inutiles ».

Aux Etats-Unis, il y a quelques années, parurent deux rapports officiels totalement contradictoires, l'un et l'autre prétendant mesurer les innovations techniques commercialisables consécutives respectivement à des recherches « fondamentales », « appliquées » et « technologiques ». L'un attribuait la quasi-totalité des innovations à la recherche technologique, alors que l'autre attribuait l'origine d'inventions à usage civil pour 70 % à la recherche fondamentale, 20 % à la recherche appliquée et seulement 10 % à la recherche technologique.

En fait, ces études statistiques visant à démontrer ou pas la rentabilité de la recherche n'ont en général elles-mêmes guère de valeur scientifique. La rentabilité immédiate des recherches dites « appliquées » et, surtout, « technologiques », sont forcément bien plus importantes, presque par définition. Et c'est en général à ce genre de recherches que les industriels, quand ils le font, consentent à mobiliser une fraction de leur capital. Mais, si l'on considère les retombées à long terme des recherches plus ou moins « fondamentales », on peut probablement en déduire l'inverse : leur fécondité et leur champ d'application risquent d'être infiniment vastes... et indéterminés ! Et ces retombées « pratiques » risquent d'être d'autant moins prévisibles (aussi bien en qualité, quantité, qu'en délais), que leur impact risque d'être grand.

L'industrie privée ne perçoit de la recherche que ce qui est commercialement « rentable » à court terme.

La recherche industrielle aux USA

De tous les pays industriels capitalistes, les Etats-Unis sont pratiquement le seul où l'industrie privée collabore encore aujourd'hui pour une part importante au financement de la recherche scientifique. D'après une enquête de l'OCDE, citée par *le Monde* du 13 janvier 1968, 33 % des fonds alimentant la recherche sont fournis par l'industrie (contre 62 %, il est vrai, par l'Etat). Dans la quasi-totalité des autres pays capitalistes, c'est l'Etat par contre qui en assume presque entièrement la charge, comme en France où la recherche prise en charge par le privé est absolument négligeable, mis à part les trusts subventionnés par le gouvernement et vivant de ses commandes militaires comme la Thomson-CSF, ou comme les trusts pharmaceutiques, indirectement subventionnés quant à eux par la Sécurité sociale.

Par contre, la recherche scientifique industrielle américaine est en quelque sorte une caractéristique historique du capitalisme américain et certainement une des manifestations de ce dynamisme qui en a fait rapidement le plus puissant du monde. Dès la première moitié du dix-neuvième siècle, l'avance technologique des Etats-Unis commençait à se faire sentir par rapport à la vieille Europe. On leur doit l'essor des machines agricoles et le triomphe de l'industrie des machines-outils.

A partir de 1850, la balance des échanges techniques entre les deux rives de l'Atlantique s'inverse en faveur des Etats-Unis.

Sur la base de leur essor industriel, les Etats-Unis vont assister, dès les années 1860, à une floraison d'écoles d'ingénieurs, vite transformées en universités dont chaque ville importante se dotait. Cette prolifération universitaire eut un lien direct avec l'expansion industrielle privée (on n'hésitait pas à créer des universités aux enchères !). Très vite, l'activité de recherche, jusque-là cantonnée à la technique, se transféra sur le plan scientifique dans de vrais laboratoires dont leurs homologues européens pouvaient être jaloux. C'est en fait à partir des industries privées que tout l'appareil scientifique, et même universitaire, américain s'est constitué. Cela explique pour l'essentiel qu'il fut, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, voué avant tout à la recherche appliquée et technologique, laissant à d'autres la gloire des découvertes théoriques dont il savait tirer tout le bénéfice.

Mais, dès après la Première

Guerre mondiale, les multiples sociétés scientifiques qui se fondent se lancent dans des travaux de recherche de plus en plus fondamentale. Aujourd'hui, le cliché suivant lequel seule l'Europe fournit des têtes théoriques est définitivement périmé. Et, après la Deuxième Guerre mondiale, à partir des années cinquante, on peut dire que c'est la science américaine qui forme le plus de théoriciens.

Mais, si aujourd'hui l'industrie américaine finance toujours une partie de la recherche scientifique, il faut dire que celle-ci le lui rend bien : le même rapport de l'OCDE cité par *le Monde* indiquait en effet que 69 % du budget total de la recherche était dépensé en commandes à l'industrie. Aux Etats-Unis aussi, l'Etat paie, et l'industrie dépense...

33% d'apport contre 69 % de rentrées : les trusts américains semblent avoir résolu le délicat problème de la rentabilité de la recherche scientifique...

Vers quoi

Depuis le début des années Soixante au moins, ce sont les sciences physiques et leurs applications qui se taillent la part du lion dans les budgets de recherche : en remarquant d'abord que la distinction entre les activités de recherche « civiles » et militaires en ce qui concerne la physique est de plus en plus subtile et, d'autre part, que l'essentiel des dépenses de la

recherche militaire a trait aux applications de la physique des particules, de la physique des solides, etc., on constate que la part du budget de la recherche consacrée à la physique était en 1970-1971 de 80 % aux Etats-Unis, 50 % en France et en Grande-Bretagne...

En comparaison, la part de la recherche biomédicale est

-elle rentable?

LE MONDE DE LA RECHERCHE MALADE DU CAPITALISME

Considéré de l'extérieur, le monde scientifique donne l'image du désintéressement et de la coopération internationale. Et l'imaginaire populaire fait du savant un être au-dessus des mesquineries sociales. Dans la réalité, les choses sont différentes : à tous les niveaux, c'est le règne de la compétition, du « pillage des idées », du mandarinat, de la jalousie et de la soif de célébrité... ou de la routine de fonctionnaire !

La course à la découverte

Le problème n'est pas nouveau. En 1902, Rutherford, pionnier de la physique moderne, expliquait : « Je dois encore aller de l'avant car il y a toujours des gens sur mes traces ».

Mais si cette compétition pour la priorité des découvertes, et pour le prestige qu'elle procure, existe depuis longtemps, elle a pris une extension considérable avec le passage de la recherche scientifique au stade industriel ; car il ne s'agit plus seulement de notoriété et d'honneurs individuels, mais aussi, et surtout, de crédits ou de contrats, et tous les coups sont permis.

Individualisme et chauvinisme

Cette concurrence permanente, elle existe à l'intérieur de chaque pays, d'un laboratoire à l'autre et, même, dans chaque laboratoire. d'un chercheur à l'autre. Et elle y entretient, contre l'esprit d'équipe et de collaboration, l'individualisme et la recherche du succès personnel.

Mais elle existe aussi — et peut-être surtout — d'un pays à l'autre : à ce niveau, elle prend la forme d'un chauvinisme exacerbé.

Les savants, au même titre que les sportifs, sont devenus des porte-parole attitrés des « vertus nationales ». Et il faut bien dire que dans la grande majorité des cas, ils s'y prêtent de bonne grâce, pouvant se réclamer peut-être d'un illustre prédécesseur en la personne de Pasteur qui écrivait par exemple : « La Science n'a pas de patrie... Mais l'homme de science doit en avoir une ».

L'époque où le chercheur se sentait plus lié à la communauté scientifique internationale qu'à son propre pays d'origine est maintenant bien révolue. Et le geste, en 1807, de l'Académie des Sciences de Paris qui, en pleine guerre franco-anglaise, décernait son prix annuel à un savant anglais, appartient sans doute à une autre époque.

Une compétition dommageable pour le développement de la science

Cette compétition tout azimut est loin d'être pour la science un facteur positif, stimulant.

D'abord parce qu'elle conduit à entraver une condition même de son développement : la collaboration entre chercheurs et la circulation des informations.

Ainsi, hantés par la menace qu'on leur vole leurs idées ou leurs expériences, certains savants en sont arrivés à tenter de conserver secrets leurs travaux le plus longtemps possible, ou même à ne publier, par exemple, que des comptes rendus incomplets et, de ce fait, complètement incompréhensibles.

Ensuite parce qu'elle produit une inflation générale du volume des publications sans justification scientifique réelle et, corrélativement, une baisse globale de leur valeur scientifique. En effet, obsédés par le risque d'être « coiffés au poteau », de nombreux chercheurs n'attendent plus d'avoir procédé à toutes les expériences de contrôle, à toutes les vérifications, pour publier leurs résultats : leur nom sera ainsi de toute façon associé à la découverte, si découverte il y a au bout du compte. Enfin par l'énorme gaspillage matériel et humain qu'elle implique.

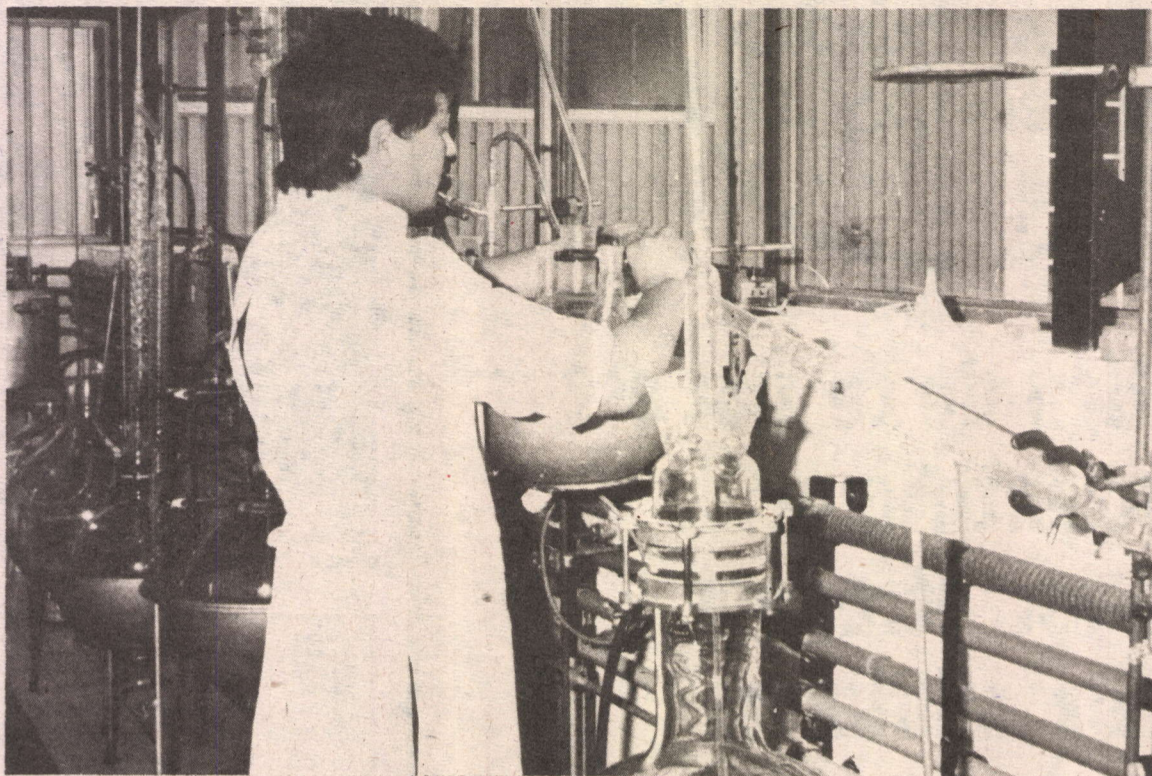
Le capitalisme contre la recherche scientifique

De tout cela, ce ne sont pas les scientifiques eux-mêmes qui sont responsables. La recherche scientifique et les chercheurs eux-mêmes sont tributaires de la société dans laquelle ils vivent.

Le monde de la recherche scientifique reproduit, par bien des aspects, toutes les tares de la société capitaliste : absence de planification d'ensemble, frontières arbitraires et nationalismes, concurrence, individualisme, avec, au bout du compte, un formidable gaspillage social.

A ce niveau, celui de l'organisation de la recherche, la société capitaliste montre bien son rôle de frein du développement scientifique.

Car quels seraient les résultats, les réussites d'une recherche débarrassée de toutes ces entraves, rationnellement organisée à l'échelle du monde et libre de toute préoccupation matérielle ? On ne peut que l'imaginer. Mais à voir l'étendue du gaspillage actuel, tous les espoirs sont permis.



Du moment que les trusts en profitent

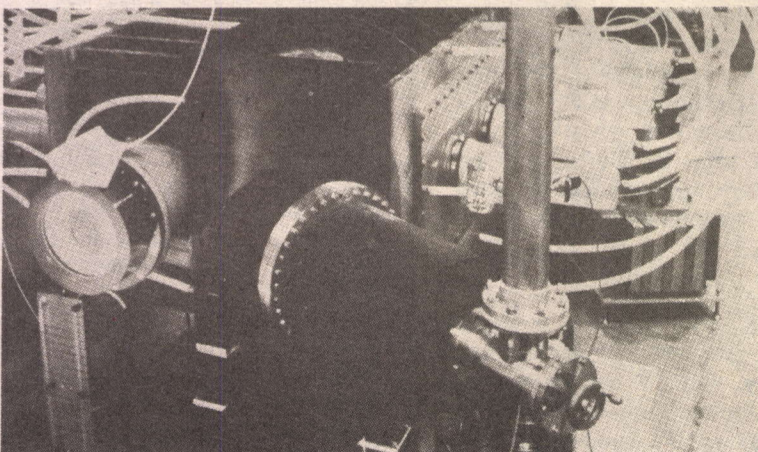
La société américaine Dow Chemical a été l'un des principaux fournisseurs de l'armée américaine dans le domaine des armes chimiques employées au Vietnam : incapacitants, défoliants, etc. Le budget annuel de la guerre chimique des années 70 avoisinant 600 millions de dollars, il y avait là d'intéressants profits en perspective. Seulement, les recruteurs de cette société qui, comme c'est l'usage aux Etats-Unis, parcourent les campus universitaires à la recherche de jeunes vocations, eurent quelques ennuis : certains d'entre eux furent insultés et même, dans un cas au moins, séquestrés par des étudiants contestataires. Depuis, la Dow Chemical a eu l'occasion de redorer son blason : en 1971, elle obtenait un premier prix décerné par l'hebdomadaire américain *Business Week* pour « sa contribution à l'amélioration de l'environnement ». Il ne s'agit pas bien sûr de ses réalisations en Asie du Sud-Est, mais de la récompense

des efforts de l'une des usines du groupe dans le Michigan où la Dow avait investi plus de 20 millions de dollars en équipements pour le contrôle de la pollution de l'air et de l'eau. Comme le dit alors le président de la société, M. Carl A. Gerstaecker : « Il y a dans la prévention des pollutions des possibilités de profit que nous commençons tout juste à entrevoir »... Evidemment !

(D'après *La Recherche* de juillet-août 1972, p. 668.)

Laser en cours d'étude pour les recherches de fusion thermonucléaire par laser aux laboratoires de Los Alamos aux USA.

Le major-général E.G. Giller, responsable des projets et expériences d'armement nucléaire de la section de l'ERDA (Administration de la Recherche et Développement de l'Energie), explique : « On raconte partout que ce programme traite de l'énergie, mais cela se dit seulement depuis que la recherche sur l'énergie est devenue à la mode... Ce que nous faisons maintenant en développant la technologie de base des lasers s'applique aussi bien aux aspects militaires que civils. Mais en réalité, c'est un programme militaire, et cela l'a toujours été ».



Les sages savants



En France, la politique scientifique, avant d'être décidée par le gouvernement, est discutée au sein du « Comité Consultatif à la Recherche Scientifique et Technique », autrefois surnommé « Comité des douze sages »... La composition de ce comité tel qu'il était en 1974 est intéressante.

A côté de six scientifiques proprement dits, il comprenait des hommes aussi passionnés par la recherche fondamentale et désintéressée que M. Dugas, directeur scientifique de la Thomson-CSF, M. Maire, directeur des recherches de Pechiney-Saint-Gobain, M. Le Maignan, président de la Compagnie française des pétroles, M. Chevalier, responsable de la division des engins tactiques, balistiques et de l'espace de la SNIAS, M. Dautrey, directeur de la division des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique, et, pourquoi pas, un responsable de l'EDF.

Allons, les intérêts de la science sont entre de bonnes mains !

s'oriente le budget de la recherche américaine ?

de 4,8 % en France, de 9 % aux Etats-Unis, soit environ dix fois moins dans les deux cas !

En 1976, surtout aux Etats-Unis, une orientation nouvelle apparaît : la recherche énergétique tous azimuts — principalement le domaine de l'énergie nucléaire (réacteurs à fission classique, fusion thermonucléaire, avec une

mention spéciale pour la fusion nucléaire par laser, domaine tout récemment pratiquement totalement protégé par le secret militaire et inscrit au budget 1977 pour plus de 100 millions de dollars), mais aussi l'énergie solaire, l'énergie fossile (schistes bitumineux, sables asphaltiques, charbon), géothermique, etc. Le programme en cours dépassera le coût du programme Apollo

(cf. *Le Monde* du 1^{er} décembre 1976).

Cette nouvelle orientation du budget de recherche américain prend une résonance particulière quand on sait que, depuis une dizaine d'années, les multinationales du pétrole, grâce aux super-profits qu'elles ont réalisés, ont pris le contrôle des recherches sur toutes les formes d'énergie

possibles. De là à conclure que le nouveau budget de recherche contribuera à subventionner et soutenir les trusts pétroliers...

Cela dit, l'importante progression du budget consacré à l'énergie ne lèse pas le budget de la recherche militaire proprement dite qui continue à croître allègrement...

dossier

la recherche scientifique

Rien de ce qui est scientifique n'est étranger aux militaires

Tous les secteurs de la recherche ne sont pas inféodés aux militaires, loin de là. A partir de la Deuxième Guerre mondiale, la société capitaliste et les Etats-Unis en particulier, ont connu un essor économique qui a permis une croissance des forces productives sans précédent et avec elles une accélération du progrès technologique et scientifique qu'on aurait eu peine à imaginer dix ans plus tôt.

Cela dit, parallèlement, le rôle de l'armée, et en premier lieu celle de l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain, a pris un poids de plus en plus déterminant dans les secteurs les plus avancés de la recherche scientifique.

Cela ne signifie pas que l'armée américaine, pour prendre l'exemple le plus significatif, dicte aux chercheurs civils le sujet de leurs recherches, loin de là; le processus est bien plus complexe et presque inverse : aux Etats-Unis, seul le Pentagone au travers de ses innombrables officines, a les moyens de centraliser les connaissances scientifiques les plus récentes. Et il ne s'en prive pas. « Les militaires sont vraiment déterminés à utiliser à fond toutes les ressources du savoir et agissent en conséquence, ce qui signifie qu'ils font bien leur travail », disait un biochimiste de renom, Milton Leitenberg. Au diable la mesquinerie ! Et le développement accéléré de la recherche fondamentale (du moins dans certains domaines) aujourd'hui doit essentiellement sa vigueur aux crédits militaires.

L'état-major américain est prêt à investir « à perte » des fonds colossaux dans l'espoir d'avoir un résultat éventuel qu'il ne connaît même pas. En 1975, le directeur de l'instance suprême de la recherche-développement au département de la Défense, M.R. Currie, expliquait qu'il fallait savoir prendre des risques financiers. C'est ainsi que 40 % du total de l'effort de recherche-développement du Pentagone (une fois et demi le budget total de la recherche en France la même année) sont d'après lui consacrés à des « créations d'opérations peu orientées et largement spontanées ».

Décidément oui, l'armée est, dans la société impérialiste, le mécène le plus généreux et le moins tâtilon de la recherche scientifique, en regard du moins de l'industrie privée. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la devise implicite des états-majors les plus puissants du monde est dans une certaine mesure « laisser faire, laisser chercher », en captant au passage tout ce qui peut l'intéresser. Seulement le temps des révolutions scientifiques faites dans les hangars par des isolés est révolu. Pour laisser chercher, il faut payer. Et en matière de liberté de recherche comme de liberté d'expression, tout se mesure à l'argent dont on dispose pour en user; et, à cet égard, il est certains domaines de la science qui sont pour le moins plus égaux que d'autres. Et s'il arrive au mécénat militaire d'avoir l'esprit large dans les domaines qui l'intéresse, la « socialisation » en quelque sorte de la recherche scientifique qu'il réalise prend des orientations toujours bien précises. En d'autres termes, il pratique la bonne vieille méthode de la sélection par l'argent.



Une vue de l'accélérateur de particules « super-CERN » : à 40 mètres sous terre, sur presque 7 km de long.

Les implications militaires de la recherche scientifique sont aussi nombreuses que monstrueuses. La science elle-même n'y est pour rien. Mais, dans une société où la classe dirigeante est militariste, la technique est au service du militarisme », disait Trotsky.

Les trusts privés n'ont que peu d'argent à consacrer à la recherche : 5 à 8 % des investissements de l'industrie non militaire en Grande-Bretagne et aux USA durant 1964-1965. Au contraire, les engagements militaires dans les différents points chauds du globe et la préparation intense de la Troisième Guerre mondiale ont conduit les grandes puissances à militariser la recherche scien-

L'armée, le secteur le plus scientifique de la société

tifique en faisant de l'armée le secteur le plus moderne, le plus « scientifique » de la société puisque, toujours durant les années 1964-1965 en Grande-Bretagne comme aux USA, 50 à 60 % des dépenses militaires étaient consacrées à la recherche scientifique.

A l'époque du capitalisme sénile, l'impuissance croissante du secteur privé à prendre en charge la recherche, et donc d'impulser le progrès scientifique, rend la nécessité de sa planification de plus en plus urgente. Et le fait que seuls l'armée et l'Etat militariste aient les moyens et des raisons d'assurer, à leur manière, cette socialisation, juge cette société.

" On croit faire de la recherche sur les infrarouges... et on participe à la mise au point des systèmes de détections des guérilleros thaïlandais "

« On croit faire de la recherche sur les Infrarouges... et on participe à la mise au point des systèmes de détection des guérilleros thaïlandais ».

En 1961, le ministère américain de la Défense justifiait en substance de la façon suivante les sommes investies dans des recherches fondamentales : (cité par G. Ménaheim, *La Science et le Militaire* Ed. du Seuil).

— Les recherches sur le rayonnement infra-rouge visaient la mise au point d'un détecteur destiné à un missile. Celles sur l'optique physiologique, sur la photométrie des étoiles et sur le spectre de rayonnement solaire devaient permettre une amélioration de la détection des satellites.

— L'étude des radio-sources célestes (les pulsars, ces étoiles à neutrons émettant des messages radio réguliers) devait contribuer au guidage des missiles.

— Des recherches sur la propagation des ondes radio dans la vapeur d'eau de l'atmosphère et sur l'optique de la haute atmosphère visaient l'amélioration des radars de

l'US Navy. D'autres, sur la propagation des sons, cette fois dans les liquides, le perfectionnement des sonars et la construction de mines acoustiques.

— Un ensemble de travaux en chimie organique, en biochimie, en physiologie, en pathologie, devaient aider à résoudre les problèmes liés à la présence de produits toxiques dans les sous-marins.

— Des expériences sur les effets de l'accélération, de la pression et de la température sur le comportement humain avaient pour but une plus grande efficacité des aviateurs.

Les militaires américains ne limitent pas leur intérêt aux seules sciences exactes. Ils ne dédaignent pas les sciences dites « sociales », même si elles ont rarement les résultats escomptés.

En 1964, plus de 4 millions de dollars devaient financer l'étude de la situation politique de 23 pays où existaient la possibilité d'une insurrection. Ce projet — le projet « Camelot » — fut finalement abandonné sous cette forme à la suite du scandale provo-

qué par la révélation de son existence. Mais suivirent d'innombrables recherches « ethnologiques » intitulées par exemple « Etude ethnographique des minorités au Vietnam du Sud » ou encore « Sorcellerie et magie au Congo et leurs implications pour les opérations militaires » (sic) !

Plus récemment, un nouveau rapport du ministère de la Défense de 1969 évoquait entre autres des recherches sur les macro-molécules visant la mise au point d'un meilleur combustible pour missiles Polaris; une étude géophysique des propriétés thermiques des sols, en vue de l'installation d'une station d'alerte.

En 1973, le directeur de la Recherche au Pentagone pouvait répondre à ceux qui l'accusaient de gaspiller des crédits dans des recherches pures : « Contrairement à la croyance populaire, nous dirigeons cette recherche fondamentale dans des directions qui ont rapport au département de la Défense... ». C'est en effet ce qui peut être difficilement contesté.

atomes en fleurs

A quoi tiennent les limites de l'aventure spatiale ?

La NASA (Agence Nationale Pour l'Aéronautique et l'Espace) symbolise à juste titre l'une des aventures scientifiques les plus enthousiasmantes que l'homme ait pu mener à bien.

Pourtant, aujourd'hui, ses grands programmes d'exploration spatiale sont quasiment interrompus.

Quand, en octobre 1957, le premier satellite russe fut lancé, la recherche spatiale aux Etats-Unis était alors paralysée par une concurrence acharnée entre les trois armes : l'armée de terre proposait sa fusée Saturne, l'armée de l'air la sienne, Titan III, enfin la marine, Vanguard !

Eisenhower s'appuiera sur le succès soviétique pour imposer à la hiérarchie militaire la création d'un organisme, officiellement civil, unifiant la recherche spatiale : c'est en 1958, la naissance de la NASA. Mais il faut encore attendre le vol de Gagarine, en 1961, pour que celle-ci dispose de moyens sérieux et se lance à

la conquête de l'espace et, d'abord, de la Lune. Car la Lune devient alors l'objectif stratégique n° 1, la rampe idéale de lancement de missiles : rien à voir avec des mobiles désintéressés.

Et les programmes de conquêtes spatiales, qui étaient suivis avec enthousiasme par des millions de gens aux quatre coins du globe, se doublaient tous d'un aspect militaire.

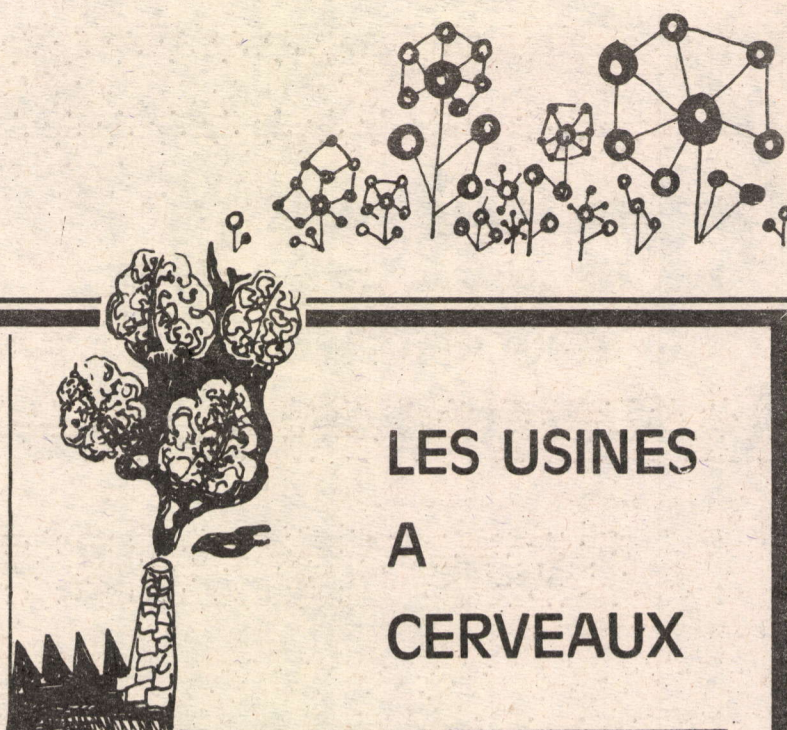
Ainsi, les programmes Gemini qui mirent au point les rendez-vous orbitaux entre deux véhicules spatiaux permirent par la même occasion l'étude et le réglage de l'interception d'un satellite ennemi. Et, sur les 458 satellites lancés entre 1957 et 1969 par les soins de la NASA, 284 étaient des satellites militaires.

C'est à la fin des années 60 que commence le déclin de la NASA ou du moins des crédits qui lui sont accordés. De 1966 à 1968, son budget passe de 5 à 4 milliards de dollars,

pour se stabiliser autour de 3,5 milliards. Parallèlement, les grands projets d'exploration du système solaire sont abandonnés.

Le coût de la guerre du Vietnam a certainement joué un rôle important dans ces restrictions de crédits. Mais c'est surtout le fait que le programme spatial avait pour but la mise au point et le perfectionnement de certaines techniques militaires qui a été déterminant. Car une fois ce but atteint, les autorités n'avaient plus de raison de poursuivre ces recherches.

Et pourtant ! L'astronome américain, Carl Sagan, montre dans son livre *Cosmic Connection* que « le prix d'une exploration de toutes les planètes lointaines du système solaire (projet annulé par le manque de fonds) est comparable aux dépassements budgétaires dus, en 1970, au système de missiles Minuteman III ». Mais ce prix de la connaissance scientifique, il serait, pour les militaires, exorbitant.



LES USINES A CERVEAUX

Aux USA, la production intellectuelle a, dans certains domaines, été organisée, industrialisée, rationalisée dans une certaine mesure, mais d'une façon bien capitaliste : des dizaines d'« usines à cerveaux » (les « think tanks »), dont certaines sont plus prestigieuses que les plus grandes universités, regroupent des milliers de savants et fabriquent des idées à la chaîne en quelque sorte...

La première application de cette méthode eut une raison d'Etat militaire : pendant la Deuxième Guerre mondiale, avec en 1939 le fameux projet Manhattan qui réunit à Los Alamos, sous l'égide des plus grands trusts privés, quelques 150.000 chercheurs et techniciens, travaillant d'arrache-pied en équipes pluridisciplinaires indépendantes dirigées

par un « comité politique militaire » de cinq membres : trois militaires et deux scientifiques, pour la fabrication de la bombe atomique.

Après la guerre, des « usines à cerveaux » semblables se sont penchées sur la guerre du Vietnam avec l'efficacité que l'on sait.

Après quelques révélations de certains savants contestataires, le gouvernement devint plus prudent s'il est possible, réduisit certains crédits et quelques « think tanks » ont parlé de se reconvertir dans les services publics, ou dans d'autres « causes nationales ».

C'est ainsi que la « Rand Corporation », la plus célèbre « Think tanks », fait aujourd'hui des calculs très sophistiqués sur le meilleur système de communication pour la police des grandes villes...

L'océan militarisé

Aux USA les seules recherches océanographiques recevant des crédits sont celles qui intéressent la marine de guerre.

L'océan est pourtant d'abord une formidable réserve d'eau qui, après traitement, pourrait fertiliser des zones désertiques. Mais c'est là un objectif trop civil ; le dessalement de l'eau de mer, faute de crédits et faute de recherche, en est à ses balbutiements.

De même, au lieu de s'en tenir à des méthodes de pêche archaïques — dignes de la chasse à l'arc — pourrait être envisagée la mise au point de techniques de pisciculture à grande échelle. Mais c'est une recherche qui n'a pratiquement

pas été commencée.

C'est que la recherche océanographique actuelle est entièrement mue par la perspective d'une utilisation de l'océan comme champ de bataille des principales puissances militaires mondiales.

Les sous-marins Polaris doivent, pour éviter d'être repérés, naviguer en profondeur. Et il faut pour cela un système minutieux d'orientation, de guidage, et de détection. C'est ce qui explique que tous les centres océanographiques du monde occidental étudient aujourd'hui : la cartographie du plancher marin, le comportement des ondes sonores et radio en milieu aquatique, les dispositifs émetteurs d'ondes

radio à basse fréquence, la nature des sons émis par les poissons, etc...

Le contre-amiral Waters, dans une revue du Pentagone, ne donnait-il pas cette définition : « l'océanographie ne doit pas être confondue avec la guerre sous-marine, ou avec le système Polaris, ni avec les opérations de guerre amphibie. L'océanographie est plus générale et constitue l'arrière-fond et le support théorique de tous les domaines de la guerre » !

Sans commentaires !
(D'après : R. Clark : *La Course à la mort* - Ed. du Seuil 1972.)

La recherche civile en quête d'humanistes

Au cours de l'année 1973, la Fondation Nationale des Sciences, l'un des organismes civils étatiques de financement de la recherche scientifique aux USA, décidait de mettre sur pied un programme de recherches sur « les implications éthiques et humaines de la technologie », doté de deux millions de dollars de crédits.

Comme quoi la recherche, aux Etats-Unis, quoiqu'en disent les gauchistes impénitents n'a pas toujours des objectifs militaires.

Mais à qui confier la responsabilité d'un tel programme requérant des qualités morales et humaines si exceptionnelles ?

Eh bien on opta pour un certain Charles Maechling, juriste de formation, mais bénéficiant d'une solide expérience humaine en tant qu'ancien directeur... des forces américaines de « contre-insurrection » en Asie du Sud-Est.

Après tout, on a les moralistes qu'on peut.

Il faut dire que cette décision n'est que dans la logique des choses puisque quatre ans auparavant, l'administration américaine avait bloqué la nomination à la tête de cette même Fondation, d'un savant de premier plan, Frank A. Long, pacifiste connu... Il est vrai qu'il n'avait sûrement pas l'expérience « humaine » sur le tas d'un C. Maechling.

La candeur intéressée des militaires face à Uri Geller et les sourciers

La recherche scientifique jouit de la considération générale, en même temps que des largesses de l'armée. Mais les « sciences parallèles » ? Heureusement, les militaires sont encore là !

L'hydrosophie, nom savant pour désigner l'art des sourciers, ne pouvait laisser indifférents les militaires qui, en Angleterre, ont mis au travail non pas un, mais deux de leurs laboratoires pour étudier les immenses possibilités inexploitées de cet art vénérable pour l'établissement de cartes hydrologiques et le déminage... Hélas ! Ces travaux, faits en 1971, n'ont pas été concluants...

Soucieuse de ne pas être en reste, la marine américaine a subventionné pour des millions de dollars des recherches sur... la télépathie, en espérant sans doute qu'elle pourrait servir à la communication entre sous-marins... Quant au très sérieux Stanford Research Institute, dont le département de la Défense est un gros pourvoyeur de fonds, on a appris qu'en 1973 il ne se consacrait pas seulement à des recherches sur les armes bactériologiques ou les missiles anti-missiles, mais aussi à la perception extra-sensorielle : il se livrait à des études sur un sujet de choix, puisqu'il s'agissait d'Uri Geller lui-même, cet homme réputé capable de lire dans les pensées d'autrui et de manipuler les objets à distance... On ne sait jamais, des fois qu'on puisse utiliser l'énergie d'Uri Geller pour tordre les roquettes soviétiques... Il est vrai qu'un enquêteur du département de la Défense revint sceptique...

dossier la recherche scientifique

des dragons, profondes des terres, sont probablement les descendants mythiques des gigantesques serpents préhistoriques disparus lors des divers cataclysmes.
(Cliché Giraudon)



Le « Tatsu » japonais est un animal mythique associé aux forces responsables de catastrophes naturelles (tremblements de terre, éruptions volcaniques, cyclones, etc...) fréquents dans les régions du Pacifique. Mais dans une ou deux décennies il est probable que la tectonique des plaques continentales permettra de comprendre parfaitement les phénomènes sismiques et même de les prévoir. Les hommes n'auront plus besoin d'invoquer les démons...

Les progrès scientifiques depuis la Deuxième Guerre mondiale

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les progrès scientifiques ont été prodigieux.

Après l'application destructive de l'énergie nucléaire, les recherches se sont dirigées vers sa domestication à des fins pacifiques, aboutissant à la première centrale nucléaire en 1956. En chimie, après le développement prodigieux de la pétrochimie avec les textiles synthétiques et les plastiques, c'est aujourd'hui la synthèse de corps ayant des propriétés préétablies qui est à l'ordre du jour. En physique, une meilleure connaissance du rayonnement lumineux a permis de mettre au point le maser (1951) et le laser (1960) dont toutes les applications ne sont pas encore connues. Le développement de la physique des solides amène la découverte (1948) et le perfectionnement des transistors, puis des semi-conducteurs qui révolutionnent l'industrie de l'électronique, mais aussi de l'informatique. Après une période d'essai pendant la guerre,

c'est véritablement dans les années Cinquante qu'apparaît le premier modèle d'ordinateur qui, depuis, a envahi tous les secteurs d'activité, amortissant ou coordonnant des opérations auparavant contraignantes ou inaccessibles à l'homme.

L'emploi pacifique et la modernisation du radar donne naissance, avec la mise au point du radiotélescope, à la radioastronomie qui permet de nombreuses découvertes sur la nature et l'évolution de l'univers; et, en 1957, les premiers vols spatiaux, en se libérant de la couche atmosphérique qui recouvre la Terre, marquent un nouveau progrès dans son observation. Mais c'est aussi la Terre et les océans que les satellites artificiels vont permettre de mieux connaître, et notamment les phénomènes météorologiques et climatiques. C'est ainsi que, depuis une quinzaine d'années, une théorie globale de l'évolution de la terre confirme l'hypothèse de la dérive des continents,

émise en 1930 par Wegener.

Mais c'est aussi lui-même que l'homme apprend à mieux connaître. Et d'abord son passé lointain; des méthodes de datation plus précises, ainsi que les dernières découvertes d'Afrique orientale ont fait que, depuis 1924, l'homme a vieilli de trois millions d'années...

En médecine, les années Cinquante voient l'apparition de la chirurgie à cœur ouvert, de la contraception chimique, de la transplantation rénale et des stimulateurs cardiaques; l'emploi des antibiotiques a permis de traiter la tuberculose; les années Soixante voient l'apparition du traitement chimique du cancer, de plusieurs vaccins (poliomyélite, rougeole, rubéole, grippe) et la transplantation cardiaque. En biologie, ce fut la première mutation artificielle par irradiation (1946), la découverte de la structure en double hélice de l'ADN (1953), la compréhension de la transmission des caractères héréditaires...

Le règne de la science

La recherche scientifique, la science et le progrès en général sont très loin d'avoir atteint, dans cette société bourrée de contradictions, l'envergure et les sommets que la seule logique scientifique et technique pourrait laisser suggérer. Et à elles seules, elles sont bien incapables de résoudre les problèmes proprement humains de cette société.

La faim dans le monde n'est pas un problème technique, pas plus que l'inégalité, l'injustice, pas plus que l'oppression et l'exploitation. Pour résoudre de tels problèmes, toutes les techniques les plus sophistiquées du monde aux mains des oppresseurs ne peuvent rien. Seule la révolution sociale peut y répondre.

Mais réciproquement, cette société qui s'empêtre toujours plus dans ses contradictions

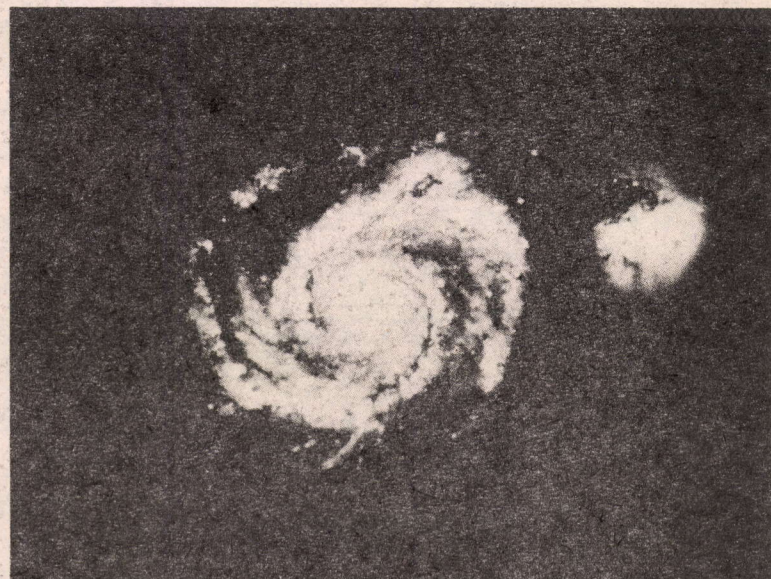
est bien incapable de permettre à la technique et à la science de donner leur pleine et entière mesure. Ceci, pour cette raison, entre autres, que le développement scientifique d'aujourd'hui est fondamentalement inégal en tous les domaines.

Dans une société socialiste, les scientifiques eux-mêmes n'auront plus à mesurer leur valeur personnelle et leur réussite individuelle au fait qu'ils doivent passer avant les autres; cette mentalité, chez les scientifiques comme ailleurs, relèvera de la préhistoire de la psychologie humaine. La seule mesure humaine de la science sera le désintéressement individuel au profit du seul utilitarisme social.

En outre, disparaîtra enfin le gouffre entre ceux qui n'ont aucune culture scientifique, proies faciles de tous les

obscurantismes (aux Etats-Unis, il y a 10 000 astrologues professionnels pour 2 000 astronomes !). Le niveau scientifique global, les démarches scientifiques elles-mêmes, gagneront énormément à l'élargissement prodigieux de la communauté scientifique qui sera à même d'apprécier, de discuter et de vérifier sous de multiples formes les hypothèses, les théories, les faits présentés, et les buts proposés de la recherche en cours.

Oui, la société socialiste verra enfin naître véritablement l'ère de la science, car scientifique à tous les domaines humains. Le progrès scientifique gagnera en extension et connaîtra sans doute une nouvelle accélération dans tous les domaines, dont certains secteurs des sciences de la nature ne donnent aujourd'hui qu'une préfiguration.



Une galaxie spirale contenant des milliards d'étoiles... Notre Voie lactée est-elle semblable? Paradoxalement, nous ne le savons pas : placés à l'intérieur nous ne pouvons la voir dans son ensemble de la même manière. Mais peut-être la fin de ce siècle apportera-t-elle la réponse?

LE FUTUR PROCHE DE L'HUMANITÉ

Il est bien évident que le développement des sciences et des techniques dans le futur dépendra de la forme de société que se seront donné les hommes. Néanmoins, on peut, à partir des tendances actuelles de la recherche scientifique et des résultats déjà obtenus ou en bonne voie de l'être, esquisser ce que pourrait être l'apport de la science en l'an 2000.

Les dernières décennies nous ont montré que les besoins en énergie conditionnaient fortement le progrès technique. Les progrès récents permettent d'espérer que l'énergie thermonucléaire, celle que dégage la fusion des atomes légers, celle de la bombe H, sera domestiquée. C'est une source quasi-inépuisable d'énergie non polluante dont la matière première pourrait être l'hydrogène contenu dans l'eau de mer... la technologie fera le reste. Et alors, une nouvelle révolution industrielle sera possible.

CHANGER LA TERRE

Les mécanismes complexes qui régissent les mouvements de l'atmosphère, les pluies, les glaciations près des pôles ayant été élucidés dans leur totalité, on pourra envisager de faire naître les pluies dans les régions désertiques et y fixer ainsi une végétation, laquelle à son tour retiendrait l'eau. Des canaux géants pourraient relier toutes les mers du globe; les glaces polaires serviraient de source d'eau douce. Une planification mondiale des forêts assurerait une purification et une réoxygénation de l'air, toute pollution ayant d'ailleurs disparu car les produits industriels polluants seraient utilisés en circuit fermé dans des usines entièrement automatisées. La connaissance précise des mouvements de l'écorce terrestre et de leur évolution dans le temps indiquera quand et où auront lieu tremblements de terre et éruptions volcaniques. Il serait possible non seulement d'agir longtemps à l'avance, mais peut-être même de modifier ces phénomènes catastrophiques, de les canaliser vers des lieux équipés pour récupérer cette énergie géothermique.

CHANGER LA VIE

Sur une terre remodelée harmonieusement, dix milliards d'êtres humains pourraient s'épanouir au milieu des plantes et des bêtes dans un équilibre écologique programmé par l'intelligence humaine.

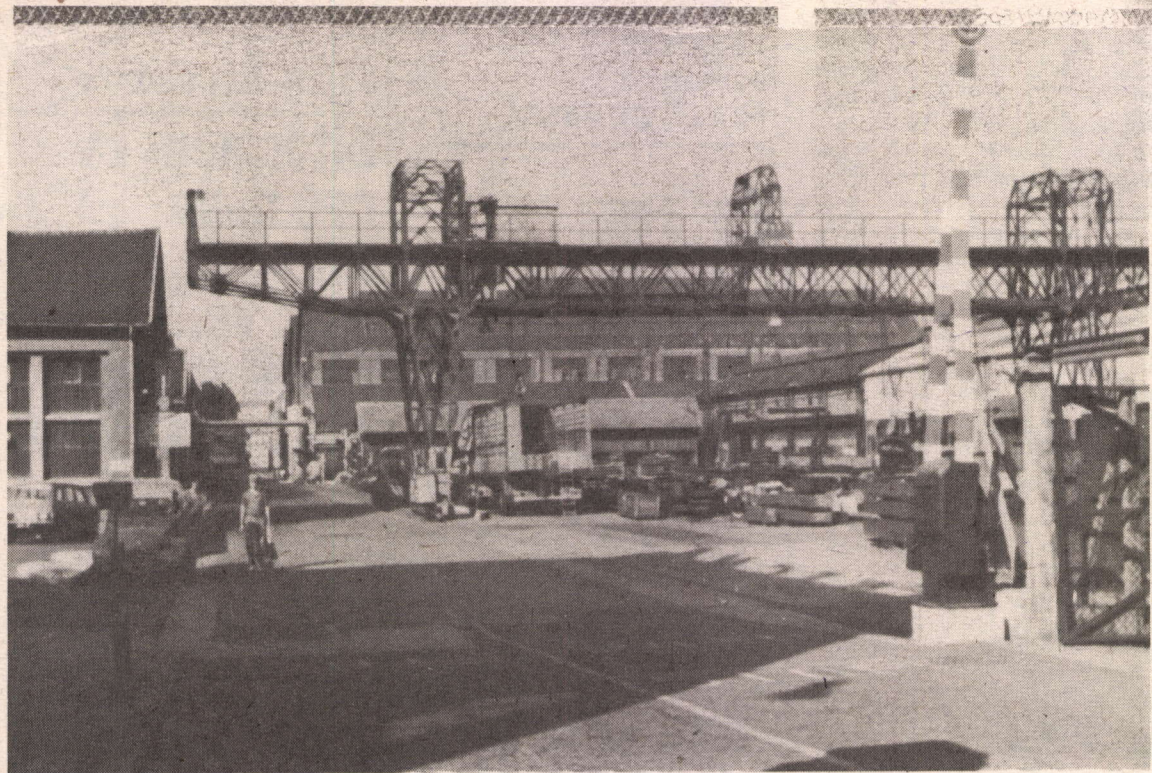
Le développement actuel des ordinateurs et leur miniaturisation toujours plus poussée laissent entrevoir une formidable révolution technologique. Finies les usines gigantesques, fini le labeur humain; les robots assureront toutes les tâches de la production et ne laisseront à l'homme que celles de conception et de surveillance.

Les progrès de la biologie moléculaire permettent de penser que le cancer aura été vaincu. La cause du vieillissement des tissus élucidée, la régénération cellulaire pourra permettre de repousser toujours plus loin l'échéance de la mort.

ALLER DANS LE COSMOS

La Lune, Mars, Vénus devenues proches banlieues de la Terre serviront de relais pour des voyages plus lointains. Après l'exploration systématique du système solaire, on pourra peut-être espérer un jour se lancer vers les plus proches étoiles, pour voir s'il n'y a pas de planètes susceptibles d'abriter une forme de vie. En quittant le système solaire, l'homme mesurera mieux combien ses conceptions anthropocentristes étaient vaines, et la découverte peut-être un jour d'autres civilisations, d'autres espèces pensantes et industrielles élargira sa vision de l'univers.

Et de la même façon que le petit de l'homme approche de la maturité lorsqu'il découvre expérimentalement qu'il n'est pas le centre du monde, l'humanité ayant maîtrisé consciemment les lois naturelles de sa propre évolution sortira de l'enfance. Elle entamera alors une aventure scientifique qui ne sera plus réservée à quelques spécialistes, mais qui fera partie d'un capital culturel de nature supérieure et commun à tous les hommes dans lequel ils puiseront les éléments de nouvelles évolutions, d'un lyrisme nouveau et d'une poésie aux multiples dimensions.



Accident mortel à la SNECMA Gennevilliers

Le jeudi 3 février, un forgeron était mortellement blessé à son poste de travail. Il forgerait une pièce en titane de 8,7 kg et la maintenait pour l'étirer à l'aide d'une tenaille tandis que le pilon frappait la pièce. Au moment où le pilon est descendu, la pièce s'est trouvée en porte à faux, elle a volé à 8 mètres de là; la tenaille a été projetée dans le visage du compagnon, provoquant un enfoncement des deux maxillaires.

La maîtrise a appelé une ambulance extérieure; sans être accompagné, il a été ainsi transporté à l'hôpital... en arrivant, il avait cessé de vivre.

Cela fait dix ans qu'un accident mortel ne s'était produit aux Forges. Mais nombreux sont les accidents graves dans cet atelier. Une fois, un travailleur a perdu un œil en recevant dans la figure une bavure brûlante; beaucoup d'autres portent à la face des cicatrices qui témoignent d'accidents semblables à celui qui a coûté la vie à notre

camarade, car il est fréquent de recevoir les tenailles ou la pièce en plein visage.

Fatalité ?

Chaque fois, la direction invoque la fatalité... ou les nécessités de la concurrence avec les autres entreprises.

Fatalité, le fait que les engins, vieux parfois de 50 ans, ne soient pas adaptés aux alliages nouveaux comme le titane, qui exige une frappe rapide et forte, et oblige à faire fonctionner les machines au maximum de leur capacité ? Fatalité, le fait que la direction a fermé la forge à main où les compagnons pouvaient fabriquer des tenailles adaptées à chaque type de travail ? Fatalité, le fait qu'on laisse des hommes exécuter des tâches qui pourraient être faites mécaniquement... avec des machines modernes ?

Ne pas accepter de risquer sa peau

Le jour de l'accident, les travailleurs des Forges ont débrayé en apprenant la mort de leur camarade. Une collecte

est en cours pour sa famille : elle s'élève à plus d'un million d'anciens francs. Le 8 février, le jour de l'enterrement, les Forges n'ont pas travaillé de la journée et plusieurs centaines de travailleurs de l'entreprise ont débrayé à 14 h 30 à l'appel des syndicats, pour exiger davantage de sécurité sur l'ensemble de l'usine.

Car nous ne devons plus accepter de risquer notre peau à la SNECMA. Les patrons ont su trouver jusqu'à maintenant des ouvriers pour accepter les conditions des Forges; les salaires y sont élevés (un forgeron gagne entre 4 000 et 5 000 francs). Il est certes bien moins coûteux pour les patrons de lâcher quelques billets supplémentaires que de renouveler leur parc de machines. Pour eux, la vie d'un ouvrier ne vaut pas bien cher.

Mais pour nous, tous les mutilés et notre camarade tué montrent qu'aucun salaire ne peut justifier la perte de notre dignité et de notre vie.

Correspondant LO.

Une séance de grand guignol

Suite à la grève d'avril dernier à Bourgogne Electronique, 23 travailleurs avaient été licenciés sous prétexte qu'ils avaient séquestré les membres de la direction au cours des négociations. Depuis, 8 délégués parmi les 23 ont été réintégrés sur ordre du ministre du Travail; les 15 autres licenciés attendent depuis 10 mois le jugement du tribunal des Prud'hommes qui repousse l'affaire sous les prétextes les plus divers (insolation en Tunisie de l'avocat de la direction, demande d'enquête supplémentaire, mutation du juge départiteur...).

Jeudi 4 février, le nouveau juge départiteur a entendu trois témoins de la « séquestration » : un conseiller général du PS, le maire de la commune qui avait prêté sa mairie pour les négociations,

et l'inspecteur du travail. Tous avaient passé la nuit des négociations sur place, entre les grévistes qui attendaient dans la cour de la mairie et la direction installée dans les locaux.

Les dépositions ont duré quatre heures d'affilée... pour conclure unanimement que, les ouvriers n'ayant à aucun moment manifesté la volonté d'empêcher la direction de sortir de la mairie, et n'ayant à aucun moment exercé de pressions ni physiques, ni morales sur la délégation patronale... il était difficile de parler de « séquestration » ! D'autant que la direction était effectivement seule enfermée à clé, mais... de l'intérieur !

On a alors vu l'avocat de la direction se jeter sur le seul argument qui restait au dossier : ces messieurs de la

direction auraient passé la nuit sans manger, les grévistes n'ayant pas daigné leur faire parvenir des sandwiches. C'est alors que le conseiller général a fait une confidence : non, ils n'ont pas subi les affres de la faim; toute mairie qui se respecte prévoit toujours l'éventualité de vins d'honneur et autres arrosages... « Alors, dit-il, comme dit Marie-Antoinette, quand on n'a pas de pain, on mange de la brioche ».

Si sa déposition très humoristique a provoqué l'hilarité générale, en revanche l'annonce que le jugement ne serait rendu que dans une quinzaine de jours a provoqué la colère des licenciés présents qui ont témoigné bruyamment leur indignation à la levée de l'audience.

Correspondant LO

RNUR-BILLANCOURT
ILE SEGUIN

A quand le

« retroussez vos manches »



Pour nous faire récupérer les voitures qu'elle a perdues à l'occasion de la grève de l'atelier 12-74, la direction nous fait venir travailler deux samedis dans l'équipe du matin. Ceci concerne aussi bien les grévistes et les lock-outés que ceux qui n'ont pas chômé : toutes les chaînes de l'île Seguin. Cette mesure n'enchant personne : depuis le mois de novembre, nous ne travaillons plus qu'un samedi sur 12 semaines... et on y avait pris goût !

Ainsi la direction a demandé à des travailleurs de l'équipe du soir de venir le samedi pour pallier les défections de l'équipe du matin. La CGT a fait une délégation pour demander à la direction que ces travailleurs puissent quitter

leur travail 2 heures plus tôt le vendredi soir, pour être en forme le samedi !

Devant certains délégués qui protestaient, un secrétaire syndical a prétendu que c'était normal : « ... C'est la crise, les travailleurs ont besoin d'argent, on doit donc leur laisser la possibilité de travailler samedi... ».

Ainsi, après avoir refusé d'organiser toute extension du mouvement de grève pour les 300 F. tout ce que trouvent certains dirigeants de la CGT pour exprimer notre besoin d'argent, c'est le travail du samedi ! Est-ce cela que voulait dire : « Continuer l'action sous d'autres formes »... proposé à la fin de la grève ?

Correspondant LO

CHEQUES POSTAUX

BOURSEUIL (RUE DES FAVORITES)

Cantine :

le syndicat gère,

le personnel est en grève

Depuis le jeudi 4 février, le personnel hôtelier de la cantine des Chèques Bourseuil est en grève illimitée. Cela touche une quarantaine de travailleurs (pâtisseries, cuisiniers et serveuses). Ils revendiquent une augmentation de salaires et de la prime de vacances, une réduction du temps de travail, des vêtements supplémentaires, etc.

Ce personnel qui dépend de l'hôtellerie est particulièrement sous-payé. Les serveuses touchent en moyenne 1 900 F par mois pour un horaire de 40 heures par semaine, et après 20 ans d'ancienneté, certaines gagnent un peu plus de 2 000 F. Depuis des années, les pâtisseries et cuisiniers réclament des vêtements de travail. Ils attendent toujours. De même, ils souhaitent bénéficier de la même réduction du

temps de travail, obtenu par l'ensemble des Chèques postaux en septembre 1975. Ils n'y ont pas droit car c'est un personnel « étranger » aux PTT. Quant aux conditions de travail, elles ne sont pas brillantes : le sacro-saint rendement existe là-aussi, à cause du manque de personnel.

Le gros problème, c'est que ce sont les syndicats (en particulier la CGT majoritaire) qui gèrent la cantine et qui sont les employeurs du personnel. L'administration participe financièrement au fonctionnement et c'est tout. La grève actuelle est donc dirigée contre les syndicats gestionnaires qui ont accepté de jouer un rôle patronal. D'ailleurs, il y a quelques mois, ils n'avaient pas hésité à licencier quelques membres du personnel.

Correspondant LO

Encore un accident mortel

Mardi 8 février, à l'aciérie de Rombas, un conducteur d'engins a été écrasé entre son fenwick et un pylône. Il avait 58 ans et devait être licencié le mois prochain.

En voulant nettoyer son engin à l'air comprimé, il a soulevé une plaque qui s'est subitement abattue sur l'accélérateur qui commandait en même temps la marche avant et arrière. Le conducteur n'a pas réussi à stopper son engin.

Le CHS était déjà intervenu sur le danger que représentait ce fenwick avec son accélérateur et son changement de vitesses au pied. Mais depuis que la direction a décidé de fermer l'aciérie Rombas, tout est laissé à l'abandon.

Les ouvriers de l'aciérie ont arrêté immédiatement le travail pour protester contre l'absence de sécurité.

Correspondant LO.

CHR DE LILLE

3 ambulances pour 6000 malades

Le service d'ambulances du CHR est saturé et ne fonctionne pas normalement.

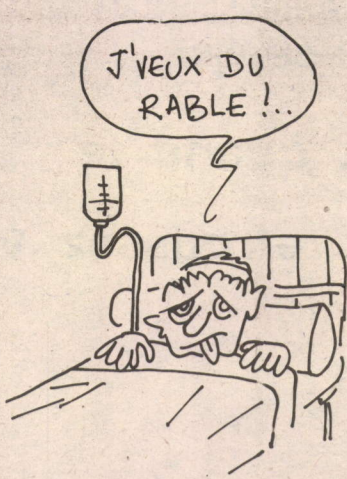
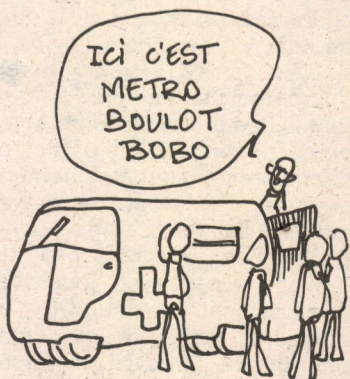
Il n'y a que trois ambulances camionnettes pour effectuer tous les transports de tous les malades du CHR. Que ce soit pour les malades transférés, les malades ayant une consultation dans un autre hôpital ou pour des analyses de laboratoire ne pouvant être faites qu'à la Cité Hospitalière, les minibus doivent faire le tour des neuf hôpitaux, éparpillés dans toute la ville, avec leurs voyageurs avant de revenir au point de départ.

Cela rallonge considérablement le temps de transport des malades, qui prennent froid dans les courants d'air et qui sont cahotés sur les banquettes.

Cela fait des années que la direction du CHR s'obstine à considérer que trois ambulances à neuf places assises sont suffisantes pour 6.000 lits.

C'est un véritable scandale !

Correspondant LO



RHONE-POULENC PONT-DE-CLAIX

Le coup du lapin

Jeudi 27 janvier, une vingtaine de travailleurs, au minimum, ont été victimes d'une intoxication alimentaire due à la nourriture prise à la cantine. Des restes de lapin congelé, servi mercredi et réchauffé jeudi, en sont responsables.

Nous avons déjà trop d'occasions d'être empoisonnés dans cette usine par tout ce que nous respirons sans pour cela avoir encore à craindre ce que nous mangeons à la cantine.

Nous devons exiger, à la cantine comme partout, que l'hygiène ne passe pas au second plan derrière de sordides économies de bouts de chandelles.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Rhône-Poulenc Pont-de-Claix.

MANOLENE LE HAVRE

Un mort trois blessés

Mardi 1^{er} février, un travailleur a été tué et trois autres brûlés, à la suite d'une violente explosion qui s'est produite dans l'usine Manolène à Gontreville-l'Orcher (près du Havre). Cette usine est spécialisée dans la fabrication de polyéthylène, à partir duquel on réalise des matières plastiques.

Ces travailleurs s'apprêtaient à changer un joint sur une pompe qui achemine dans les canalisations un produit chimique, le cyclo-hexane. La pompe avait été arrêtée pour la réparation. Mais un flash s'est produit au niveau de la pompe et déclencha aussitôt un incendie dans toute une partie de l'usine. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'explosion. Mais il est probable que, contrairement aux déclarations de la direction, la pompe ait été insuffisamment désamorcée et décompressée. Dans cette usine, comme dans toutes les usines pétrochimiques, des émanations de produits dangereux sont constamment en suspension dans l'air et, au moindre incident, c'est l'incendie, lequel peut se propager

dans tous les bacs alentour, pleins de produits très inflammables. Et les insuffisantes précautions lors des travaux de réparation ou d'arrêt d'unité provoquent ce genre d'accident.

Les travailleurs se sont retrouvés au milieu d'un véritable brasier. L'un est mort sur le coup, les autres ont dû être transportés à Paris. Car il n'existe aucun poste de secours d'urgence dans l'ensemble de la zone industrielle havraise, les industriels en ayant toujours refusé le financement.

Correspondant LO

SKF IVRY

Eczema en série

Depuis quelque temps, à l'usine SKF d'Ivry (fabrique de roulements à billes), on se gratte. Les ouvriers des tours sont en effet atteints de dermatose aux mains, aux bras, et également au visage pour certains. L'origine de ces boutons ? Peut-être le bactéricide qui est incorporé aux 80.000 litres de mélange d'eau et d'huile qui arrose en permanence les machines... et les ouvriers tourneurs.

La direction fait procéder actuellement à des analyses à l'hôpital Fernand-Vidal et elle a d'autre part retiré provisoirement le bactéricide du mélange.

Mais c'est bien tout ce à quoi la SKF a consenti dans cette affaire où elle est pourtant responsable au premier chef. D'abord, elle a attendu qu'un à un les ouvriers partent en maladie, au point qu'à ce jour plus de la moitié ont été touchés, sur un effectif total d'une trentaine de personnes. Pourtant, plusieurs ouvriers de l'atelier avaient réclamé immédiatement une vidange complète du liquide. Ensuite, comme il n'est pas question pour elle de perdre un sou, la SKF refuse de s'engager à prendre en charge les frais médicaux des ouvriers au cas où la Sécurité sociale refuserait de reconnaître le caractère de maladie professionnelle (et donc le remboursement intégral) de la dermatose.

Ce serait un comble !

Correspondant LO.



CHEQUES POSTAUX MONTPARNASSE

Au feu !

Le jeudi 3 février, dans l'après-midi, un incendie s'est déclaré dans l'immeuble des Chèques Postaux situé boulevard de Vaugirard.

Le feu a pris au troisième sous-sol, à proximité de la chaufferie, mais, dans l'ensemble de l'immeuble, les couloirs furent rapidement envahis d'une fumée suffocante.

Les employées inquiètes quittèrent alors les lieux de leur propre initiative, l'administration n'ayant, à aucun moment, organisé l'évacuation. Bien au contraire, les cadres s'opposaient même à la sortie du personnel, disant qu'il fallait attendre le signal d'alarme, alors que les pompiers craignaient des risques d'explosion.

Il faut dire qu'aux Chèques, les principales consignes en cas d'incendie sont : ranger d'abord les chèques et attendre les ordres pour évacuer !

Correspondant LO.



CENTRE DU BOUCHET VERT-LE-PETIT

Le règne de l'insécurité

A la SEBC, il y a quelque temps, un camarade du département « dispersion et essais » a porté un flacon de toxique d'un laboratoire à un autre. Ce toxique est un produit mortel, utilisé pour les gaz de combat. Il agit soit par inhalation de vapeur, soit par contact direct sur la peau. Peu après, ce camarade et plusieurs autres qui avaient été en contact avec lui étaient atteints de myosis (cécité due à la fixité de la pupille).

Pour le chef de secteur, si un camarade a souffert de myosis, c'est à la suite d'un coup reçu sur la tête durant le week-end !

Nous ne pouvons accepter la légèreté avec laquelle la direction traite cet accident. Nous ne venons pas à la SEBC pour y laisser notre santé ou notre vie.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière.

BERLIET LYON-VENISSIEUX

Dites-nous ce que nous respirons et nous vous dirons ce que nous mangeons

Sur le dernier Info Berliet, nous avons eu droit à un tableau comparatif extrêmement précis sur la composition et la nocivité des différentes marques de cigarettes.

Une chose est certaine : le tabac, monopole de l'Etat, cause des ravages.

Mais la direction « oublie » de nous renseigner sur les risques que nous courons quand nous respirons les produits plus ou moins nocifs, les diverses poussières, les émanations de soudure au zinc, etc. La liste serait trop longue. Mais quand c'est la direction qui est responsable, elle s'abrite derrière un rideau de fumée.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Berliet (Lyon-Vénissieux).

ROUSSEL-UCLAF ROMAINVILLE

DCI : du cirque industriel

Le DCI est un secteur ultra-moderne, ça, tout le monde le sait... sauf les ouvriers qui y travaillent. C'est tellement ultra-moderne que tout se fait en même temps ! On répare les appareils, on les peint, on y fabrique des produits, simultanément. Alors les peintres sont pleins de produit, les mécanos pleins de peinture, les ouvriers pleins de graisse... euh non. Ce sont les peintres pleins de graisse, les ouvriers pleins de peinture et les mécanos...euh non !... Enfin bref, c'est tellement moderne que l'on s'y perd.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Roussel-Uclaf Romainville.

CHANTIERS NAVALS DE LA CIOTAT

Echafaudage effondré

C'est une véritable catastrophe qui a été évitée la semaine dernière. Tout un échafaudage s'est écroulé à l'arrière du bateau Koweit.

C'est un véritable amas de ferraille et de planches que l'on a pu voir. On a pu se rendre compte de ce que cela aurait pu être si cet accident s'était produit une demi-heure plus tard.

Heureusement, c'était le casse-croûte et il n'y avait personne à ce moment-là.

C'est dans l'insécurité permanente que nous sommes obligés de travailler. On ne sait jamais ce qu'il va nous arriver ou nous tomber sur la tête.

La direction joue avec notre vie et notre santé en nous faisant travailler ainsi. Cela est un crime de sa part.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Chantiers Navals de La Ciotat.

Le salaire au rendement

Il existe dans les banques un système de prime au rendement pour certains employés d'agences.

Nous avons interrogé un camarade du Crédit Lyonnais sur ce système, dit de « rétrocessions ».

— « Qu'est-ce que le système des « rétros » ? »

— Cela consiste pour les employés d'agences chargés de gérer les comptes des clients — pour celui par exemple qui s'occupe de ton compte — à toucher, outre son salaire au fixe, une commission sur certaines opérations.

— Qu'y gagnent les employés ?

— C'est très variable, selon

qu'on est dans une agence de Neuilly... ou de la banlieue nord. A Neuilly, il suffit d'attendre la clientèle, et on peut aller jusqu'à 1.000 F de rétros par mois. Dans d'autres coins, c'est de l'ordre de 300 F. En moyenne ça doit tourner autour de 500 F mensuels.

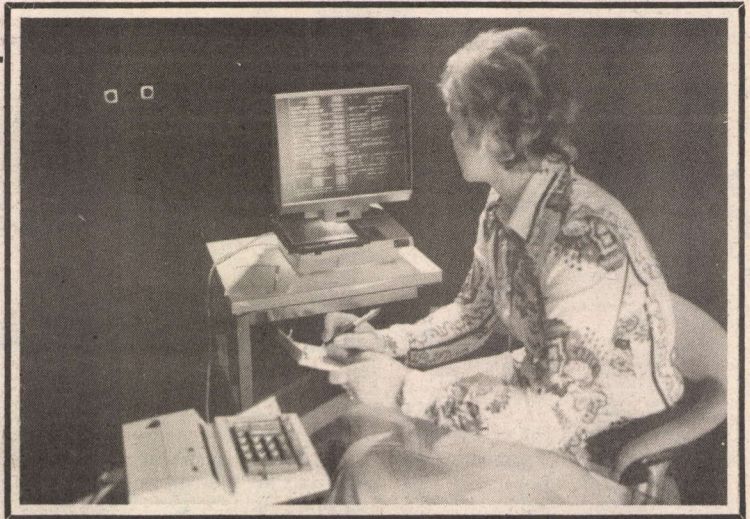
— Et la direction ?

— C'est sûr que c'est pour elle un bon moyen d'inciter les employés à faire des affaires à tout prix. Quant à l'intérêt de la clientèle, il est complètement absent des préoccupations de la direction. Dans une récente circulaire, elle a d'ailleurs reconnu implicitement que ce système est établi en fonction du seul intérêt du Crédit Lyonnais.

— Et on fait la chasse aux rétros ?

— Bien sûr. Les cadres d'agences y poussent. D'ailleurs, car si l'agence réalise beaucoup d'affaires, cela les valorise. D'où toutes sortes d'excès : on fait abandonner tel placement au client par exemple, pour lui faire acheter des SICAV. Comme ça, on touche des rétros sur les deux opérations !

J'ai connu un directeur d'agence qui n'accordait de crédits personnels que si les clients ouvraient un PEL (plan d'épargne-logement). Le client, par exemple, demandait un crédit de 2.500 F pour payer ses impôts. On lui en accordait un... de 3.000 F, à condition qu'il consacre 500 F au premier versement du PEL qu'on lui faisait



Une agence de banque parmi d'autres, dans la région parisienne. Des équipements modernes (ici, le dossier d'un emprunteur sous forme de micro-film) et le vieux système des carottes pour les employés.

ouvrir !

— En conclusion, qu'est-ce que tu en penses ?

— Comme tu le vois, c'est là un système scandaleux, qui divi-

se les employés. Aussi, ce que nous exigeons, c'est la suppression de ce système rétrograde et, pour tous les employés, d'agences ou pas, un salaire décent. »

CHEQUES POSTAUX (Orléans - La Source) :

Le projet de réorganisation : rentabilité d'abord !

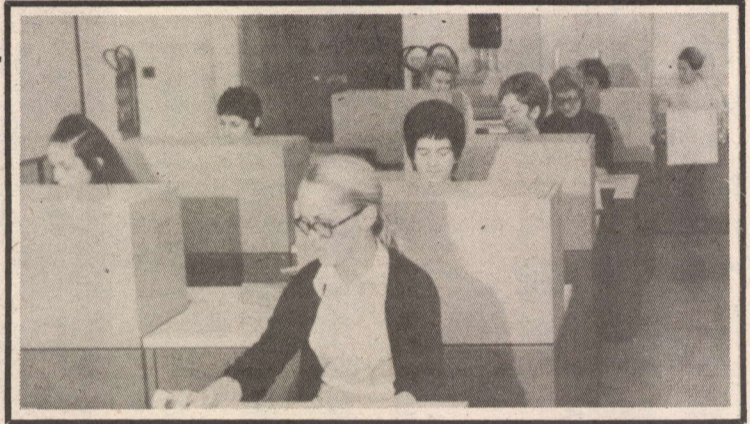
L'administration des PTT a décidé de changer le mode d'exploitation du centre de La Source au mois d'avril et de passer au « J + 1 » (le trafic étant écoulé avec un jour de retard). C'est une étape de plus dans l'automatisation du centre, mais qui n'aura pas que des avantages pour les usagers, puisque les chèques de moins de 1.000 F ne seront plus vérifiés et que les avis de débit que reçoivent les clients tendront à disparaître. En fait c'est surtout la rentabilité que visent les PTT.

Pour le personnel, cela se traduira par une compression des effectifs et une aggravation de nos conditions de travail.

D'abord, l'administration compte licencier des auxiliaires car de nouvelles machines vont mettre sous pli automatiquement 30 % des extraits de comptes et des vérifications seront supprimées.

Ensuite, pour utiliser différemment les ordinateurs, nos horaires devraient changer dans plusieurs services. Pour beaucoup, les nouveaux horaires annoncés seraient une catastrophe. Aux GV,

un service où la majorité des 300 employées sont des mères de famille qui commencent à 8 h 15 le matin, il faudrait que 40 % du personnel passe en brigade, c'est-à-dire commence à 6 heures un jour sur deux et finisse à 19 heures un jour sur deux. Au Tri les horaires seraient aussi bouleversés, avec des passages en nuit (alors que plusieurs camarades de nuit demandent le jour pour raison de santé). Aux Terminaux, il faudrait commencer à 6 heures au lieu de 6 h 30 et 7 h 30. Et la liste n'est pas close.



La modernisation des services de chèques postaux ne diminue pas les cadences mais les accroît.

La direction a organisé un sondage-bidon avec le choix entre trois formules. Mais il s'agissait surtout de savoir à quelle sauce nous serions mangés.

Le mécontentement grandit con-

tre le « J + 1 » et il n'est pas dit que la nouvelle opération « automatisation » se fasse sans douleur... Pour l'administration.

Correspondant LO.

CHAUSSON (Asnières) :

Quand un patron est favorable au fractionnement des vacances

Dans l'industrie automobile les vacances seront généralement cette année du 22 juillet au 22 août. Cependant, Chausson laisse aux travailleurs de l'usine d'Asnières le libre choix des vacances, en proposant toutefois une période principale de trois semaines au mois d'août.

Pour favoriser l'étalement des vacances, la loi prévoit d'attribuer un jour de congé supplémentaire aux travailleurs qui prennent de trois à cinq jours de leurs vacances en dehors de la période d'été, et deux jours supplémentaires à ceux qui prennent plus de six jours.

Mais il y a des patrons intéressés par le fractionnement des vacances, mais pas intéressés du

tout pour accorder les jours supplémentaires.

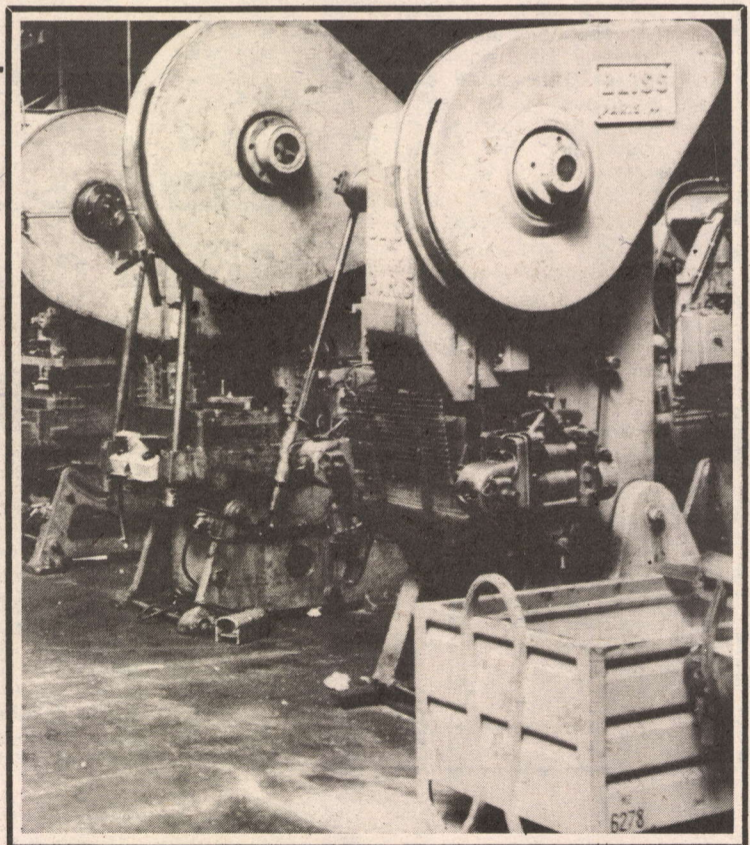
Ainsi, à Asnières, après avoir consulté chaque travailleur, la direction de Chausson leur a fait signer une feuille individuelle présentée comme une confirmation des dates choisies par chacun. Pourtant, bizarrement, il fallait signer et rendre la feuille immédiatement. Ceux qui voulaient fractionner leurs congés se sont donc trouvés seuls à prendre rapidement la décision de signer ou non ce dernier paragraphe : « Je sollicite l'octroi d'une fraction de mes congés payés en dehors de la période légale (1-6 au 3-10) et je déclare renoncer aux jours supplémentaires prévus par l'article L.223.8 du Code du Travail

ainsi qu'aux indemnités correspondantes. »

La plupart ont signé de crainte de ne pas pouvoir conserver les dates choisies.

Le fractionnement des vacances ne pose pas de problèmes à Chausson à l'usine d'Asnières. (Dans certains cas — l'Entretien en particulier — cela l'arrange même.) Mais puisqu'il trouve facilement des volontaires, il n'est pas demandeur et ne veut pas en payer le prix. Alors, comme beaucoup d'autres patrons dans ce cas, il tourne la loi par ce procédé et peut même se payer le luxe de menacer ceux qui exigent leur dû, de supprimer tout fractionnement des vacances.

Correspondant LO.



Un atelier de Chausson-Asnières. Conditions de travail déplorables, patron pingre.

CHAUSSON :

La médaille de l'exploitation

La direction de Chausson vient de nous annoncer une importante nouvelle : le P-DG « a été élevé au grade de commandeur de la Légion d'Honneur au titre du ministère de l'Industrie et de la Recherche ».

Question recherche, Chausson en connaît un rayon. Sa spécialité, c'est la recherche de l'exploitation. Il y a encore peu, la revue L'Expansion la signalait en tête pour les accidents du travail. Et en queue pour les salaires. Ce n'est pas pour rien que l'on nous a appelés « les bagnards de l'automobile ».

Sur notre dos, Chausson a pu se développer considérablement : par des implantations à Maubeuge, Reims, Creil, elle a triplé ses effectifs en quelques années. Voilà qui vaut bien un petit ruban !

Correspondant LO.

La peine de mort vue de Thomson (Gennevilliers)

La peine de mort a été aussi à la Une des conversations à la Thomson Gennevilliers ces temps derniers. A cause de l'actualité, et, liée à cette actualité, à cause d'une exposition préparant une séance de ciné-club et un débat sur la question.

Beaucoup de travailleurs n'étaient pas d'accord avec l'esprit de ces manifestations organisées dans le cadre du CE, visant à condamner la peine de mort.

Mais les discussions ont amené bon nombre d'entre eux à se poser plus précisément les problèmes. Dans les bureaux, une employée qui était plutôt pour la peine de mort, en tout cas pour Patrick Henry, dont elle trouvait le crime particulièrement odieux, a été si bouleversée par la hargne

et la haine des gens et des enfants criant « à mort » lors de son procès, qu'elle s'est trouvée défendre à nos côtés la suppression de la peine de mort.

Au débat qui suivait la projection du film de F. Lang *J'ai le droit de vivre*, Philippe Lemaire, l'un des avocats de Bontems a lui aussi stigmatisé les partisans de la peine capitale. Sur la quarantaine de présents, un seul — assez courageux dans son genre — a osé s'exprimer pour.

L'idée de supprimer la peine de mort doit être popularisée partout, dans les quartiers, dans les usines. C'est le rôle des militants ouvriers. Comme il est de leur devoir de lutter contre toutes les formes de barbarie et de bêtise engendrées par notre société.

Correspondant LO.

Les travailleurs s'opposent à l'enlèvement des stocks : 6 délégués inculpés

Les mille ouvriers de l'entreprise Saint-Joseph, produisant des tricots dans la région de Bordeaux, occupent depuis des semaines, pour résister aux licenciements consécutifs à la déclaration de faillite de la direction.

Le 18 janvier, un patron de la région voulant acheter une partie des marchandises stockées dans l'usine, les travailleurs se sont opposés à leur enlèvement. Le

patron a porté plainte et six délégués sont passés en jugement le 24 janvier devant le tribunal de grande instance de Bordeaux.

Des travailleurs et militants syndicalistes d'autres entreprises y sont venus soutenir les inculpés. Des huées ont accueilli les déclarations de l'avocat du patron, quand il a dit que les ouvriers n'avaient pas à se plaindre (puisqu'ils avaient reçu leurs indemnités de licenciement) et que les

délégués manquaient de courage en disant que tous les salariés s'étaient opposés à la sortie des stocks et non eux seuls.

Quand l'avocat des inculpés a réclamé l'ouverture de négociations sur l'usine, le juge a saisi la perche en conseillant aux deux parties de négocier sous l'égide d'une personnalité à trouver et en renvoyant le jugement à huitaine.

Correspondant LO.

Les loyers augmentent, mais pas les salaires !

Au Creusot, parmi les quatre foyers gérés par l'Association des foyers des travailleurs du Creusot, dont Creusot-Loire assure la présidence, le foyer Puebla est le plus vétuste.

Datant d'une trentaine d'années, il ne répond plus aux besoins des locataires. Pas de cuisine pour prendre les repas, seulement quelques réchauds. Le mobilier est encore plus ancien que les bâtiments eux-mêmes : lits de fer et matelas usés ; les

armoires en bois disjointes ne peuvent pas recevoir les habits par manque de profondeur, etc.

Mais tout cela n'empêche pas la direction des foyers d'augmenter régulièrement les loyers. Ainsi le 1^{er} janvier ils ont encore été majorés de 6,5 %. Le loyer étant directement prélevé sur le salaire, cela limite les moyens de refuser les augmentations. Mais les locataires en ont assez, assez de voir que, plus les locaux et le mobilier se dégradent, plus le mètre carré de leur chambre devient cher.

Aussi veulent-ils mettre fin à cette escroquerie : tout d'abord en exigeant qu'à l'avenir le loyer ne soit plus directement prélevé sur le salaire... Et bien sûr, ils envisagent de verser des loyers qui tiendront compte du confort qui leur est offert.

Correspondant LO.

La Thomson à la pointe de la technique française et de la... mesquinerie

La Thomson, grand fabricant d'armes mais aussi de matériel électroménager, possède un service de vente au personnel. Intéressant, pensez-vous, car le personnel doit avoir des réductions importantes. En fait, il n'en est rien. Au contraire. Une petite enquête effectuée à Gennevilliers montre que, parfois, il vaut mieux aller chez Darty ou Carrefour.

La TV couleur Brandt n° 20635, vendue au personnel 3.170 F, a été vue à 2.950 F chez Saveco. Le lave-vaisselle Brandt LV 102, vendu 1.454 F au personnel, coûte 1.300 F chez Darty.

Et ce ne sont pas des exceptions : sur trente-deux articles relevés, dix-neuf étaient moins chers ailleurs qu'au service du personnel...

Pourtant, Darty n'est certainement pas une œuvre de charité, et ses prix comportent une marge bénéficiaire confortable...

Correspondant LO.



THOMSON-CSF (Levallois) :

Petites combines de la CGT et de la CGC pour se partager le CHS

Selon la loi, ce sont vingt personnes (délégués du personnel et du CE) qui ont décidé seules de la composition du Comité d'Hygiène et de Sécurité. Lors du vote, CGT et CGC ont fait alliance : pour les délégués ouvriers, la CGC a voté pour les cinq candidats CGT, le sixième siège étant laissé à la CFDT. Pour le collège cadres, la CGT a rayé son candidat, laissant les trois postes à

des contremaîtres et cadres présentés par la CGC.

La petite combine a permis d'éliminer la candidate de FO qui, à la proportionnelle, aurait dû avoir un siège puisqu'elle a environ 15 % des voix. Cela ne gêne pas les militants du PC qui dirigent la CGT : leur parti se déclare partisan de la proportionnelle, sauf lorsqu'il y a des révolu-

tionnaires à écarter. Mais tout le monde à la CSF ne l'entend pas de cette oreille. Cent travailleurs ont protesté par une pétition contre la façon anti-démocratique dont a été nommé le CHS. Ils pensent que le CHS, c'est l'affaire de tous et qu'à ce titre les délégués au CHS doivent être élus par tous les travailleurs.

Correspondant LO.

CEGEDUR (Issoire)

UNE REACTION SAINE

En Tôlerie, au laminage à chaud, un jeune chef de service fait du zèle et les remontrances aux travailleurs de son service ne manquent pas.

L'autre jour un travailleur de l'Entretien électrique ayant eu droit à des remarques désobligeantes, a remis vertement à sa place le chef de service. Résultat : deux jours de mise à pied pour le gars de l'Entretien. Presque aussitôt la sanction connue, ses camarades se sont réunis

pour décider comment ils allaient riposter.

Les délégués CGT proposèrent une action minimum, ce qui ne fût pas du goût des travailleurs de l'Entretien qui, y compris les syndiqués CGT, décidèrent huit heures de grève par poste.

Sur la sanction elle-même, la direction n'a pas reculé. Mais devant la réaction, elle s'est sentie obligée de faire un geste : la sanction ne paraîtra pas dans le dossier du travailleur.

Correspondant LO.

UN SCANDALE

Lorsque l'on regarde le tableau des compléments de salaire pour l'année 1977, nous voyons que

l'écart entre l'employé et le fondé de pouvoir se creuse de plus en plus.

En effet un fondé de pouvoir touchera, au titre de l'année 1977, 53.000 F de complément de salaire : ce qui représente environ notre salaire de deux années de travail.

La direction n'est pas avare quand il s'agit de remercier les siens.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - AGF (Paris).

PAS DE GRILLE, UNE PAIE DECENTE !

Il y a une dizaine de jours, la grille des salaires des professionnels a été distribuée. Rien que

pour les ouvriers professionnels, il y a 42 taux. Pour les OS, c'est pareil. Ce qui fait qu'avec les primes, l'ancienneté, les heures supplémentaires, les horaires différents, pratiquement chaque travailleur a une paye différente. Et si par hasard deux travailleurs avaient le même salaire, c'est que la direction se serait trompée. Citroën a l'air de penser qu'avec sa hiérarchie des salaires, avec ses quelques centimes de plus ou de moins, il pourra mieux nous diviser.

Mais quand nous faisons les comptes, une seule chose est visible, c'est que, pour tous, nos salaires sont insuffisants.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Citroën St-Ouen - Epinettes.

CHEQUES

POSTAUX

(Orléans -

La Source) :

Un nouveau règlement que nous refusons

La direction du centre de Chèques a décidé de nous imposer un nouveau règlement intérieur, sous la forme d'un petit livre rose d'une douzaine de pages qu'elle a distribué à chacune d'entre nous. Dedans, tout y passe : la limitation des sorties, l'interdiction de téléphoner (80 postes ont été supprimés sur l'ensemble du centre) et la limitation des droits syndicaux, revenant sur ce qui a été acquis en 1968. Elle pousse même le ridicule jusqu'à inscrire qu'il nous faut demander l'autorisation pour ouvrir un vasistas !

Mais la réaction ne s'est pas faite attendre, et l'administration ne s'est encore pas remise de l'accueil que nous avons fait à son nouveau règlement. Aux Terminals par exemple, on nous demandait en plus notre signature, contre le livre. La majorité d'entre nous a refusé et les réflexions allaient bon train dans le service. Dans d'autres services, aux GV, à la SED, nos camarades sont allées rendre les livres en disant : « On n'est pas d'accord, alors vous pouvez le garder ».

Quant aux surveillantes, en plus du règlement, elles ont reçu dans certains services des fiches où elles devaient noter notre seule sortie autorisée par jour. Là aussi l'administration a dû déchanter. Car la grande majorité des surveillantes ont reporté les fiches et ont clamé bien haut qu'elles n'étaient pas des « gardes-chiourme ».

Le nouveau règlement vient juste après la période des fêtes de fin d'année, où le retard considérable dans l'écoulement du trafic a entraîné des conditions de travail très pénibles, faute de personnel suffisant. L'administration espère combler le manque de personnel par une discipline plus stricte et un travail plus intense, sans déboursier un centime. Elle a pu voir que nous ne la laisserons pas faire !

Correspondant LO.

Il n'y a pas de drogués heureux

DU DOCTEUR CLAUDE OLIEVENSTEIN



Le livre est centré sur l'action du Dr Claude Olievenstein contre la toxicomanie, sur les efforts à l'hôpital de Marmottan pour aider physiquement et affectivement les jeunes drogués à se désintoxiquer.

Dans une première partie, autobiographique, il retrace les épisodes qui conduiront le petit Juif berlinois, obligé de fuir la persécution nazie, à devenir le médecin célèbre d'aujourd'hui. De ses études de médecine il fait surtout partager l'horreur qu'inspire le sort fait aux internés psychiatriques, frappés, ligotés, drogués ou pratiquement livrés à eux-mêmes, selon les « vues » du mandarin local.

Mais ce qui va déterminer sa vocation, ce sera la découverte des drogués. Ce qui frappe dans cette deuxième partie, où le Dr Olievenstein aborde les problèmes de la drogue, c'est la profonde sympathie, la fascination, dit-il, qu'ont exercée la drogue et le milieu des drogués sur lui.

Comme eux, il constate et rejette la profonde misère matérielle et surtout morale dans laquelle cette société plonge ses membres. Et, comme eux, il la refuse.

Il a, à l'égard des drogués, la chaleur humaine, la sensibilité au malheur, la générosité qu'il fallait pour comprendre que la

drogue n'était en rien — au niveau des drogués du moins — une affaire de police ou de psychiatrie classique et de simple désintoxication. Il le prouve au travers des cas qu'il cite, au travers des histoires de drogués — tragiques — qu'il narre. La toxicomanie est un fléau dont la société actuelle est pleinement responsable même si, comme il l'explique, pour des êtres jeunes (l'écrasante majorité des drogués aujourd'hui), la liaison la plus étroite avec cette société s'établit au travers de la famille et si, par conséquent, le conflit avec un monde sans espoir prend la plupart du temps la forme de conflits avec les parents.

Le Dr Olievenstein parvient à guérir un certain nombre de drogués, en les désintoxiquant physiquement, en mettant à jour leurs problèmes psychologiques, et surtout en les entourant de compréhension et de chaleur humaine. Mais le chemin est très dur, très long. Bien peu arrivent au bout. Et, en cours de thérapeutique comme après, les rechutes sont fréquentes; les suicides aussi.

On ne peut qu'éprouver la plus profonde sympathie pour la personnalité et l'action d'Olievenstein et de son équipe de Marmottan. Et on comprend qu'un certain « mythe » les entoure dans le milieu des toxicomanes.

Mais à la lecture de son livre, comme souvent lors de ses passages à la télévision, on a l'impression qu'il mène contre la drogue un combat sans fin, pra-

tiquement perdu d'avance face au nombre toujours plus grand des drogués et à la difficulté qu'il y a à les « réinsérer dans la société ».

C'est que, volontairement, il limite son action au niveau individuel. Il le dit ouvertement, dans sa conclusion : « Je n'ai pas de solutions politiques à suggérer, pas de mesures sociales à avancer ». Et pourtant, c'est bien un refus d'un monde étriqué et borné que traduisent les toxicomanes par leur fuite dans la drogue. Et s'il est en effet indispensable de soigner les jeunes qui s'y sont déjà laissés prendre, il serait plus impérieux encore de prendre le problème à la racine : de détruire une société qui est tellement à bout de souffle, tellement déséquilibrée qu'elle conduit des milliers de ses jeunes à la fuir en s'auto-détruisant, par la drogue en l'occurrence, mais on pourrait en dire autant de l'alcoolisme ou d'autres formes d'abrutissement.

Il n'y a pas de drogués heureux, c'est le titre du livre du Dr Olievenstein. C'est aussi la conclusion du lecteur. Mais, pour qu'il n'y ait plus de drogués du tout, c'est une autre société qu'il faudra, une société d'où les raisons de se droguer elles-mêmes auront disparu.

Michel RITTER

Il n'y a pas de drogués heureux du Dr Claude Olievenstein - Ed. Robert Laffont - Coll. « Vécu » - 44 F.

L'homme de Kiev

DE BERNARD MALAMUD

Bernard Malamud, il y a une dizaine d'années, a obtenu le prix Pulitzer pour son *Homme de Kiev*. Ce livre vient d'être réédité en Livre de Poche.

L'histoire se déroule au début de ce siècle dans la Russie tsariste.

L'homme de Kiev, c'est Yakov, un pauvre Juif enlaid dans son village misérable. Rien ne le distingue des autres, si ce n'est qu'il découvre la lecture et le pouvoir des idées. En lisant Spinoza, il perd la foi.

Il décide, secouant la fatalité et la passivité, de changer de vie. Il prend la route.

Il voit en effet d'autres horizons, goûte un temps à un certain confort, se permet des entorses à la légalité en résidant hors des ghettos juifs et en travaillant sous un nom d'emprunt.

Et un beau jour la célébrité s'abat sur cet obscur. Il est accusé d'un meurtre rituel, crime

abominable qu'il n'a pas commis et que, pour des motifs politiques (faire diversion aux dissensions et oppositions qui déchirent la Russie de ce début du siècle), l'administration veut à tout prix monter en épingle. Yakov est jeté en pâture à l'opinion publique. Il devient l'exutoire de toutes les superstitions, de l'ignorance, de l'antisémitisme virulent de ce « bon peuple » russe dupé par la réaction. C'est la transposition d'un fait réel, l'affaire Bellis. Mais le talent de l'auteur, son sens du drame et de la psychologie donnent une telle dimension à ce fait divers qu'il est devenu, au fil des pages, le symbole vivant de toutes les injustices.

L'absurde accusation tient Yakov presque trois ans en prison, au secret, mort-vivant ignoré de tous et paradoxalement célèbre. L'administration abat sur lui les pires calamités. L'arbitraire, la torture,

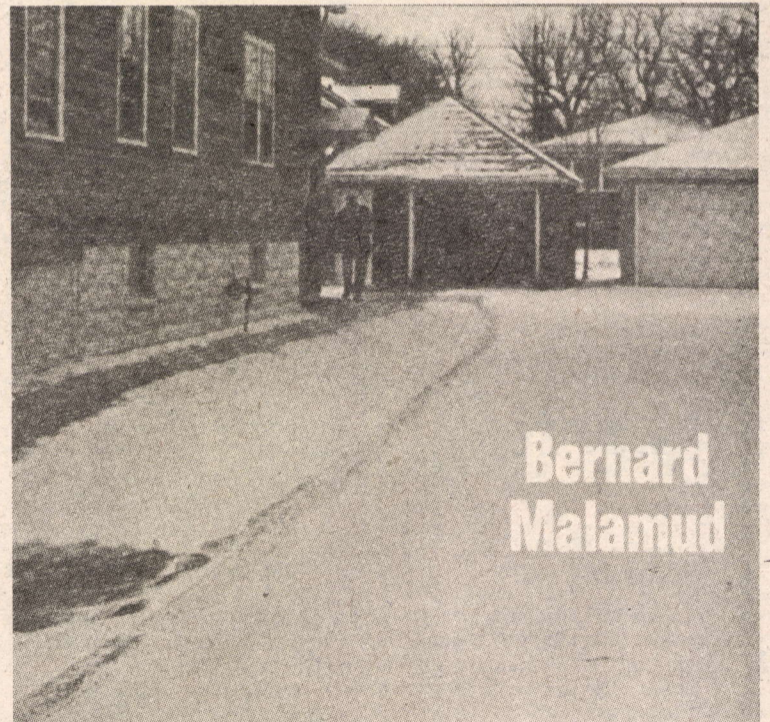
les chaînes, les coups, le froid, les privations de nourriture, les tentatives d'empoisonnement, les fouilles avilissantes, les provocations de toute sorte et les sévices moraux les plus raffinés.

Mais, par son obstination à faire éclater son innocence, il finit par être entendu. Soutenu par des avocats de gauche qui s'emparent enfin de sa cause, il passe en procès. Mais entre-temps il a découvert qu'on ne peut vivre une vie comme la sienne et être apolitique.

B. Malamud va bien au-delà du drame personnel de Yakov. Réquisitoire captivant contre l'antisémitisme, l'injustice, l'obscurantisme, il dépeint tout un milieu de cette Russie de Nicolas II, ravagée par l'ignorance et les préjugés religieux.

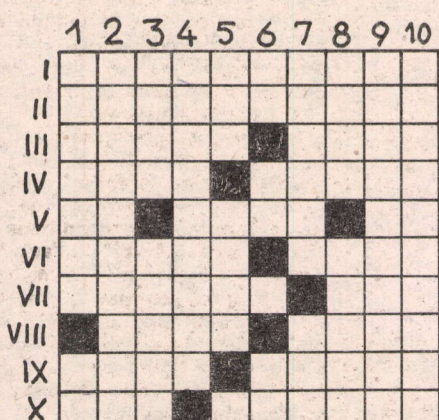
Anne GARBE

L'Homme de Kiev, de Bernard Malamud - Livre de Poche.



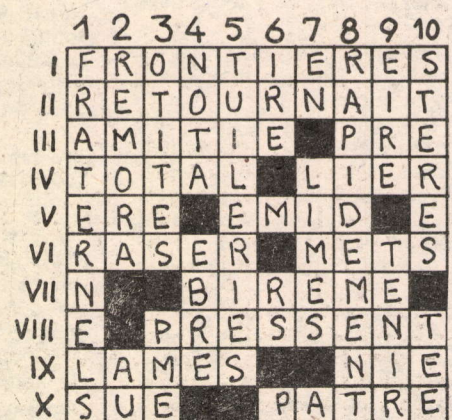
Bernard Malamud

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Suite pour officier. — II. Pas sans mal. — III. Dangereux carnivores - Saisit le vif. — IV. Passa près - Ne reconnaît plus. — V. Phonétiquement : ne croit plus - De quoi faire un tube - Un fameux étalon. — VI. N'a pas besoin de shampooing - Peintre italien. — VII. Eminence d'outre-Pyrénées - Reste au fond. — VIII. Façon d'aller - Reste sur sa position. — IX. Vieilles coques - Bailler. — X. Direction inversée - Frontière liquide.

VERTICALEMENT. — 1. Bons, ils font les nez fins - Négation. — 2. Se dit de commissions qu'on ne fait pas soi-même. — 3. Résistants - Pas utilisés. — 4. Lauriers. — 5. Possessif - Son député a récemment fait parler de lui. — 6. Sans effets - En rose - Article. — 7. Equipent - Personnel. — 8. Élément rare - Obstruction de l'intestin. — 9. Recherchées en vacances. — 10. Elle n'est pas dans le coup.



A chacun son enfer

d'André CAYATTE

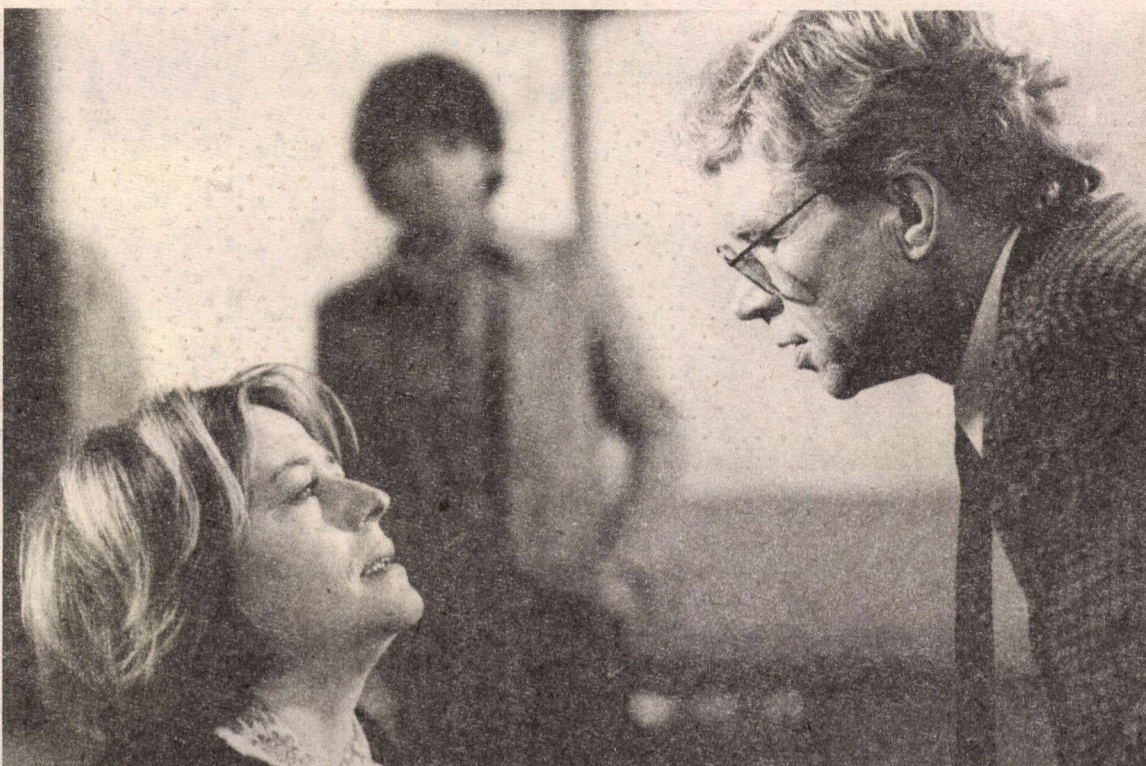
Avec un pareil thème (l'enlèvement d'une enfant) et de pareils interprètes (Annie Girardot, Bernard Fresson), Cayatte jouait l'émotion facile.

Cet enfer où se trouve soudain plongée Madeleine, femme d'un riche garagiste versaillais, à qui l'on rend contre rançon sa petite fille — morte — (et avec quelle macabre mise en scène), amène forcément la larme à l'œil de tout spectateur moyen normalement constitué.

Mais quand on s'est frotté les yeux, les premières brumes enlevées, on trouve beaucoup de complaisance dans ce pathétique outrancier. La caméra de Cayatte, « voyeuse », sans pudeur, nous entraîne longuement dans l'intimité d'un couple de petits bourgeois sans histoires qui se trouve brutalement confronté à l'angoisse insupportable puis au désespoir.

Prises isolément, bon nombre de scènes sonnent vrai et font effectivement passer dans la salle un souffle dramatique. Mais, mises bout à bout, elles finissent par taper inlassablement sur la même corde sensible et donnent un mélodrame un peu trop forcé, caricatural.

Ce qui est plus grave, c'est « la mauvaise action », comme ont pu le dire certains critiques, hostiles à la peine de mort, de Cayatte en faisant ce film. L'auteur de *Nous sommes tous des assassins* serait-il passé dans l'autre camp, celui des partisans de la peine de mort ? Ou bien se serait-il laissé entraîner trop loin dans ses propos ? Toutes les lignes de force de son film, toute sa logique, tout son suspense amènent au désir de vengeance,



au cri de « à mort » pour châtier l'assassin, à une quasi-justification de la peine de mort.

Et au moment où Patrick Henry vient de sauver sa tête, le film arrive sur les écrans en contrepoint, presque comme un désaveu du verdict de Troyes.

La seconde partie peut, il est vrai, amener d'autres résonances. Cayatte dit, en substance, à toutes les mères de toutes les contrées et de toutes les conditions : « Vous, qui criez haro sur le coupable, que feriez-vous si votre propre fils était justement l'assassin (car l'amour maternel, c'est aussi ce risque-là) ? » Mais c'est déjà trop tard. Le ton a été donné.

Et l'on reste avec un goût amer dans la bouche, une certaine irritation aussi de voir le spectateur considéré par Cayatte comme trop fruste pour mériter des nuances.

Anne GARBE

ABC (2") - Cluny Palace (5") - Montparnasse 83 (6") - George-V et Marignan (8") - Français (9") - Fauvette (13") - Convention (15") - Victor-Hugo (16") - Images (18") - Gambetta (20").

Une fille cousue de fil blanc

de M. LANG

Une des filles d'une famille de la grande bourgeoisie meurt, à l'âge de 20 ans, dans un accident de la circulation. Sa plus jeune sœur, qui l'admirait beaucoup, se remémore sa vie et découvre que cette fille, jeune et belle, qui allait épouser un jeune homme de bonne famille, menait en réalité une double vie et s'échappait de son milieu conformiste et étouffant pour retrouver un cinéaste qu'elle aimait. L'histoire est évoquée par cette jeune sœur, ce qui fait que la frontière entre la réalité objective et le produit de son imagination est parfois délibérément incertaine.

Les acteurs, parmi lesquels surtout Serge Reggiani, sont très bons. Mais ils ne parviennent pas pourtant à éviter que le film reste absolument insignifiant.

Non seulement parce que l'on

a du mal à comprendre les problèmes que se créent les héros de cet univers limité, en acceptant les conventions imbéciles qui le régissent, mais surtout parce que le film lui-même est plein de poncifs.

De la fille aînée, dépitée que sa sœur cadette ait séduit celui qu'on lui destinait comme mari, au père qui, en découvrant la vie cachée de sa fille, se rappelle sa propre jeunesse et sa tentative de rébellion contre les préjugés familiaux, tout évoque le feuilleton cent fois vu. Et pour le spectateur, le temps semble bien long.

Sylvie MARECHAL

Dans la chaîne Paramount et au Capri (2") - Publicis Champs-Elysées (8") - Mercury (8") - Convention St-Charles (15") - Passy (16") - Secrétan (19").

La revanche d'un homme nommé cheval

d'Irwing KERSHNER

Ce film est la suite de celui sorti en 1970 et intitulé *Un homme nommé cheval*, dans lequel nous étions racontée l'histoire, au siècle dernier, d'un lord anglais qui, après avoir été capturé au cours d'un voyage en Amérique par une tribu indienne, en épousait le mode de vie et finalement s'en faisait adopter sous le nom de « Cheval ».

Revenu en Angleterre, il s'ennuie. Au bout de cinq ans, il décide de repartir. Mais entre-temps sa tribu a été chassée par d'autres Indiens, agissant pour le compte de colons blancs, et n'est plus qu'une horde affamée agonisant dans une région hostile. Lord Morgan tente vainement de la tirer de sa résignation. Ce n'est qu'après des épreuves rituelles qu'il parviendra à regagner la confiance de ses amis et à les entraîner à l'assaut du fort des colons et à la reconquête de leurs terres.

Le premier film avait le mérite de rompre avec les westerns traditionnels et, en décrivant leurs coutumes et leur mode de vie, il réhabilitait les Indiens et leurs traditions. Dans celui-ci, I. Kershner s'est avant tout attaché au récit d'aventures et aux scènes d'initiation rituelle. Les croyances et les mœurs indiennes n'apparaissent ici que pour servir de faire-valoir au héros — l'homme blanc, comme par hasard ! — Quant à la psychologie des personnages, mieux vaut ne pas trop la chercher.

Cela dit, le récit est bien mené et l'on se laisse agréablement emporter par le film.

Roger MEYNIER

Cluny Ecoles (5") - Rotonde (6") - Elysées cinéma (8") - Helder (9") - Liberté (12") - Mistral (14") - Convention Saint-Charles (15") - Clichy Pathé (18").

sélection

Films récents

LE PRETE-NOM : Les ravages du Maccarthysme dans les milieux intellectuels américains, vus à travers l'histoire rocambolesque d'un préte-nom pour écrivain.

Panthéon et St-Germain Village (5") - France et Madeleine (8") - Athéna (12") - Studio Raspail (14") - Convention (15").

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF : Un réquisitoire contre la justice.

Bretagne et Odéon (6") - Normandie (8") - Paramount Opéra (9") - UGC Gobelins (13") - Paramount Orléans (14") - Magic (15") - Paramount Maillot (17") - Secrétan (19").

BARRY LYNDON : Une fresque de l'Europe aristocratique de la fin du XVIII^e siècle.

Impérial (2") - Hautefeuille (6") - Colisée (8") - PLM St-Jacques (14") - Convention (15") - Clichy Pathé (18") - Gambetta (20").

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE : L'enfance pauvre du futur séducteur dans la Venise du XVIII^e siècle.

Paramount Marivaux (2") - Dragon et Hautefeuille (6") - Elysées Lincoln et Saint-Lazare Pasquier (8") - 14-Juillet (11") - Gaumont Sud (14").

DERSOU OUZALA : Dans la taïga, les aventures et la fraternité qui lient un officier explorateur et un chasseur.

Paramount Marivaux (2") - Jean-Cocteau et Studio Alpha (5") - Arlequin (6") - Paramount Elysées (8") - Paramount Galaxie (13") - Paramount Gaité (14").

AFFREUX, SALES ET MECHANTS : Une dénonciation, d'un humour très noir, de la vie dans un bidonville de la banlieue de Rome.

Templiers (3") - St-Germain-Huchette (5") - Marignan (8").

SUNDAY TOO FAR AWAY : La vie des ouvriers chargés

de la tonte des moutons en Australie.

La Pagode (7").

LE VOYAGE AU BOUT DU MONDE : L'expédition merveilleuse de Cousteau dans l'Antarctique.

Trois Haussmann (9") - Calypso (17") - Auteuil Bon Cinéma (16").

LA PREMIERE FOIS : Les aventures pleines d'humour et de tendresse d'un adolescent.

Gaumont Théâtre (2") - St-Ambroise (11") - Ternes (17").

L'APPRENTI SALAUD...

POUR RIRE : Un célibataire endurci se lance dans l'escroquerie et tombe amoureux d'une jeune fille de 20 ans.

Colisée (8") - Français (9") - Montparnasse Pathé (14") - Caravelle (18").

JONAS QUI AURA 25 ANS EN L'AN 2000 : Film sympathique sur huit personnages huit ans après mai 68.

Studio de la Harpe (5") -

14-Juillet (11").

COCORICO MONSIEUR POULET : Un marchand ambulancier parcourt la brousse du Niger.

Saint-Séverin (5") - Trois Haussmann (9") - Olympic (14").

UNE FEMME A SA FENETRE : Dans la Grèce de Métaïxas, un militant communiste poursuivi, séduit la femme d'un diplomate qui abandonne son milieu pour le suivre.

Studio Rivoli (4") - Elysées Point Show (8").

Films plus anciens

CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE : L'Algérie sous le joug de la colonisation. A ne pas manquer.

Palais des Glaces (10").

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES : Trente ans après, trois anciens résistants font le bilan de leur vie. Nostalgie et farce à la fois.

Les Cinoches de Saint-Germain (6").

L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM : La chasse aux opposants dans l'Allemagne d'aujourd'hui.

Escorial (13").

LES MISERABLES : L'adaptation du roman de Victor Hugo.

Pagode (7").

LES SENTIERS DE LA GLOIRE : Les fusillés pour l'exemple par l'état-major français pendant la guerre de 1914.

Studio Cujas (5").

TO BE OR NOT TO BE : Les aventures rocambolesques d'une troupe théâtrale au moment de l'invasion de la Pologne.

Grands Augustins (6").

ALEXANDRE NEWSKI : Allégorie historique : le prince russe Alexandre Neswki, repousse les chevaliers teutoniques qui envahissent la Russie. Le génie d'Eisenstein au service du nationalisme stalinien.

Le Seine Studio (5").

THEATRE THEATRE

"La paix" d'Aristophane

PAR LA TROUPE PRAXIS

Ecrit il y a 25 siècles par Aristophane, cette pièce garde toute sa force et son actualité. D'autant que la troupe Praxis en a adapté et modernisé le texte, ce qui la rend encore plus accessible au spectateur d'aujourd'hui.

Depuis treize ans la Grèce est en guerre. Un vigneron surnommé La vendange, revenant des champs de bataille et excédé par les tueries, essaye de convaincre ses compatriotes qu'il faut en finir avec la guerre. Mais c'est en vain. Ceux-ci, leurrés par le gouvernement, les généraux,

les députés de tout bord et la propagande patriotique, ne le suivent pas. Trygée, le vigneron, doit même s'enfuir, poursuivi par de vieux patriotes.

Il se décide alors à aller voir les dieux pour leur demander la paix. Mais les dieux ont abandonné les hommes et c'est « la Guerre » qui a pris leur place dans l'Olympe, royaume des divinités grecques. Après avoir enfermé « la Paix » au fond d'un puits, elle s'apprête à écraser les cités grecques.

La vendange parviendra néan-

moins à délivrer « la Paix » et reviendra sur terre avec Théoria, divinité des fêtes, et Apora, divinité de l'automne et des fruits.

Les cités réconciliées, la fête et la joie des travailleurs des champs et des villes éclatent, tandis que les armuriers, les curés et tous les nantis se lamentent sur la fin de leur prospérité.

Les acteurs évoluent dans un décor et des costumes volontairement très sobres, ce qui au début déroute un peu. La troupe a voulu opérer par gros plans, pour se concentrer sur l'essentiel, en dépouillant le jeu, le mouvement et le texte du superflu.

C'est une réussite. Elle nous livre un spectacle très vivant, drôle et plein de bon sens.

Roger MEYNIER

La Paix

Cité Universitaire, 23 Bd. Jourdan. M° Porte d'Orléans.

Entrée 25 F, étudiants et collectivités 12 F.

Tous les jours à 21 h sauf le dimanche et lundi. Jusqu'au 2 avril.

LES PAYSANS D'APRES BALZAC

« Les paysans, Liberté, Egalité, Propriété n'est pas une simple adaptation. Il s'agit beaucoup plus d'un essai qui retourne le point de vue de Balzac, épouse la cause paysanne... ». Cette tentative vise à prospecter un moment clé de notre histoire nationale utile pour aujourd'hui ».

C'est ainsi que la troupe du théâtre de Gennevilliers présente la pièce — tirée du roman de Balzac *Les paysans* — qu'elle joue jusqu'au 19 février.

Et en effet, ce qu'elle nous propose est bien éloigné de l'optique de Balzac. Car dans l'œuvre de Balzac, il y a toute l'ambiguïté d'un auteur au réalisme puissant mais aux idées réactionnaires. Le roman de Balzac donne une description saisissante de la lutte des classes triangulaire dans les campagnes, en ce début du XIX^e siècle, entre le grand propriétaire incapable de défendre l'exploitation féodale et cette bourgeoisie montante des campagnes qui, pour imposer sa propre domination sur les campagnes, s'appuie sur le combat des paysans pour leurs parcelles propres.

Balzac le réaliste décrit à la fois ce qu'il considère comme la tragédie des grands propriétaires, mais aussi la tragédie de ces paysans qui, dans la lutte pour la terre, se sont trouvés transformés en hommes de peine du capitalisme usurier et qui ont

vu leur victoire sur la grande propriété féodale transformée en défaite.

Mais Balzac le réactionnaire prend son parti : il regrette le système féodal qu'il idéalise et il méprise les bourgeois comme les paysans, bien qu'il ne manque pas de paternalisme à l'égard de ces derniers.

L'intention de la troupe de Gennevilliers est de mettre en valeur la leçon à tirer de l'histoire, en reprenant la trame de l'histoire de Balzac, mais dans une autre optique. Si les bourgeois triomphent et font des paysans leur instrument contre les nobles, ce peuple qu'ils exploitent est tout de même lucide (l'un des paysans ne dit-il pas : « Le rasoir de la justice, voilà ce qu'il faut craindre. Il garantit le sommeil des riches contre les insomnies des pauvres » ?). Et tout laisse supposer qu'un jour il saura mettre fin à son exploitation.

Voilà ce que veut nous démontrer cet « essai » proposé par la troupe du théâtre de Gennevilliers. Mais la tentative n'est pas réussie. *Les paysans*, qui sont plus un exposé qu'une pièce vivante, n'échappent pas à l'ennui que véhicule tout théâtre pesamment didactique.

Sylvie MARECHAL

Les Paysans, Théâtre de Gennevilliers, 41 avenue des Grésillons. Place 20 F.

TELE

sélection

Dimanche 13 février

FR3 - 16 h 55 - Voyage dans le cosmos ou la nouvelle astronomie populaire. Quatrième émission de cette série intitulée : « A travers la voie lactée ».

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde.

TF1 - 22 h - Questionnaire : ce soir **Jeannette Laot**, membre de la commission exécutive de la CFDT, spécialiste des questions féminines dans ce syndicat.

FR3 - 22 h 30 - Cinéma de minuit : **Les garçons**, de Mauro Bolognini, avec Laurent Terzieff.

Lundi 14 février

TF1 - 20 h 30 - Film : **Le dictateur**, de Charlie Chaplin. Tourné en 1940, ce film, caricature féroce de la dictature et condamnation de l'antisémitisme, est à voir absolument et à revoir.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Le rouge est mis**, de Gilles Grangier, d'après un livre d'Auguste Le Breton, avec Jean Gabin, Lino Ventura, Annie Girardot. Un film policier de série, servi par une excellente distribution.

ANTENNE 2 - 22 h 55 - **L'huile sur le feu**. L'émission de Philippe Bouvard met face à face J.-M. Lesch, directeur de l'IFOP, et Hector Rolland, député RPR, sur la question des sondages.

Mardi 15 février

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Les dossiers de l'écran**. Le problème abordé est celui des jurés d'assises. Pour introduire le débat, le film de André Cayatte **Justice est faite**. Dans le film, Cayatte montre qu'en fait les différents jurés ne jugent pas « selon leur âme et conscience », ou plutôt que cette formule ne veut rien dire. Le débat, qui vient après le jugement de Patrick Henry à Troyes et après plusieurs verdicts dans lesquels la peine de mort était en cause, est d'une brûlante actualité. Y

participeront M^{re} Badinter, partisan de l'abolition de la peine de mort, avocat de Patrick Henry après avoir plaidé dans l'affaire Bontems, Dowling-Carter, procureur, et des personnes ayant exercé des fonctions de jurés.

TF1 - 20 h 30 - **A la poursuite des étoiles**. Après la présentation de documents et de reportages sur l'observation du cosmos et des phénomènes qui s'y déroulent, un débat réunit des savants, en particulier des astronomes.

Mercredi 16 février

FR3 - 20 h 30 - Film : **Duel**, de Steven Spielberg. Une étrange poursuite entre une voiture et un camion.

Jeudi 17 février

TF1 - 20 h 30 - Spécial événement : **débat Georges Marchais - J.-P. Fourcade**.

Vendredi 18 février

FR3 - 20 h 30 - Vendredi. Faits et société : **Les enfants qu'on cache**. Il y a, en France, plus d'un million d'handicapés, enfants et adolescents. Les problèmes qu'ils posent, aux parents, à la société.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - **Apostrophes**, sur le thème : « A quoi croyez-vous ? », avec Jean-Louis Servan-Schreiber, Gilbert Cesbron, François Nourissier.

ANTENNE 2 - 22 h 55 - Ciné-club : **Kes**, de Ken Loach. Dans une petite ville minière du Yorkshire, dans le nord de l'Angleterre, un enfant entreprend d'appivoiser un faucon. Autour de lui, la vie d'une famille ouvrière de Yorkshire.

FR3 - 21 h 30 - Voyage dans le cosmos ou la nouvelle astronomie populaire. Cinquième émission, intitulée **Jusqu'au bout du monde**, discute du problème de la formation de l'univers et de son avenir.

Dimanche 20 février

TF1 - 20 h 30 - Film : **La valise**, de Georges Lautner.

EXPOSITION

Cent ans d'astrophysique

PALAIS DE LA DECOUVERTE

Cette exposition, au Palais de la Découverte à Paris, retrace l'évolution de l'astrophysique depuis la création de l'observatoire de Meudon, en 1876. Elle montre comment les progrès récents de la physique ont permis de faire évoluer de façon extraordinaire l'astronomie.

Il y a eu d'abord les progrès des instruments d'observation, dont les possibilités ont été encore améliorées en les envoyant à bord de satellites. Il y a eu aussi l'utilisation de la « lumière messagère » ou des ondes radio-électriques envoyées par les astres, pour connaître leur composition chimique, leur température, leur masse, leur distance et leur vitesse.

Tous ces progrès ont permis de dépasser le stade de la description du ciel ; et l'étude d'étoiles plus lointaines nous renseigne sur ce qu'était l'univers il y a des milliards d'années. Cette histoire des étoiles est aussi décrite dans l'exposition, et il est peut-être dommage que les théories actuelles, qui attribuent ou non une « origine » à l'univers, soient à peine abordées.

Cette exposition, si elle n'apporte pas de révélations, est avant tout un bilan. Elle fait le point sur les techniques de l'astrophysique et sur les connaissances actuelles, en particulier celle du Soleil, l'étoile que nous connaissons le mieux, et elle aborde les problèmes essentiels, tels que la recherche de la vie sur Mars. Aussi, elle permet à ceux qui s'intéressent déjà à ces problèmes de faire le point et, pour les autres, elle ne peut que leur donner envie d'en savoir plus.

Cette exposition dure jusqu'au 17 avril.

Edith HERRIOT



ESPAGNE



Rétablissement des relations diplomatiques entre l'Espagne et l'URSS :

Une caution à Juan Carlos

L'URSS et les Démocraties Populaires viennent de rétablir leurs relations diplomatiques avec l'Espagne. Cela ne change pas grand-chose dans les faits puisque cela fait longtemps que, déjà du vivant de Franco, des relations non officielles existaient.

Le fait d'officialiser aujourd'hui les relations entre la bureaucratie russe, ses satellites et le gouvernement de Juan Carlos n'est pas dénué de toute signification politique, au contraire. C'est une manière pour la bureaucratie russe, en montrant un changement de son attitude de dire qu'elle est d'accord avec la façon dont Juan Carlos mène sa « libéralisation ».

Et de même qu'à l'intérieur le Parti Communiste Espagnol multiplie les gestes pour donner sa caution à la politique du gouvernement espagnol, l'URSS et les Démocraties Populaires lui apportent la leur de l'extérieur.

Louis GUILBERT

LE FROID AUX USA :

La vague de froid qui s'est abattue sur l'Est, le Centre et le Sud des USA a donné l'étonnant spectacle d'un pays moderne, hautement industrialisé, quasiment paralysé. Les écoles ont été fermées, faute de chauffage, la production dans les usines interrompue ou fortement réduite, les transports partiellement coupés. L'appareil productif du plus riche pays du monde s'est trouvé bloqué par une vague de froid, il est vrai particulièrement rude : cela faisait plus d'un siècle qu'on n'avait pas enregistré aux Etats-Unis de températures aussi basses (-37 à -20°), pendant une si longue période et surtout, accompagnées par de telles tempêtes de neige qui ont littéralement enseveli certaines villes.

Les difficultés que viennent de rencontrer les USA s'expliquent donc en partie par une situation exceptionnelle, mais pas seulement. Au travers de cette vague de froid devant laquelle les USA semblaient démunis, il est apparu à quel point l'adaptation de l'homme moderne aux conditions de la nature était défailante, alors que finalement, avec infiniment moins de moyens techniques, les esquimaux par exemple sont capables de supporter des froids bien plus grands.

Et ce n'est pas parce que l'homme moderne est perverti ou amoéli par l'utilisation de trop de moyens techniques mais bien plutôt parce que ces moyens techniques, eux, ne sont absolument pas conçus en fonction des conditions naturelles locales. La

Attentats de la droite, lâcheté de la gauche : Juan Carlos en position d'arbitre

Il y a quinze mois, tout le monde se demandait ce qui allait advenir de l'Espagne après la mort de Franco. La bourgeoisie européenne était particulièrement inquiète. Elle craignait que les tensions politiques et sociales contenues par la dictature franquiste ne se libèrent avec la mort du dictateur et ne créent une situation d'affrontement.

Dès le départ, les gouvernements européens avaient tenté de donner leur caution à Juan Carlos tellement ils étaient intéressés à ce que la mort de Franco ne se traduise pas par une explosion populaire et une apparition politique importante de la gauche, comme ce fut le cas, un temps, au Portugal.

Depuis, Juan Carlos a organisé un référendum sur les modifications de la Constitution qui était une tentative pour se faire plébisciter. Mais un référendum ne suffit pas pour apparaître aux yeux de tous comme l'arbitre entre toutes les forces contradictoires sur lesquelles reposait la dictature de Franco.

Ce que n'avait pu faire un référendum, les derniers attentats, eux, y sont arrivés. En effet, à leur suite s'est créée dans le pays une atmosphère d'union sacrée autour du régime en place, et Juan Carlos est devenu le sauveur de tous et de chacun. C'est ainsi qu'il a considérablement renforcé sa position.

En effet pour la droite, pour les tenants des institutions actuelles, il apparaît comme l'homme capable de les protéger de trop grands bouleversements grâce à sa politique de réforme à petits pas.

De la même façon la gauche se tourne vers lui pour proclamer qu'elle lui fait confiance pour la protéger contre les actions de l'extrême-droite, en annonçant à qui veut l'entendre qu'elle n'attend de changement que du bon vouloir éclairé du monarque espagnol.

Et c'est à travers les derniers événements que la gauche a poussé jusqu'à l'extrême cette politique. A la suite des attentats elle s'est placée, et avec elle les millions de travailleurs qui lui font confiance, sous l'aile protectrice de Juan Carlos. Elle a, ce faisant, littéralement plébiscité ce dernier. C'est elle qui lui a donné la caution libérale qui lui manquait. Juan Carlos lui-même n'avait sans doute pas espéré tant : avoir le soutien massif de toute l'opposition, des Démocrates Chrétiens à une partie de l'extrême-gauche, en passant par le Parti Communiste et le Parti Socialiste.

Et, en somme, aujourd'hui, tout se passe très bien pour la bourgeoisie espagnole. On s'achemine

vers un régime parlementaire avec un arbitre ayant une grande autorité sur le pays, et qui sera sans doute, de droit et de fait, au-dessus des partis et du Parlement.

Tout cela sous le regard de l'armée, qui, pour le moment, protège le régime.

Mais cela doit nous rappeler que le régime que veut continuer Juan Carlos sera un régime parlementaire plus que présidentiel, royaliste, avec une armée toute puissante, prête à intervenir si le Parlement ne se rend pas apte à défendre au mieux les intérêts de la bourgeoisie espagnole. C'est à une telle démocratie surveillée que la gauche espagnole vient, sans réserve, d'apporter sa caution.

Paul SOREL

Les maoïstes derrière Juan Carlos

Après l'effervescence qui a suivi les attentats de Madrid, le calme revient petit à petit dans les milieux politiques, sauf ceux de l'extrême-gauche, dont les militants les plus en vue sont systématiquement arrêtés pour interrogatoires, et leurs domiciles et locaux fouillés.

Tout cela n'a pas empêché une partie de l'extrême-gauche d'emboîter le pas à « l'opposition démocratique » dans son soutien à Suarez. En protestant contre la vague d'arrestations qui la frappe, elle multiplie les professions de foi « démocratiques » et récuse indignée l'étiquette « gauchiste ». Le Parti du Travail, l'ORT (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs) et le Mouvement Communiste (les principales organisations maoïstes), ont toutes fait des déclarations pour justifier leur absence à la réunion du 28 janvier, où l'ensemble de l'opposition a fait une déclaration commune demandant au gouvernement « d'assurer l'ordre public ». « Si on nous avait demandé, nous aurions signé ce texte sans hésiter », disent-elles.

Quant à l'extrême-droite, si l'on a fait beaucoup de publicité autour des quelques fascistes étrangers qui ont été arrêtés, la police n'a pas fait trop de misère aux « ultras » espagnols. Elle en a interrogé quelques dizaines pour l'ensemble du pays, mais ne les a pas gardés longtemps. Parmi eux, il n'y avait aucun dirigeant, en dehors d'Alberto Royuelo, secrétaire national de la « Garde de Franco ». Il est ressorti aussitôt pour aller présider une réunion nationale de son organisation...

D.P.

Problème météorologique ou problème de société

plupart du temps, ils sont tous fabriqués sur le même modèle, parce que la grande industrie les produit en série, en fonction de la rentabilité et non pas pour secondariser réellement les hommes dans leur vie quotidienne diverse.

La production capitaliste a façonné aux USA, comme ailleurs, un nouveau mode de vie, complètement normalisé, du Nord au Sud, d'un continent à l'autre. La construction de l'habitat, l'utilisation de l'énergie, le chauffage, la nourriture, tout est « normalisé » en fonction de l'unique rentabilité capitaliste. Au détriment d'une souple adaptation

aux conditions locales.

Depuis plus d'un siècle, le capitalisme a conquis de plus en plus de territoire. Partout et un peu n'importe où, il s'y est installé et, grâce à la technique, a réussi à y vivre en transformant le milieu coûte que coûte, souvent d'une façon aberrante. Partout, il a installé un même mode de vie. Du Canada à l'Afrique équatoriale, ce sont les mêmes constructions, les mêmes matériaux qu'il utilise avec, pour s'adapter, ou un chauffage, ou une climatisation... Il a uniformisé le mode de vie comme le mode de production.

Il a tenté d'adapter la nature à lui, à ses besoins, ou du moins aux besoins artificiellement créés par l'industrie capitaliste régnante.

Et pourtant, c'est à s'adapter le plus harmonieusement possible aux ressources de la nature que devraient servir les connaissances scientifiques et les techniques et non pas à détruire cette nature.

Mais cette harmonie ne peut se réaliser qu'à condition que l'homme domine sa société consciemment, qu'à condition qu'elle ne soit plus la proie de quelques « promoteurs » capitalistes.

Irène BROSSARD